

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1902.

PROJET DE LOI COMPRENANT LES TITRES II ET III DU LIVRE I^{er} DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La réforme du Code d'instruction criminelle fait, depuis longtemps, l'objet des préoccupations du Gouvernement.

A la suite des travaux de la Commission extra-parlementaire chargée de préparer cette revision, le Gouvernement présenta aux Chambres législatives, le 23 janvier 1877, le *Titre préliminaire* du nouveau Code de procédure pénale. Ce titre, qui avait pour objet « les actions qui naissent des infractions », est devenu la loi du 17 avril 1878 (voir Annexe n° I).

Le 3 mars 1879, le Gouvernement déposa les livres I et II élaborés par la même Commission. Enfin, le 24 juillet suivant, fut déposé le livre III qui terminait l'œuvre de la Commission.

Renvoyées à l'examen d'une Commission spéciale de la Chambre des Représentants, les propositions firent l'objet de rapports successifs, d'une haute valeur, déposés par M. Thonissen, de 1879 à 1884.

Le *titre I^{er}* du LIVRE I^{er} « de la police judiciaire » fut adopté par les deux Chambres en 1890 (voir Annexe n° II).

Les titres suivants du même livre I^{er}, relatifs, le *titre II*, à « l'instruction écrite », — le *titre III*, à « la procédure devant les juridictions d'instruction », — le *titre IV*, à « la procédure intermédiaire dans les matières criminelles », furent discutés et votés, dans un premier examen, par la Chambre des Représentants, au cours de la session de 1886-1887.

La Chambre vota de même les quarante-deux premiers articles du *titre I^{er}* du LIVRE II, à l'exception de certains articles qui furent renvoyés à la Commission. Par suite de ce renvoi, quelques-unes des dispositions du titre II du livre I^{er}

forent également soumises à un nouvel examen de la Commission. Les conclusions de celle-ci firent l'objet d'un rapport déposé par M. Woeste à la séance de la Chambre des Représentants du 12 décembre 1890.

La dissolution des Chambres survenue en 1892 frappa les projets de caducité. Représentés le 16 novembre 1894, ils furent atteints par une nouvelle dissolution, en 1900, avant que la Chambre des Représentants n'en eût poursuivi l'examen.

Le travail de revision du Code d'instruction criminelle se trouve par conséquent arrêté à la situation suivante :

Titre préliminaire. — Vote, sanctionné et publié.

LIVRE I^{er}. Titre I^{er}. — Voté par les deux Chambres, mais qui n'a pas encore reçu la sanction royale.

Titres II, III et IV. — Votés presque complètement après un premier examen par la Chambre des Représentants.

Si la revision générale du Code d'instruction criminelle n'est pas plus avancée, il faut cependant se garder de croire que la Belgique a conservé, sans modification, la législation de 1808. Des réformes partielles des plus heureuses ont été successivement adoptées. Indépendamment de certaines dispositions constitutionnelles ou légales, relatives à l'organisation judiciaire, les lois sur la détention préventive, sur l'extension du droit d'appel, sur les circonstances atténuantes, sur la revision en matière criminelle ou correctionnelle, sur la réhabilitation ont introduit des améliorations très importantes.

Mais le Gouvernement vous propose de reprendre, aujourd'hui, l'œuvre de la revision générale qui a été interrompue et il soumet au Parlement les dispositions qui concernent l'instruction préparatoire.

La procédure de l'instruction préparatoire, telle qu'elle était organisée par le Code d'instruction criminelle, a provoqué les plus vives et les plus légitimes critiques; et il n'est plus contesté par personne, en effet, qu'elle n'accordait pas à la défense tous les droits qui, en bonne justice, doivent lui appartenir. Aussi s'est-on efforcé dans le présent projet de faire aux intérêts de la liberté individuelle la plus large part conciliable avec les garanties exigées par l'ordre social.

Ce projet est destiné à former, dans la codification générale, les titres II et III du livre I^{er}, comprenant, le titre II, « l'instruction écrite » et le titre III, « la procédure devant les juridictions d'instruction ».

* * *

Malgré l'unanimité des critiques dirigées contre le système du Code d'instruction criminelle, l'accord est loin d'être complet sur les principes qui doivent présider à l'organisation de l'instruction préparatoire. Faut-il, abandonnant complètement le régime actuel, établir le système appelé « accusatoire »? Ne convient-il pas, au contraire, de maintenir le principe du système « inquisitorial », sauf à l'appliquer de manière à mieux sauvegarder les droits de l'inculpé?

D'excellents esprits ont préconisé une réforme radicale s'inspirant de la procédure suivie en Angleterre. Le juge n'aurait plus pour mission de rassembler lui-même les preuves des infractions ni d'en rechercher les auteurs. Ce soin incomberait uniquement au Procureur du Roi et à ses officiers de police auxiliaires. De son côté, l'inculpé recueillerait les preuves d'innocence. L'accusation et la défense produiraient ensuite leurs témoins et feraient valoir leurs moyens devant le magistrat, dans un débat contradictoire et public. Le juge se bornerait à statuer sur la valeur des preuves produites de part et d'autre; il pourrait prescrire un complément d'information, mais s'il se croyait suffisamment éclairé, il déciderait immédiatement et sans appel; selon son appréciation, l'inculpé bénéficierait d'une décision de non-lieu ou serait renvoyé soit devant la chambre des mises en accusation en cas de crime, soit, en cas de délit ou de contravention, devant la juridiction de jugement compétente.

Ce système, déjà repoussé par la Commission gouvernementale chargée de la préparation du code nouveau, le fut également par la Commission parlementaire. A son tour, la Chambre des Représentants l'écarta implicitement par l'adoption, en première lecture, des dispositions du titre II du livre I^{er}. Elle confirma cette décision lorsque, par le vote définitif de l'article 2 du titre I^{er}, elle comprit les juges d'instruction parmi les officiers de police judiciaire chargés, aux termes de l'article précédent, de rechercher les crimes, les délits et les contraventions et d'en rassembler les preuves.

Telle est encore aujourd'hui la solution proposée par le Gouvernement.

Les règles de la procédure pénale ne doivent pas être tracées d'après une conception purement théorique; elles sont intimement liées aux mœurs et aux institutions d'un pays. Adaptées au milieu social, elles assurent le fonctionnement régulier de la justice; transportées dans un cadre différent, elles peuvent manquer leur but et produire de funestes résultats. Ainsi en serait-il du système anglais introduit en Belgique. Le rapport de M. Thonissen, déposé à la séance de la Chambre des Représentants du 17 février 1880 (*Documents parlementaires*, 1879-1880, p. 328), le démontrait par des considérations qui ont gardé toute leur valeur et qu'il suffira de rappeler brièvement.

L'institution du système accusatoire nécessiterait, au préalable, une modification profonde dans l'organisation et dans le recrutement de la police judiciaire. Celle-ci devrait, en outre, être investie de pouvoirs nouveaux sans lesquels son action serait frappée d'impuissance. Sauf le cas de flagrant délit, nos officiers de police judiciaire autres que le juge d'instruction ne possèdent qu'une autorité très restreinte; ils ne disposent d'aucun moyen coercitif pour obtenir les déclarations des témoins ni même pour les obliger à comparaître; ils ne peuvent faire les visites des lieux, pratiquer des perquisitions ou des saisies, ordonner des expertises; et si des pouvoirs aussi étendus devaient leur être attribués dans l'avenir, on en arriverait directement à ce résultat fâcheux de transférer les attributions actuelles du juge d'instruction à des officiers de police qui, sous bien des rapports, présenteraient moins de garanties.

Ne faudrait-il pas craindre que, chargés exclusivement de recueillir les

preuves de culpabilité, les auxiliaires des parquets n'impriment à leur action un caractère de redoutable parti pris, sans se préoccuper des causes de justification ou d'excuse militant en faveur de l'inculpé? A celui-ci incomberait tout le poids de l'enquête contraire. Difficile à orienter dans l'ignorance des voies où marche l'accusation, cette enquête serait des plus pénibles pour tous; elle serait une charge écrasante pour l'inculpé sans ressources. L'assistance effective d'un avocat fût-elle toujours assurée au prévenu, encore cette assistance ne suffirait-elle pas; le conseil ne pourrait procéder lui-même aux recherches, ni avancer les frais qu'entraîne toute enquête et qu'exigent des expertises éventuelles. Nous n'avons pas, en Belgique, pour suppléer à l'impuissance de l'inculpé, des associations comparables aux associations de charité créées en Angleterre en vue de subvenir aux frais de la défense. En face de l'organisation policière, l'inculpé se trouverait dans un état d'évidente et dangereuse infériorité.

La procédure accusatoire a pris naissance dans une situation sociale qui ne faisait pas intervenir en principe l'État pour soutenir l'accusation et où ne se rencontraient, en règle, que deux parties privées : une partie poursuivante et une partie poursuivie. Demandeur et défendeur recueillaient leurs preuves comme dans un différend civil; le juge se bornait à décider dans une procédure orale et contradictoire.

Tout autre est l'économie de notre société. On y considère, et nos mœurs se sont façonnées à cette considération, que l'État a le devoir non seulement de juger, mais encore celui de poursuivre lui-même et d'office toutes les infractions. Dans de pareilles conditions, on ne peut se borner à laisser les inculpés livrés à leurs seules forces et aux prises avec la puissance redoutable des agents de l'autorité.

Il y a donc lieu d'écarter le système accusatoire et les réformes qui tendraient à l'introduire dans notre législation.

* * *

A la base de notre procédure répressive, il convient de maintenir le système inquisitorial, mais en cherchant à en améliorer l'organisation autant que possible.

Deux traits caractérisent ce système inquisitorial. D'abord il confie à un magistrat le soin d'instruire, en lui imposant l'obligation de faire ses recherches tout à la fois à charge et à décharge. Ensuite il confie la décision qui termine l'instruction à une juridiction qui se prononce sur pièces écrites, relatant les éléments de preuve recueillis par le juge.

Dans l'application de ces deux principes, le Code de 1808 avait pris des dispositions sommaires et incomplètes. On lui reprocha, avec raison, de ne pas suffisamment sauvegarder les droits des inculpés et l'on a réclamé des garanties tant au point de vue du juge enquêteur que de la juridiction d'instruction. On a demandé que l'impartialité du premier fût assurée d'avantage et que la seconde fût mise mieux à même de juger en pleine connaissance de cause. L'instruction devrait être complètement contradictoire, aussi bien devant le juge qui la mène que devant la juridiction qui l'appécie.

Pour que le juge enquêteur ne s'écarte pas de son rôle, qui est de poursuivre avant tout la découverte de la vérité, pour qu'il ne soit pas tenté de pencher du côté de l'accusation et qu'il instruisse aussi bien à charge qu'à décharge, on a déclaré qu'il était indispensable d'accorder à l'inculpé le droit de contrôler tous ses actes, en y assistant et en y faisant assister son conseil, ainsi que le droit de réclamer des devoirs d'instruction.

Il y a dans cette opinion un départ à faire, il y a des revendications légitimes à admettre et des prétentions dangereuses à repousser.

C'est à une semblable distinction que s'arrêtèrent la Commission extra-parlementaire, plus tard la Commission spéciale de la Chambre et enfin la Chambre elle-même dans sa session de 1886-1887.

Les garanties que le projet actuel assure à l'inculpé sont nombreuses et importantes : liberté complète de communiquer avec son conseil aussitôt après le premier interrogatoire ; droit d'assister aux transports sur les lieux, aux perquisitions, aux saisies pratiquées en son domicile ; droit de se faire représenter aux expertises et de réclamer celles-ci, le cas échéant ; droit de requérir l'audition de témoins et les confrontations utiles.

Le projet prend des mesures pour assurer la reproduction fidèle des déclarations faites au cours de l'instruction par les témoins et par l'inculpé. Mais il ne va pas jusqu'à autoriser la présence de l'inculpé à l'audition des témoins, ni la présence de l'avocat à l'interrogatoire de l'inculpé. On peut craindre, en effet, que semblables innovations ne compromettent le succès de l'information préliminaire. Si le Code d'instruction criminelle sacrifiait les droits de la défense, il ne faut pas que, par une réaction exagérée, la législation nouvelle sacrifie l'intérêt social de la répression.

* * *

La présence de l'inculpé à l'audition des témoins entraînerait de graves inconvénients.

La répugnance, démontrée par la pratique journalière, qu'éprouvent beaucoup de citoyens à apporter leur témoignage à la justice, s'accentuerait encore et la sincérité du témoignage en serait compromise. Sans parler même des témoins que déconcerteraient les questions habiles de la défense, combien d'entre eux, gênés par la présence d'un inculpé, tantôt violent et redouté, tantôt humble et suppliant, subiraient l'influence de la crainte ou de la commisération.

D'autre part, tenir l'inculpé au courant au fur et à mesure de l'audition des témoins, des charges qui s'élèvent contre lui, ce serait lui faciliter les moyens de déjouer les efforts du magistrat instructeur. D'ordinaire, le criminel évite avec soin d'agir au grand jour ; il prend ses précautions pour supprimer toutes les traces qui révéleraient sa culpabilité. Dans la lutte qu'il aura à soutenir s'il vient à être soupçonné, il aura sur l'accusation l'immense avantage de savoir tout ce que celle-ci ignore et de pouvoir agir en conséquence. Souvent il n'y a contre lui que de faibles indices. Ce sont surtout les déclarations des témoins qui doivent guider les recherches du juge et assurer la découverte des preuves. En donner sur-le-champ connais-

sance à l'inculpé, c'est, dans bien des cas, lui fournir des armes nouvelles contre la vérité; soit par lui-même, soit à l'intervention de ses parents ou amis, il pourra avertir ses complices des découvertes de l'instruction, circonvenir les nouveaux témoins indiqués, faire disparaître les objets compromettants.

Les partisans de l'instruction complètement contradictoire ne méconnaissent pas le danger; mais ils espèrent y parer en recourant à des enquêtes policières faites secrètement et dont les résultats demeureraient inconnus de l'inculpé, jusqu'au moment où les personnes questionnées par la police seraient entendues sous serment par le juge d'instruction. Ce que nous avons dit plus haut de l'insuffisance du personnel de la police judiciaire et de la faiblesse de ses moyens d'action permet d'apprécier les garanties d'une telle enquête. Une réorganisation complète de la police judiciaire ne serait pas l'œuvre d'un jour; mais, fût-elle réalisée avec l'extension des pouvoirs indispensable au fonctionnement du système, le résultat serait simplement que l'information préliminaire, toujours secrète, au lieu d'être conduite par un magistrat, le serait par des agents qui présentent moins de garanties d'indépendance et de scrupuleuse impartialité. Il n'est pas certain que la liberté individuelle y trouverait son compte.

La présence de l'inculpé et de son défenseur à l'audition des témoins entraînerait nécessairement le même droit pour la partie poursuivante. Les suites de leur contact, — il est aisé de le prévoir —, ce seraient des controverses inévitables sur la position des questions, sur le sens des réponses, sur l'exactitude du procès-verbal; ce seraient les discussions et les incidents de tout genre qui naissent fatalement de la contradiction et dont les audiences des tribunaux offrent le spectacle quotidien. De pareilles discussions cadreraient mal avec le caractère de l'instruction préparatoire, qui ne comporte pas un perpétuel débat et doit être seulement un travail de recherche impartiale, dont l'appréciation est réservée à la chambre du conseil. Elles entraveraient notablement la marche d'une instruction déjà retardée par les convocations successives à adresser en temps utile aux parties. Une prolongation de la durée de la détention préventive n'en serait que trop souvent la conséquence.

Il n'est pas besoin d'ajouter que la nécessité d'assurer la présence d'un représentant du ministère public dans les cabinets d'instruction exigerait une augmentation du personnel des parquets.

Ces multiples inconvénients ont fait écarter la partie poursuivante, l'inculpé et son conseil, de l'audition des témoins. Les déclarations de ceux-ci seront portées à la connaissance de l'inculpé dans l'exposé des charges que le juge doit lui faire lors de l'interrogatoire; il pourra dès lors exiger sa confrontation avec les témoins qu'il indiquera.

* * *

Le droit d'assister à l'interrogatoire de l'inculpé est refusé de même par le projet à la partie poursuivante et au conseil de l'inculpé.

Comme le faisait remarquer le rapport de la Commission parlementaire

déposé à la séance de la Chambre des Représentants le 24 mars 1882 (*Documents parlementaires*, 1881-1882, p. 408), on n'obtiendrait aucun résultat utile en faisant jouer au ministère public, à la partie civile et au défenseur, le rôle de témoins muets. Leur attribuer, au contraire, un rôle plus actif, ce serait exposer l'instruction aux discussions, aux incidents et aux lenteurs dont nous avons parlé à propos de l'audition contradictoire des témoins. Aussi les critiques présentées à ce propos trouvent-elles également ici leur application.

On ne saurait se le dissimuler : la présence de l'avocat à l'interrogatoire n'est réclamée que par un sentiment de défiance envers le juge d'instruction. Celui-ci est représenté comme trop préoccupé du désir de trouver des preuves de culpabilité. Alors même qu'il ne se livrerait pas à des manœuvres répréhensibles pour arracher un aveu à l'inculpé, il subirait inconsciemment une sorte de déformation professionnelle, qui ferait de lui presque l'auxiliaire du parquet et contre laquelle il faudrait le protéger par la collaboration du défenseur.

C'est là une objection que les faits ne justifient pas.

Nos magistrats instructeurs sont trop pénétrés de leurs devoirs et de leur responsabilité, pour mériter pareils reproches ; en proclamant leur correction constante, nous ne faisons que rendre hommage à la vérité.

Certes, dans quelques rares circonstances il a pu se présenter certains abus passagers. Mais ces défaillances exceptionnelles ne permettent pas de conclure contre le système lui-même.

La présence de l'avocat ne pourrait-elle pas d'ailleurs amener éventuellement de graves inconvénients ?

Parmi les nombreux avocats qui composent le barreau et qui seraient appelés à collaborer éventuellement à l'instruction avec le magistrat, ne s'en trouverait-il point parfois qui seraient tentés de poursuivre moins la découverte de la vérité que la sauvegarde des intérêts de leur client ? N'y en aurait-il pas qui dans certaines circonstances résisteraient difficilement à la tentation de créer une diversion au profit de l'inculpé dont l'interrogatoire tourne mal, de lui indiquer, par un mot ou par un geste, la réponse à faire à une question embarrassante, d'intervenir pour substituer à une déclaration compromettante une explication plus adroite ?

Il est une autre considération qui mérite d'attirer l'attention. Si le ministère public et la partie civile avaient le droit d'assister à l'interrogatoire, au même titre que le conseil de l'inculpé, l'exercice de ce droit serait nécessairement indépendant de l'usage que l'avocat ferait du sien.

Le ministère public, agissant du chef de ses fonctions, serait toujours présent ; mais oserait-on affirmer que l'inculpé, appelé chez le juge d'instruction à une heure fixée approximativement soit le matin, soit l'après-midi, pourra toujours être accompagné de son conseil et que celui-ci ne sera pas souvent retenu par les nombreux devoirs de sa profession.

Il semble que sous ce rapport l'expérience faite dans un pays voisin autorise quelques doutes. Or si l'on ne peut compter sur l'assistance réelle du défenseur, que devient la contradiction ; et, encore une fois, la prétendue garantie ne tourne-t-elle pas contre l'inculpé ?

* * *

Le projet conserve à la Chambre du conseil la mission de statuer sur les résultats de l'instruction écrite. Il assure à l'inculpé les moyens de discuter en connaissance de cause, devant cette juridiction, le fondement de la poursuite. Le dossier, complété par les réquisitions écrites du Procureur du Roi, doit être mis à sa disposition avant le rapport fait à la Chambre du conseil. Informé d'avance de la date fixée pour ce rapport, l'inculpé peut présenter tel mémoire justificatif qu'il estime convenable et solliciter, le cas échéant, de nouveaux devoirs d'instruction, qu'il appartient à la Chambre du conseil d'ordonner.

Cette discussion par mémoires offre à la défense des garanties suffisantes pour rendre inutile la comparution personnelle de l'inculpé. D'ailleurs, un débat oral institué dans toutes les affaires dont la Chambre du conseil est saisie serait une cause d'encombrement et de retard qu'il importe d'éviter. Autorisé devant la Chambre du conseil, il devrait l'être, à plus forte raison, devant la Chambre des mises en accusation. Cette succession de débats préalables au débat définitif, dans des affaires qui n'ont souvent qu'une importance relative, se justifierait d'autant moins que la décision, purement provisoire, de la juridiction d'instruction ne compromet pas définitivement le sort de l'inculpé.

La décision de la Chambre du conseil est, dans certains cas, susceptible d'appel devant la Chambre des mises en accusation. Celle-ci peut également être saisie de l'affaire en vertu du renvoi ordonné par la Chambre du conseil à raison du caractère criminel du fait. Dans tous ces cas, les droits reconnus à l'inculpé pour l'exercice de sa défense devant la Chambre du conseil continuent à lui appartenir devant la juridiction supérieure.

Dans les matières criminelles, l'inculpé peut, en outre, assister à l'audience de la Chambre des mises en accusation et y présenter des observations soit par lui-même, soit par le conseil qu'il a choisi ou qui lui a été désigné d'office. La gravité de l'affaire justifie, en pareil cas, un débat oral et contradictoire entre toutes les parties.

* * *

En protégeant dans une large mesure les droits de la défense, le projet s'est préoccupé, d'autre part, des intérêts de la partie civile. Le sort de l'action civile est intimement lié à celui de l'action publique. En cas d'échec, la partie civile doit supporter les frais de procédure. Lui interdire, dans ces conditions, toute intervention dans l'instruction préliminaire, ce serait sacrifier des intérêts éminemment respectables. Aussi le projet reconnaît-il à la partie civile la faculté d'assister à certains actes et de provoquer certaines mesures destinées à sauvegarder le sort de son action.

* * *

L'économie générale des titres II et III est puisée aux titres correspondants du projet ancien, titres déjà votés dans un premier examen par la Chambre.

Nous trouvons au TITRE II de l'*Instruction écrite* dans un CHAPITRE 1^{er} qui traite des *dispositions générales*, la consécration du droit de la partie civile d'intervenir à l'instruction et même d'en saisir le juge (art. 64 et 65). Les articles 66 et 67 indiquent quel sera le régime de l'information; le juge instruira par lui même; son but sera la manifestation de la vérité et il recueillera avec un soin égal les faits et les circonstances à charge et à décharge. Bien qu'en principe l'instruction soit secrète, l'article 71 permet au juge, comme tempérament, la communication du dossier aux parties.

Nous avons dit que le projet se caractérisait notamment par l'attribution aux parties du droit de réquisition en diverses matières.

L'article 72 impose au juge l'obligation d'admettre ces réquisitions, lorsqu'elles sont fondées sur un droit que le projet accorde aux parties, ou de préciser par une ordonnance motivée les raisons pour lesquelles il les rejette. Dans ce dernier cas, l'article 73 réserve à l'intéressé le droit d'appel devant la Chambre du conseil. La Chambre des mises en accusation conserve toujours son droit d'évoquer, mais il a paru utile de ne pas lui donner en principe la connaissance de l'appel de l'inculpé pour ne pas la surcharger et pour ne pas retarder la solution des procédures par des pertes de temps résultant de l'envoi, de la communication et de l'étude des dossiers.

C'est dans ce même but et afin d'éviter tout obstructionnisme judiciaire que, par application des articles 74 et 75, il n'est statué sur l'appel qu'à la fin de l'instruction, à moins que la réquisition ou la demande rejetée par le juge n'ait pour objet de recueillir par constatation, expertise ou enquête, une preuve dont il y a lieu de craindre la disparition.

* * *

Le CHAPITRE II s'occupe des *transports sur les lieux et des visites domiciliaires*.

Si le juge procède à un constat, les parties ont droit d'y assister ou d'obtenir une copie du procès-verbal de descente qui doit être rédigé dans le plus bref délai (art. 79 et 93).

S'il perquisitionne en la demeure de l'inculpé, celui-ci a le droit d'être présent (art. 82). Toutefois, cette faculté n'est pas reconnue à l'inculpé détenu, lorsque la perquisition a lieu hors de l'arrondissement. Des raisons de nécessité pratique justifient cette exception (art. 88).

Au cours de ses opérations, le juge saisit-il des objets, il doit en dresser inventaire et prendre les mesures nécessaires pour en assurer la conservation (art. 83).

Lorsque le saisi prétend obtenir la restitution de ces objets, il a le droit de la demander par requête au juge; l'ordonnance de rejet est susceptible d'appel devant la Chambre du conseil.

La restitution, lorsqu'elle est accordée, se fait au domicile du saisi.

Si un tiers saisi fournit la preuve de la détérioration des objets, il peut obtenir une indemnité (art. 84).

Enfin, quand il s'agit de la saisie de la correspondance adressée à un tiers

mais destinée à l'inculpé, le juge ne peut en prendre connaissance qu'en présence du destinataire ou qu'après l'avoir convoqué (art. 90).

* * *

Le CHAPITRE III traite des expertises.

Le juge, après s'être rendu compte de la nécessité d'une expertise, désignera les experts, en ayant soin de préciser leur mission; il en avise les parties, le cas échéant (art. 98). Celles-ci ont le droit de demander une expertise à la condition de dire pourquoi elles la demandent (art. 103).

Lorsque le juge a nommé des experts, ceux-ci ne peuvent se dérober à leur mission (art. 104).

Le juge, en vue de hâter leur travail, a le devoir d'en suivre la marche (art. 98). Il a le droit de fixer un délai dans lequel l'expertise devra être achevée et, lorsque le travail déjà effectué par les experts lui paraît concluant, d'y mettre un terme par une ordonnance qui est susceptible d'appel.

Les parties peuvent, de leur côté, désigner un expert qui aura le droit d'assister aux opérations des experts nommés par le juge, de leur adresser des réquisitions et de formuler des observations (art. 99).

D'autre part, les parties, qui se seront constituées ou n'auront été mises en cause qu'après le dépôt du rapport, pourront choisir un expert pour examiner le travail et présenter des observations (art. 100).

* * *

Au CHAPITRE IV, il est question de l'audition des témoins.

Ceux-ci sont entendus hors de la présence des parties; mais lorsqu'il y aura lieu de craindre que la déposition d'un témoin ne puisse plus se reproduire ultérieurement, le juge pourra autoriser les parties à y assister (art. 116).

Le Procureur du Roi, l'inculpé et la partie civile ont le droit de réclamer l'audition des témoins qu'ils désignent (art. 106) et de demander des confrontations (art. 116).

Tout témoin est tenu de prêter serment suivant certaines formules que le projet détermine en tenant compte de la liberté de conscience de chacun (art. 111, 112, 113).

Cependant certaines personnes, à raison de leur degré de parenté, de leur jeune âge ou de leur intérêt, sont entendues sans prestation de serment (art. 110 et 114). D'autre part, l'article 109 indique dans quels cas des personnes qui ont prêté serment peuvent s'abstenir de déposer. Enfin les articles 117 et suivants déterminent la forme dans laquelle les dépositions sont reçues, directement ou par délégation, quelles sont les mesures à prendre en vue d'assurer leur sincérité et de reproduire fidèlement leur sens, et comment on procède lorsque le témoin ne parle pas la langue du juge, lorsqu'il ne la comprend pas ou lorsqu'il n'en parle aucune.

* * *

Le CHAPITRE V est intitulé : *des mandats et de l'interrogatoire de l'inculpé.*

Une SECTION I^{re} s'occupe *des mandats de comparution et d'amener et de l'interrogatoire.*

Le juge, dit l'article 139, interroge aux jour et heure indiqués au mandat de comparution et, en cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard du moment où l'inculpé a été mis à sa disposition. L'article 140 tranche implicitement, dans un sens négatif, la question de la présence du conseil aux interrogatoires. Les articles 141 et suivants indiquent dans quelles formes il est procédé à ces interrogatoires, directement ou par voie de délégation. L'article 150, en portant que l'aveu de l'inculpé ne dispense pas le juge de la recherche des autres éléments de preuve, n'est qu'une application de la disposition générale qui lui impose, avant tout, le soin de la manifestation de la vérité. Enfin, l'article 151 prescrit que, dès le premier interrogatoire, l'inculpé reçoive avis de son droit de choisir un conseil ou de s'en faire désigner un en cas d'indigence.

La SECTION II traite *du mandat d'arrêt*; les progrès déjà réalisés par la législation en cette matière n'ont plus laissé place aux innovations.

Mais à la SECTION III, qui s'occupe de *l'interdiction de communiquer*, l'article 160, dans le but de mieux sauvegarder les intérêts de la défense, dispose qu'en aucun cas cette interdiction ne s'appliquera au conseil de l'inculpé. Il est vrai que, pour le surplus, l'article 161 porte de trois à huit jours la durée de la mise au secret; mais l'article 162 laisse à celui qui en est l'objet, et à ses parents ou amis, le droit d'en demander la mainlevée à la Chambre du conseil.

Enfin, la SECTION IV s'occupe de *la forme et de l'exécution des mandats*; ses dispositions ne contiennent pas de modifications notables.

* * *

Le CHAPITRE VI, qui traite *de la mise en liberté provisoire*, conserve, avec des retouches de pure forme, les dispositions adoptées à ce sujet par la Chambre, dans son premier examen, et puisées elles-mêmes aux larges conceptions de la loi du 20 avril 1874.

Le TITRE II se termine par quelques *dispositions générales* qui assurent au Procureur du Roi et à l'inculpé la voie de l'appel, devant la Chambre des mises en accusation, en toute matière intéressant la détention préventive.

* * *

Le TITRE III, *de la procédure devant les juridictions d'instruction*, traite des attributions de la Chambre du conseil et de la Chambre des mises en accusation.

Le CHAPITRE I^{er} est consacré aux *attributions de la Chambre du conseil*.

Dès que l'instruction est complète, le juge transmet le dossier au Procureur du Roi, qui le lui retourne avec ses réquisitions écrites à la Chambre du conseil (art. 194). Celle-ci se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction (art. 198). Mais à l'avenir, le juge d'instruction ne pourra plus prendre part au jugement des affaires qu'il aura instruites et, dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, les juges qui auront voté sur le renvoi d'une affaire ne pourront plus en connaître pour le jugement (art. 199).

Le juge d'instruction va faire son rapport (art. 198). C'est donc le moment où, en conformité de l'article 77, la Chambre du conseil aura, le cas échéant, à statuer sur les appels dirigés par les parties, au cours de l'instruction, contre les ordonnances du juge. Aussi l'article 196 porte-t-il que les parties, à moins d'y avoir formellement renoncé, seront avisées, trois jours à l'avance, du moment où le juge d'instruction fera son rapport, et qu'elles pourront adresser à la Chambre du conseil tel mémoire qu'elles jugeront utile. Pour la rédaction de ce mémoire, l'article 197 prescrit la mise du dossier à leur disposition au greffe trois jours avant la réunion de cette juridiction.

La Chambre du conseil peut soit ordonner un supplément d'instruction (art. 207), si elle ne s'estime pas suffisamment éclairée, soit décider sur l'instruction, si elle juge que les éléments de preuve nécessaires à sa conviction se trouvent réunis.

Elle siège toujours à huis clos, sans que le Procureur du Roi ou les parties puissent assister au rapport ou aux délibérations. De même, pour éviter à la justice répressive de nouvelles sources de retards, d'encombrement et de frais, le projet s'abstient d'autoriser en toutes matières un débat devant la Chambre des mises en accusation. Il établit en faveur de la défense un système de garanties plus ou moins nombreuses d'après l'importance des intérêts en cause.

Contre l'ordonnance de non-lieu, à laquelle la Chambre du conseil pourra désormais s'arrêter même dans le cas où un mineur de 16 ans ou un sourd-muet aura agi sans discernement, le Procureur du Roi et la partie civile pourront seuls se pourvoir, parce qu'eux seuls, ils y auront intérêt (art. 210).

S'il y a renvoi devant le tribunal *de police*, parce que le fait n'est qu'une contravention ou un délit de la compétence de ce tribunal, le Procureur du Roi a seul le droit d'appel (art. 210). Il ne s'agit ici, en effet, que d'une infraction de minime importance, et, dès lors, la communication du dossier et la production du mémoire ont pu être, pour l'inculpé, des moyens suffisants de défense devant la juridiction d'instruction.

S'agit-il, au contraire, d'un renvoi devant la *juridiction correctionnelle* (art. 203), l'inculpé peut, comme le Procureur du Roi, en appeler devant la Chambre des mises en accusation. C'est là un des moyens nouveaux de sauvegarder ses droits, que le projet lui accorde. A peine d'allonger la procédure sans nécessité manifeste et d'encombrer la Chambre des mises en accusation, il n'y a pas lieu d'accorder, en cette matière, de débat contradictoire; l'appel (art. 210) avec la faculté du dépôt d'un mémoire à l'appui (art. 213) paraissent des mesures de protection appropriées et suffisantes.

S'agit-il d'un renvoi devant la Chambre des mises en accusation en raison

du caractère *criminel du fait* (art. 203), les garanties de la défense grandissent en proportion de la gravité des conséquences possibles de l'accusation. Les parties ont le droit, comme il va être dit ci-après, de comparaître en personne devant la chambre et d'y présenter des observations sommaires.

*
* * *

Le CHAPITRE II s'occupe des *attributions de la Chambre des mises en accusation*.

Sauf les cas d'évocation (art. 231), cette juridiction est saisie soit par l'appel, soit par le renvoi en matière criminelle (art. 203 et 211). Dans les dix jours de la réception des pièces, le procureur général les transmet au président de la Chambre. Celui-ci désigne un conseiller rapporteur qui, en règle générale, fait son rapport dans les cinq jours.

S'il s'agit alors d'un appel sur prévention d'un délit, on suit les dispositions ordinaires. Une section de la Cour se réunit, les parties sont avisées au préalable du jour de l'audience, et elles ont, dans l'intervalle, le droit de prendre communication des pièces et de présenter mémoire (art. 215).

Si, par exception, il s'agit d'un appel, sur une prévention de délit, fondé sur le caractère criminel du fait et formé par le Procureur du Roi en cas de non-lieu ou de renvoi au tribunal correctionnel, ou par la partie civile en cas de non-lieu seulement, ou bien s'il s'agit d'un renvoi en matière criminelle, dans les deux cas le président désigne à l'inculpé un défenseur lorsqu'il n'en a pas (art. 214), et, à l'audience de la Chambre des mises en accusation, le procureur général, l'inculpé, la partie civile et leurs conseils sont admis à présenter verbalement leurs observations après le rapport (art. 218).

Il en est de même lorsque sur l'appel de l'une des parties, la Cour est unanimement d'avis de renvoyer l'inculpé devant la Cour d'assises; elle fixe alors une nouvelle audience en vue et au cours de laquelle il est procédé comme il est dit ci-dessus (art. 219).

Le droit des parties de présenter un mémoire a pour corollaire celui de la Cour de donner satisfaction aux réclamations qui lui sont adressées, en ordonnant des compléments d'information auxquels elle procède directement par un de ses membres ou par voie de délégation. En ce cas, et lorsque la Cour ordonne de nouvelles poursuites (art. 231 et 232), il est ensuite procédé devant la Chambre des mises en accusation en conformité des dispositions qui précèdent (art. 233 et 234). Puis la Cour statue.

Elle peut, comme la Chambre du conseil, déclarer aussi qu'il n'y a pas lieu à suivre lorsqu'un mineur de 16 ans ou un sourd-muet a agi sans discernement. Si elle renvoie devant le tribunal correctionnel, elle doit en principe prescrire la mise en liberté de l'inculpé détenu qui, sauf en cas d'appel unique de la partie civile (art. 211), a dû garder la prison jusque-là; mais elle peut cependant prescrire son maintien en détention, lorsqu'il existe encore des motifs légaux d'arrestation, pouvant justifier la délivrance d'un mandat d'arrêt, et à la condition d'indiquer ces motifs. Enfin, si elle prononce une mise en accusation, elle décerne une ordonnance de prise de corps, sauf dans le cas où le renvoi en Cour d'assises n'est prescrit, en raison d'une connexité, que pour un fait non punissable d'un emprisonnement de trois mois.

En toute hypothèse, elle suspend l'exécution de la prise de corps si elle le juge bon (art. 227); mais pour ce dernier cas, l'article 228 prescrit des mesures destinées à assurer la présence de l'accusé aux actes subséquents.

* * *

Le Titre III se termine par des *dispositions générales*.

Les premières ont pour objet de donner plus d'efficacité aux décisions de non-lieu qui, suivant qu'elles auront été rendues par la Chambre du conseil ou par la Chambre des mises en accusation, n'autoriseront de nouvelles poursuites, en cas de survenance de charges, que sur les réquisitions du Procureur du Roi ou du procureur général adressées à la juridiction qui a rendu l'ordonnance ou l'arrêt et moyennant l'assentiment de cette juridiction (art. 233, 236 et 237).

Enfin, les articles 238 et suivants attribuent à la Chambre du conseil et à la Chambre des mises en accusation la faculté de correctionnaliser et de contraventionnaliser une affaire sous réserve du droit, pour le Procureur du Roi, d'appeler devant la Chambre des mises en accusation de toute ordonnance de l'espèce, et du droit, pour l'inculpé, d'en appeler également lorsqu'elle a en réalité pour objet de lui infliger prévention de délit.

* * *

Telles sont les principales considérations qui justifient les dispositions nouvelles.

Le projet qui les consacre et dont un grand nombre d'éléments ont été puisés aux travaux antérieurs de la Chambre elle-même, constituera, nous aimons à en formuler l'espérance, une œuvre de justice et de progrès.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

ANNEXE I.

LOI DU 17 AVRIL 1878

contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale,
modifiée par la loi du 30 mars 1891.

TITRE PRÉLIMINAIRE.**Des actions qui naissent des infractions.**

CHAPITRE PREMIER.

Règles relatives à l'exercice de l'action publique et de l'action civile

ARTICLE PREMIER.

L'action pour l'application des peines ne peut être exercée que par les fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

ART. 2.

Lorsque la loi subordonne l'exercice de l'action publique à la plainte de la partie lésée, le désistement de cette partie, avant tout acte de poursuite, arrête la procédure.

En matière d'adultère, ce désistement peut être fait en tout état de cause.

ART. 3.

L'action pour la réparation du dommage causé par une infraction appartient à ceux qui ont souffert de ce dommage.

ART. 4.

L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique. Elle peut aussi l'être séparément; dans ce cas, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

ART. 5.

La renonciation à l'action civile n'arrête pas l'exercice de l'action publique.

CHAPITRE II.

De l'exercice de l'action publique à raison des crimes ou des délits commis hors du territoire du Royaume.

ART. 6.

Pourra être poursuivi en Belgique tout Belge qui, hors du territoire du Royaume, se serait rendu coupable :

1° D'un crime contre la sûreté de l'État;

2° D'un crime ou d'un délit contre la foi publique prévu par les chapitres I, II et III du titre III du livre II du Code pénal, si le crime ou le délit a pour objet des monnaies ayant cours légal en Belgique ou des effets, papiers, sceaux, timbres, marques ou poinçons de l'État, ou des administrations ou établissements publics belges;

3° D'un crime ou d'un délit contre la foi publique prévu par les mêmes dispositions, si le crime ou le délit a pour objet des monnaies n'ayant pas cours légal en Belgique, des effets, papiers, sceaux, timbres, marques ou poinçons d'un pays étranger.

La poursuite, dans ces derniers cas, ne pourra avoir lieu que sur l'avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité étrangère.

ART. 7.

Tout Belge qui, hors du territoire du Royaume, se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit contre un Belge, pourra être poursuivi en Belgique.

ART. 8.

Lorsqu'un Belge aura commis, hors du territoire du royaume, contre un étranger, soit un crime ou un délit prévu par la loi d'extradition, soit un des délits prévus par les articles 426 § 1^{er}, 427, 428, 429 et 430 du Code pénal, il pourra être poursuivi en Belgique, sur la plainte de l'étranger offensé ou de sa famille, ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge par l'autorité du pays où l'infraction a été commise.

ART. 9.

Tout Belge qui se sera rendu coupable d'une infraction en matière forestière, rurale, de pêche ou de chasse sur le territoire d'un État limitrophe, pourra, si cet État admet la réciprocité, être poursuivi en Belgique, sur la plainte de la partie lésée ou sur un avis officiel donné à l'autorité belge, par l'autorité du pays où l'infraction a été commise.

ART. 10.

Pourra être poursuivi en Belgique l'étranger qui aura commis hors du territoire du Royaume :

Un crime contre la sûreté de l'État;

Un crime ou un délit contre la foi publique prévu par les chapitres I, II et III du titre III du livre II du Code pénal, si ce crime ou ce délit a pour objet des monnaies ayant cours légal en Belgique, ou des effets, papiers, sceaux, timbres, marques ou poinçons nationaux.

ART. 11.

L'étranger coauteur ou complice d'un crime commis hors du territoire du Royaume, par un Belge, pourra être poursuivi en Belgique, conjointement avec le Belge inculpé, ou après la condamnation de celui-ci.

ART. 12.

Sauf les cas prévus aux n°s 1 et 2 de l'article 6 et à l'article 10, la poursuite des infractions dont il s'agit dans le présent chapitre n'aura lieu que si l'inculpé est trouvé en Belgique.

ART. 13.

Les dispositions précédentes ne seront pas applicables lorsque l'inculpé, jugé en pays étranger du chef de la même infraction, aura été acquitté.

Il en sera de même lorsque, après y avoir été condamné, il aura subi ou prescrit sa peine, ou qu'il aura été gracié.

Toute détention subie à l'étranger par suite de l'infraction qui donne lieu à la condamnation en Belgique, sera imputée sur la durée des peines emportant privation de la liberté.

ART. 14.

Dans tous les cas prévus dans le présent chapitre, l'inculpé sera poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois belges.

CHAPITRE III.**Des questions préjudicielles.****ART. 15.**

Sauf les exceptions établies par la loi, les tribunaux de répression jugent les questions de droit civil qui sont soulevées devant eux incidemment, à l'occasion des infractions dont ils sont saisis.

ART. 16.

Lorsque l'infraction se rattache à l'exécution d'un contrat, dont l'existence est déniée ou dont l'interprétation est contestée, le juge de répression, en statuant sur l'existence de ce contrat ou sur son exécution, se conforme aux règles du droit civil.

Si l'admissibilité de la preuve testimoniale dépend d'un écrit désavoué par celui auquel on l'oppose, la vérification en sera ordonnée devant les juges civils compétents.

ART. 17.

Si le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel immobilier, le tribunal saisi de l'action publique statue sur l'incident, en se conformant aux règles suivantes :

L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle soit fondée sur un titre apparent ou sur des faits de possession précis ;

Les titres produits ou les faits articulés devront ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère d'infraction.

ART. 18.

Le tribunal pourra, suivant les circonstances, ne pas imposer à l'inculpé l'obligation de saisir la juridiction civile.

A défaut de cette dispense, le jugement fixera un délai de deux mois au plus, dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir le juge compétent et justifier de ses diligences ; sinon, il sera passé outre aux débats.

ART. 19.

En cas de contestation, le juge civil désignera la partie qui, à l'égard des preuves à fournir, sera considérée comme demanderesse.

CHAPITRE IV.

Des causes d'extinction de l'action publique et de l'action civile.

ART. 20.

L'action publique s'éteint par la mort de l'inculpé. L'action civile peut être exercée contre l'inculpé et contre ses représentants.

ART. 21.

L'action publique et l'action civile résultant d'un crime seront prescrites après dix années révolues, à compter du jour où le crime a été commis.

S'il a été fait des actes d'instruction ou de poursuite, les deux actions ne seront prescrites qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, même à l'égard des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte.

ART. 22.

L'action publique et l'action civile résultant d'un délit seront prescrites après trois années révolues, suivant la distinction d'époques établie par l'article précédent.

ART. 23.

L'action publique et l'action civile résultant d'une contravention seront prescrites après six mois révolus, suivant la distinction d'époques établie à l'article 21.

ART. 24.

Le jour où l'infraction a été commise est compris dans le délai de la prescription.

ART. 25.

Les actes qui interrompent la prescription de l'action publique interrompent aussi la prescription de l'action civile et réciproquement.

ART. 26.

La prescription ne sera interrompue que par les actes d'instruction ou de poursuite faits dans les délais de dix ans, trois ans ou six mois, à compter du jour où a été commis le crime, le délit ou la contravention.

[Néanmoins, lorsque l'action civile poursuivie en même temps que l'action publique et devant les mêmes juges, ou poursuivie séparément, aura été régulièrement intentée en temps utile, la prescription, sauf désistement ou péremption, ne courra pas contre le demandeur pendant l'instance relative à la réparation du dommage causé par l'infraction ⁽¹⁾.]

ART. 27.

Dans le cas de renvoi devant le tribunal civil ou devant l'autorité administrative, pour la décision d'une question préjudicielle, la prescription sera suspendue.

Il en sera de même dans le cas prévu par l'article 447, § 3, du Code pénal.

(¹) Loi du 30 mars 1891 dont l'article 2 est ainsi conçu :

« La disposition qui précède sera applicable à la prescription de l'action civile née des infractions prévues par des lois particulières, alors même que ces infractions se prescriraient par un délai de moins de six mois. »

Art. 28.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la prescription des infractions prévues par des lois particulières en tant que ces lois n'y dérogent pas.

L'article 26 ne sera pas appliqué quand l'infraction se prescrit par un délai de moins de six mois, sans toutefois que le délai de la prescription puisse être prolongé au delà d'un an, à partir du jour où l'infraction a été commise.

ANNEXE II.

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

LIVRE PREMIER.

De la procédure qui précède la comparution de l'inculpé devant le tribunal.

TITRE PREMIER.**De la police judiciaire.**

Voté par la Chambre des Représentants le 2 décembre 1890 et par le Sénat le 22 décembre 1890.

CHAPITRE PREMIER.

De la police judiciaire en général et des officiers qui l'exercent.

ARTICLE PREMIER.

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et s'assure, s'il y a lieu, de la personne des inculpés.

ART. 2.

La police judiciaire est exercée sous l'autorité des Cours d'appel, et suivant les distinctions qui vont être établies :

- Par les gardes champêtres et les gardes forestiers;
- Par les commissaires de police et leurs adjoints;
- Par les bourgmestres ou par les échevins;
- Par les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie;
- Par les inspecteurs de police des chemins de fer;
- Par les juges de paix ou leurs suppléants;
- Par les procureurs du Roi et leurs substituts, et
- Par les juges d'instruction.

ART. 3.

Les lois particulières déterminent les attributions des agents chargés de la recherche et de la contestation des infractions prévues par ces lois.

ART. 4.

Le procureur général peut ordonner au procureur du Roi de poursuivre les crimes et les délits dont il a connaissance.

Le procureur du Roi peut ordonner à l'officier qui remplit les fonctions du ministère public près le tribunal de police, de poursuivre les infractions dont la connaissance appartient à ce tribunal.

ART. 5.

Le procureur général reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées directement, soit par la Cour d'appel, soit par un fonctionnaire public, soit par un simple citoyen, et il en tient registre.

Il les transmet aux procureurs du Roi.

ART. 6.

Tous les officiers de police judiciaire, dans le ressort de chaque Cour d'appel, sont soumis à la surveillance du procureur général.

Tous les officiers de police judiciaire du même arrondissement, le juge d'instruction excepté, sont soumis à la surveillance du procureur du Roi.

ART. 7.

Ceux qui, d'après l'article 2 ci-dessus, sont, à raison de fonctions administratives, appelés par la loi à faire des actes de la police judiciaire, seront, sous ce rapport seulement, soumis à la double surveillance dont il est parlé à l'article précédent.

Ils sont tenus de communiquer directement au procureur général ou au procureur du Roi, sur la première réquisition de ces magistrats, tous les actes et pièces de la procédure et d'exécuter leurs ordres relatifs à la police judiciaire, sans qu'ils puissent se prévaloir d'ordres ou d'instructions contraires émanés de leurs supérieurs hiérarchiques.

ART. 8.

Le procureur général veillera à ce que chaque affaire soit instruite avec toute la célérité qu'elle comporte. Si des lenteurs non justifiées par les circonstances lui sont signalées, il invitera le juge d'instruction à les faire cesser.

ART. 9.

En cas de faute grave, le procureur général pourra dénoncer le juge d'instruction à la cour, chambre des mises en accusation.

Sur l'autorisation de la cour, il le fera citer en chambre du conseil.

La cour pourra enjoindre au juge d'instruction d'être plus exact à l'avenir et le condamner aux frais de la citation.

ART. 10.

En cas de faute des autres officiers de police judiciaire, le procureur général les avertira.

Cet avertissement pourra être consigné sur un registre tenu à cet effet.

ART. 11.

En cas de récidive, dans l'année, le président du tribunal de première instance, soit d'office, soit à la requête du ministère public, fera citer les officiers de police judiciaire, autres que le juge d'instruction et le procureur du Roi, devant la chambre du conseil.

Le tribunal pourra leur infliger l'une des peines suivantes :

La censure simple ;

La censure avec réprimande.

Le tribunal les condamnera, en outre, aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification du jugement.

ART. 12.

L'officier de police judiciaire condamné à l'une des peines désignées à l'article précédent, pourra se pourvoir, par la voie d'appel, devant la Chambre des mises en accusation.

La déclaration d'appel devra, sous peine de déchéance, être faite au greffe du tribunal, dans la huitaine de la signification du jugement.

L'appel sera poursuivi à la requête du ministère public ou de la partie intéressée.

ART. 13.

Les officiers de police judiciaire ont, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique.

ART. 14.

La Cour d'appel, réunie en assemblée générale, pourra, en cas d'absence de poursuites à raison de crimes ou de délits qui seraient parvenus à sa connaissance, mander le procureur général et réclamer de lui des explications.

Elle adresse, s'il y a lieu, au Ministre de la Justice, un rapport au sujet de ces explications.

Il sera statué sur le rapport de la cour par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

CHAPITRE II.

De la compétence pour la poursuite et l'instruction

ART. 15

Sont également compétents pour la poursuite et l'instruction, les officiers de police judiciaire :

Du lieu de l'infraction,

De la résidence de l'inculpé,

Et du lieu où l'inculpé aura été trouvé.

ART. 16.

Quand il s'agira de crimes ou de délits commis hors du territoire du Royaume par un Belge, dans les cas énoncés aux articles 6, 7, 8 et 9 du présent Code, la poursuite appartiendra au procureur du Roi du lieu où résidera l'inculpé, ou à celui du lieu où il aura été trouvé, ou à celui de sa dernière résidence connue.

ART. 17.

Quand il s'agira de crimes ou de délits commis hors du territoire du Royaume par un étranger, dans les cas prévus aux articles 10 et 11 du présent Code, la poursuite appartiendra, soit au procureur du Roi du lieu où l'étranger inculpé aura été trouvé, soit au procureur du Roi compétent pour poursuivre les co-auteurs ou complices belges.

Si l'étranger poursuivi en vertu de l'article 10 n'a ni co-auteur ni complice belge et s'il n'a pas été trouvé en Belgique, la poursuite appartiendra à tout procureur du Roi.

CHAPITRE III.

Des dénonciations et des plaintes.

ART. 18.

Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

ART. 19.

Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi.

ART. 20.

Les dénonciations dont il est question aux deux articles précédents ne sont assujetties à aucune forme particulière.

ART. 21.

Toute personne qui aura acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit pourra le dénoncer au procureur du Roi.

ART. 22.

Cette dénonciation sera rédigée par le dénonciateur, ou par son fondé de procuration spéciale, ou par le procureur du Roi, s'il en est requis. Elle sera toujours signée par le procureur du Roi à chaque feuillet, et par le dénonciateur ou son fondé de pouvoir.

Si le dénonciateur ou son fondé de pouvoir ne sait ou ne veut pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demeurera annexée à la dénonciation.

Si la dénonciation est rédigée par le procureur du Roi, il y sera fait mention qu'elle a été lue au dénonciateur.

Le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation.

ART. 23.

La dénonciation sera jointe au dossier de la procédure; il en sera de même de tout écrit anonyme envoyé dans un but de dénonciation.

L'inculpé et son défenseur pourront en prendre connaissance et copie en tout état de cause.

ART. 24.

Toute personne lésée par un crime ou un délit pourra en porter plainte devant le procureur du Roi.

Les dispositions de l'article 22 sont communes aux plaintes.

ART. 25.

Les dénonciations et les plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, pourront aussi être faites aux officiers de police auxiliaires.

Elles seront rédigées comme il est dit à l'article 22 et transmises immédiatement au procureur du Roi.

CHAPITRE IV.**Des parties civiles.****ART. 26.**

Toute personne lésée par un crime, un délit ou une contravention pourra se constituer partie civile.

ART. 27.

Si la partie lésée n'a pas pris la qualité de partie civile ou n'a pas réclamé des dommages et intérêts, soit dans la plainte, soit dans un acte subséquent signifié au procureur du Roi et à l'inculpé, elle pourra se constituer à l'audience.

ART. 28.

La partie civile pourra se désister pendant tout le cours de la procédure, mais elle restera tenue des frais causés par son intervention jusqu'au désistement.

Si la partie lésée a saisi directement le tribunal, elle restera, malgré son désistement, tenue de tous les frais.

Toutefois, elle ne sera condamnée qu'aux frais causés par son intervention, si le tribunal prononce un jugement de condamnation.

Le desistement se fera, soit par une déclaration à l'audience, soit par exploit notifié au ministère public et à l'inculpé.

ART. 29.

Nonobstant le désistement de la partie civile, les condamnations aux frais, prévus par l'article précédent, seront prononcées par les juges saisis de l'action publique.

ART. 30.

La partie civile qui s'est désistée ne pourra plus porter son action devant la juridiction répressive.

Elle pourra toutefois, nonobstant son désistement, se constituer de nouveau si, après une ordonnance de non-lieu, l'instruction est reprise en cas de survenance de charges nouvelles.

CHAPITRE V.

Des droits et attributions des officiers de police judiciaire.

SECTION PREMIÈRE

Des gardes champêtres et forestiers.

ART. 31.

Les attributions des gardes champêtres et des gardes forestiers sont réglées par des lois particulières.

Leurs procès-verbaux constatant des contraventions doivent être remis au commissaire de police de la commune chef-lieu du canton ou au bourgmestre dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police; les procès-verbaux constatant des délits devront être remis au procureur du Roi.

Dans tous les cas, la remise des procès-verbaux devra être effectuée dans les cinq jours au plus tard, y compris celui où les gardes ont reconnu le fait à raison duquel ils ont dressé procès-verbal.

SECTION II.

Des sous-officiers et des brigadiers de gendarmerie.

ART. 32.

Indépendamment des attributions spéciales de leur arme, les sous-officiers et les brigadiers de gendarmerie recevront les dénonciations et les plaintes

relatives aux crimes et aux délits commis dans l'étendue du territoire soumis à leur surveillance.

Ils consigneront dans des procès-verbaux tous les renseignements qui leur parviendront sur les crimes ou délits qu'ils auront découverts ou qui leur seront signalés, et sur les personnes qui en sont présumées coupables.

Ils transmettront, sans aucun délai, ces procès-verbaux au procureur du Roi.

SECTION III.

Des commissaires de police.

ART. 33.

Les commissaires de police rechercheront les contraventions de toute espèce et les délits ruraux et forestiers.

Pour la recherche des infractions rurales et forestières, ils auront concurrence et même prévention sur les gardes champêtres et forestiers.

Ils consigneront dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances de ces infractions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou les indices à la charge des inculpés.

Ils recevront aussi les rapports, les dénonciations et les plaintes qui y sont relatifs.

ART. 34.

Dans les communes divisées en plusieurs sections, les commissaires de police exerceront ces fonctions dans toute l'étendue de la commune où ils sont établis.

Ces sections ne limitent ni ne circonscrivent leurs pouvoirs respectifs, mais indiquent seulement les termes dans lesquels chacun d'eux est plus spécialement astreint à un exercice constant et régulier de ses fonctions.

ART. 35.

Lorsque l'un des commissaires de police d'une même commune se trouvera légitimement empêché, celui de la section voisine sera tenu de le suppléer, sans qu'il puisse retarder le service pour lequel il sera requis, sous prétexte qu'il n'est pas le plus voisin du commissaire empêché, ou que l'empêchement n'est pas légitime ou n'est pas prouvé.

ART. 36.

Les commissaires de police qui ne sont pas eux-mêmes chargés des fonctions du ministère public près le tribunal de police, remettront à l'officier par qui seront remplies ces fonctions, les procès-verbaux qu'ils auront dressés, ainsi que les rapports, les dénonciations, les plaintes et les renseignements qui leur seront parvenus.

Toutefois, ils remettront au procureur du Roi les procès-verbaux constatant les délits ruraux ou forestiers.

SECTION IV.

Des bourgmestres.

ART. 37.

Dans les communes où il n'y a pas de commissaire de police, le bourgmestre remplira les fonctions de la police judiciaire, attribuées au commissaire de police par les articles précédents.

Il en sera de même dans les communes où il n'y a qu'un commissaire de police, s'il se trouve empêché, tant que durera l'empêchement.

ART. 38.

Le bourgmestre pourra déléguer ces fonctions à un échevin.

SECTION V.

Des procureurs du Roi.

ART. 39.

Le procureur du Roi est chargé de la recherche et de la poursuite des crimes et des délits. Il reçoit les dénonciations, les plaintes et tous renseignements qui ont pour objet d'en révéler l'existence ou les auteurs.

ART. 40.

Le procureur du Roi, instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis un crime dans son arrondissement, ou que la personne qui est inculpée de ce crime se trouve dans son arrondissement, sera tenu de requérir le juge d'instruction d'en informer, de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux à l'effet d'y procéder aux actes d'instruction nécessaires.

Il transmettra, en même temps, au juge d'instruction, tous les actes et renseignements relatifs au crime, qui lui seront parvenus.

ART. 41.

Il transmettra également au juge d'instruction, avec ses réquisitions, les actes et procès-verbaux relatifs aux délits dont la preuve ne lui paraîtra pas suffisamment acquise pour citer directement l'inculpé devant le tribunal correctionnel.

ART. 42.

Le procureur du Roi donnera, sans délai, avis au procureur général des crimes qui parviendront à sa connaissance.

Il lui enverra, tous les quinze jours, une notice de toutes les affaires criminelles et correctionnelles qui seront survenues.

ART. 43.

Le procureur du Roi pourvoit à l'exécution des ordonnances rendues par le juge d'instruction.

*Attributions dans les cas de flagrant délit.***ART. 44.**

Le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre est un flagrant délit.

Sont réputés flagrants délits les cas où, dans un temps voisin du délit, l'inculpé est poursuivi par la clameur publique ou trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice du délit.

ART. 45.

Aussitôt que le procureur du Roi aura connaissance d'un crime flagrant, il requerra le juge d'instruction de se transporter immédiatement sur les lieux et s'y transportera lui-même, sans aucun retard.

ART. 46.

Si le procureur du Roi s'est rendu sur les lieux avant le juge d'instruction, il procédera immédiatement à la constatation du corps du délit, de son état et de l'état des lieux, et dressera procès-verbal de ses opérations.

ART. 47.

Il recevra les déclarations des personnes qui auraient été présentes ou qui auraient des renseignements à donner.

Il pourra aussi appeler les parents, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaircissements sur le fait.

Les déclarations qu'il aura reçues seront signées par les déclarants; en cas de refus, mention en sera faite.

Ceux qui refuseront de comparaître ou de faire la déclaration requise seront condamnés par le tribunal correctionnel à une amende qui n'excédera pas 30 francs.

ART. 48.

Le procureur du Roi pourra défendre que l'on sorte de la maison ou que l'on s'éloigne du lieu avant la clôture de son procès-verbal.

Tout contrevenant à cette défense sera saisi; il pourra être retenu jusqu'à la signature du procès-verbal, et condamné par le tribunal correctionnel à la peine comminée par l'article précédent.

ART. 49.

Le procureur du Roi se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime, ainsi que de tout ce qui

paraîtra en avoir été le produit; enfin, de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité.

Il interpellera l'inculpé de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées. Il dressera du tout un procès-verbal qui sera signé par l'inculpé, ou mention sera faite de son refus.

ART. 50.

Si la nature du crime est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession de l'inculpé, le procureur du Roi se transportera dans la demeure de l'inculpé, pour y faire la perquisition desdits papiers et effets.

Il saisira les pièces et effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

Il dressera procès-verbal de la perquisition et de la saisie. Il décrira exactement l'état de chacun des objets saisis et en fera inventaire.

ART. 51.

Les opérations prescrites par les articles précédents seront faites en présence de l'inculpé, s'il est sur les lieux; et s'il ne veut ou ne peut pas y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

ART. 52.

Le procureur du Roi pourra faire saisir l'inculpé présent contre lequel il existerait des indices graves. Il pourra décerner un mandat d'amener, si l'inculpé n'est pas présent.

Il interrogera sur-le-champ l'inculpé amené devant lui, et ordonnera, s'il y a lieu, son transfert devant le juge d'instruction.

La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner ce mandat contre un individu ayant domicile.

ART. 53.

Les procès-verbaux du procureur du Roi, en exécution des articles précédents, seront faits et rédigés en la présence et revêtus de la signature du commissaire de police de la commune où le crime aura été commis, ou du bourgmestre ou d'un échevin, ou de deux citoyens domiciliés dans la même commune.

Pourra néanmoins le procureur du Roi dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite.

Chaque feuillet du procès-verbal sera signé par le procureur du Roi et par les personnes qui y auront assisté. En cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

ART. 54.

Le procureur du Roi se fera accompagner, selon les circonstances, d'une ou de plusieurs personnes, présumées, par leurs connaissances spéciales, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime, et leur fera prêter entre ses mains le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

ART. 55.

Les attributions conférées ci-dessus au procureur du Roi pour le cas de crime flagrant lui appartiendront aussi toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou d'un délit même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, une personne habitant cette maison, à titre de propriétaire ou de locataire, requerra le procureur du Roi de le constater.

ART. 56.

Le procureur du Roi, exerçant son ministère dans les cas des articles 44 et 55, pourra charger un officier de police auxiliaire de partie des actes de sa compétence.

Il ne pourra déléguer, pour procéder à la perquisition et à la saisie des papiers, titres ou documents, que le juge de paix, le bourgmestre, le commissaire de police ou l'officier de gendarmerie, dans le ressort desquels la visite doit avoir lieu.

Toute subdélégation est interdite.

ART. 57.

Le procureur du Roi transmettra, sans délai, au juge d'instruction, les procès-verbaux, actes et pièces de conviction dressés ou saisis en conséquence des articles qui précèdent.

ART. 58.

Aussitôt après l'arrivée du juge d'instruction sur les lieux, le procureur du Roi se renfermera dans ses fonctions ordinaires.

Le juge d'instruction pourra refaire les actes qui ne lui paraîtraient pas complets.

SECTION VI.*Des officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur du Roi.***ART. 59.**

Les juges de paix ou leurs suppléants, les officiers de gendarmerie, les bourgmestres ou les échevins, les commissaires de police et leurs adjoints recevront les dénonciations et les plaintes relatives aux crimes et aux délits commis dans l'étendue du territoire soumis à leur surveillance.

Ils consigneront dans des procès-verbaux tous les renseignements qui leur

parviendront sur les crimes ou délits qu'ils auront découverts ou qui leur seront signalés, et sur les personnes qui en sont présumées coupables.

Si dans le cours des devoirs commencés par un échevin, le bourgmestre se présente, il aura le droit de les continuer.

Le même droit appartiendra au juge de paix lorsque des opérations auront été commencées par son suppléant.

Les procès-verbaux seront transmis sans aucun délai au procureur du Roi.

ART. 60.

Les inspecteurs de police des chemins de fer sont chargés de la recherche des crimes et des délits dans toute l'étendue des voies ferrées, des stations, de leurs dépendances et, extérieurement, dans une zone de 500 mètres de chaque côté.

Ils auront, pour la recherche de ces crimes et de ces délits, concurrence et même prévention à l'égard de tous autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction.

Attributions dans le cas de flagrant délit.

ART. 61.

Les officiers de police auxiliaires du procureur du Roi seront tenus, aussitôt qu'ils auront connaissance d'un crime flagrant, d'en informer sur-le-champ le procureur du Roi.

Dans ce cas et dans le cas de réquisition dont il est parlé à l'article 55, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des personnes présentes, et feront les autres actes qui sont, aux dits cas, de la compétence du procureur du Roi.

Toutefois les officiers désignés à l'article 56 pourront seuls procéder à la perquisition et à la saisie de papiers, titres et documents.

ART. 62.

Dans le cas de concurrence entre le procureur du Roi et les officiers auxiliaires, le procureur du Roi fera les actes attribués à la police judiciaire.

S'il a été prévenu, il pourra continuer l'instruction, ou autoriser l'officier qui l'a commencée à la suivre.

Il pourra refaire les actes déjà faits qui ne lui paraîtraient pas complets.

ART. 63.

L'article 11 de la loi du 20 avril 1810 est abrogé.



PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Notre Ministre de
la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter, en Notre Nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi ci-annexé, com-
prenant les titres II et III du livre 1^{er} du
Code de procédure pénale.

Donné à Laeken, le 24 février 1902.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast, met,
in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers
aan te bieden, het hierbijgevoegd wetsont-
werp inhoudende titels II en III van boek I
van het Wetboek van rechtspleging in straf-
zaken.

Gegeven te Laken, den 24^{en} Februari 1902.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :***Le Ministre de la Justice,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Justitie,***J. VAN DEN HEUVEL.**

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE**LIVRE PREMIER.**

De la procédure qui précède la comparution de l'inculpé devant le tribunal.

TITRE II.

De l'instruction écrite.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 64.

Hors le cas de crime flagrant, le juge d'instruction ne commencera aucune instruction qu'il n'en ait été requis par le procureur du Roi.

ART. 65.

En cas d'abstention du ministère public, le juge d'instruction pourra être saisi par la partie civile.

Toute partie civile qui ne demeurera pas dans la commune où se fait l'instruction sera tenue d'y élire domicile par acte passé au greffe du tribunal.

A défaut d'élection de domicile, la partie civile ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi.

**WETBOEK VAN RECHTSPLEGING
IN STRAFZAKEN****EERSTE BOEK.**

Van de rechtspleging die aan de verschijning van den aangeklaagde voor de rechtbank voorafgaat.

TITEL II.

Van het schriftelijk onderzoek

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

ART. 64.

Buiten het geval van misdadig ontdekt op heeter daad, vangt de rechter van instructie geen onderzoek aan zoo hij daartoe niet werd aangezocht door den procureur des Konings.

ART. 65.

Onthoudt het openbaar ministerie zich, dan kan de zaak bij den rechter van instructie aanhangig worden gemaakt door de burgerlijke partij.

Elke burgerlijke partij die niet woont in de gemeente waar het onderzoek plaats heeft, is gehouden aldaar, bij akte ter griffie van de rechtbank verleden, eene woonplaats te kiezen.

Wordt geene woonplaats gekozen door de burgerlijke partij, dan kan deze niet in verzet komen, wegens niet-beteekening, tegen de akten die haar, naar luid der wet, moesten beteekend worden.

ART. 66.

Le juge d'instruction fera tous les actes d'instruction qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité, sans être astreint à suivre les termes des réquisitions du procureur du Roi, qui ne peuvent limiter ses pouvoirs.

Il pourra instruire à charge d'individus non désignés dans le réquisitoire, que l'information lui signalerait, et décerner contre eux les mandats d'amener ou d'arrêt, sauf à communiquer immédiatement la procédure au procureur du Roi.

Si l'instruction révèle des faits nouveaux qui ne font pas l'objet des poursuites, le juge d'instruction en donnera immédiatement connaissance au procureur du Roi, afin d'avoir ses réquisitions.

ART. 67.

Le juge d'instruction recueillera, avec un soin égal, les faits et les circonstances à charge ou à décharge de l'inculpé.

ART. 68.

Dans tous les cas de crime flagrant, le juge d'instruction pourra faire directement et sans réquisition tous les actes attribués, dans ces cas, au procureur du Roi.

Il se transportera sur les lieux et requerra la présence du procureur du Roi, sans aucun retard néanmoins de ses opérations.

Il lui communiquera, sans délai, les actes et pièces de la procédure.

ART. 69.

Lorsque le crime flagrant aura déjà été constaté, le juge d'instruction sera tenu,

ART. 66.

De rechter van instructie gaat over tot alle daden van onderzoek die hij nuttig acht tot het ontdekken der waarheid, zonder verplicht te zijn zich te houden aan de vorderingen van den procureur des Konings, die zijne bevoegdheden niet kunnen beperken.

Hij kan onderzoek doen ten laste van in de vordering niet aangeduide personen, die het onderzoek hem aanwijst, en tegen hen bevelen tot medebrenging of tot aanhouding uitvaardigen, onder voorbehoud dat hij de stukken van het geding onmiddellijk moet mededeelen aan den procureur des Konings.

Brengt het onderzoek nieuwe feiten aan den dag, die niet het onderwerp uitmaken van de vervolging, dan geeft de rechter van instructie daarvan onmiddellijk kennis aan den procureur des Konings, opdat deze zijne vorderingen kunne doen.

ART. 67.

De rechter van instructie verzamelt met dezelfde zorg de feiten en omstandigheden ten laste of ter ontlasting van den aangeklaagde.

ART. 68.

In alle gevallen van misdaad ontdekt op heeter daad, kan de rechter van instructie rechtstreeks en zonder vordering overgaan tot alle verrichtingen waartoe, in deze gevallen, de procureur des Konings bevoegd is.

Hij begeeft zich ter plaatse en vordert de aanwezigheid van den procureur des Konings, zonder dat dit echter zijne verrichtingen mag vertragen.

Hij deelt hem, zonder verwijl, de akten en stukken van de rechtspleging mede.

ART. 69.

Werd de op heeter daad ontdekte misdaad reeds vastgesteld, dan is, onmiddellijk na

aussitôt après la réception des pièces, d'en faire l'examen et de compléter l'instruction.

Il pourra refaire les actes qui lui paraîtraient incomplets.

ART. 70.

Durant l'instruction, le procureur du Roi pourra requérir la communication de la procédure à la charge de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures.

Il pourra faire telles réquisitions nouvelles qu'il jugera nécessaires.

ART. 71.

Le juge d'instruction pourra autoriser l'inculpé, la partie civile et leurs conseils à prendre communication des pièces sans déplacement de celles-ci et sans retarder la procédure.

ART. 72.

Le juge d'instruction qui croit devoir rejeter soit les réquisitions du procureur du Roi, soit les demandes de l'inculpé ou de la partie civile fondées sur un droit que la loi leur accorde, formulera son refus d'obtempérer dans une ordonnance motivée.

Cette ordonnance est notifiée au procureur du Roi ou à la partie intéressée suivant le mode prescrit par l'article 73.

Les demandes émanant de l'inculpé ou de la partie civile seront adressées au juge d'instruction par écrit.

Toutefois, l'inculpé pourra également former sa demande par une simple déclaration verbale, qui sera actée par le juge.

ontvangst der stukken, de rechter van instructie gehouden daarvan inzage te nemen en het onderzoek te voltooien.

Hij kan de verrichtingen die hem onvolledig mochten schijnen, opnieuw beginnen.

ART. 70.

Gedurende het onderzoek kan de procureur des Konings mededeeling vorderen van de stukken, met verplichting deze binnen vier en twintig uren terug te geven.

Hij kan alle nieuwe vorderingen doen die hij noodig acht.

ART. 71.

De rechter van instructie kan den aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden machtigen kennis te nemen van de stukken zonder deze naar eene andere plaats over te brengen en zonder dat de rechtspleging daardoor worde vertraagd.

ART. 72.

Meent de rechter van instructie hetzij de vorderingen van den procureur des Konings, hetzij de verzoeken van den aangeklaagde of van de burgerlijke partij, die op een hun door de wet verleend recht zijn gegrond, te moeten afwijzen, dan zal hij, zonder verwijl, zijne weigering om daaraan te voldoen, in een met redenen omkleed bevel uitzetten.

Dat bevel wordt aan den procureur des Konings of de belanghebbende partij betekend op de bij artikel 73 voorgeschreven wijze.

De verzoeken uitgaande van den aangeklaagde of van de burgerlijke partij worden bij den rechter van instructie schriftelijk ingediend.

Echter kan de aangeklaagde zijn verzoek ook doen bij eenvoudige mondelinge verklaring, die door den rechter wordt opgeschreven.

ART. 73.

Le procureur du Roi pourra appeler des ordonnances qui rejettent ses réquisitions; l'inculpé et la partie civile de celles qui rejettent leurs demandes.

ART. 74.

La déclaration d'appel sera faite au greffe du tribunal de première instance et consignée sur le registre des appels correctionnels.

Nonobstant l'appel, et à moins que la réquisition ou la demande n'ait pour objet de recueillir par constatation, expertise ou enquête, une preuve dont il y a lieu de craindre la disparition, l'instruction pourra être continuée jusqu'au rapport du juge d'instruction exclusivement.

ART. 75.

L'appel sera formé dans un délai de quarante-huit heures, qui courra :

Contre le procureur du Roi, du jour de la remise d'une copie de l'ordonnance par le greffier.

Contre la partie civile, du jour de la signification de l'ordonnance, qui lui sera faite au domicile élu conformément à l'article 63, si elle ne demeure pas dans la commune où se fait l'instruction.

Contre l'inculpé, du jour où une copie de l'ordonnance lui aura été remise par le greffier; et, à défaut de pareille remise, du jour de la signification de l'ordonnance.

Le greffier mentionnera sur la minute de l'ordonnance la date à laquelle la remise de la copie a été effectuée.

La signification à l'inculpé détenu sera faite à sa personne.

La signification à l'inculpé non détenu

ART. 73.

De procureur des Konings kan in beroep komen van de bevelschriften die zijne vorderingen afwijzen; de aangeklaagde en de burgerlijke partij van de bevelschriften die hunne verzoeken afwijzen.

ART. 74.

De aangifte van beroep geschiedt ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg en wordt ingeschreven in het register voor beroep in correctioneele zaken.

Niettegenstaande beroep en tenzij de vordering of het verzoek ten doel heeft door plaatsopneming, deskundigen of getuigen een bewijs te verschaffen, dat anders dreigt te verdwijnen, kan het onderzoek worden voortgezet tot aan het verslag van den rechter van instructie en met uitsluiting van dit verslag.

ART. 75.

Beroep wordt aangeteekend binnen een termijn van acht en veertig uren, aanvangende :

Tegen den procureur des Konings, van den dag af waarop een afschrift van het bevelschrift door den griffier werd afgegeven.

Tegen de burgerlijke partij, van den dag af waarop haar het bevelschrift werd betee-kend ter overeenkomstig artikel 63 gekozen woonplaats, zoo zij niet woonachtig is in de gemeente waar het onderzoek geschiedt.

Tegen den aangeklaagde, van den dag af waarop een afschrift van het bevelschrift hem door den griffier werd afgegeven en, bij gebreke van deze afgifte, van den dag af waarop het bevel werd betee-kend.

Op de minute van het bevelschrift ver-meldt de griffier den datum waarop de afgifte van het afschrift werd gedaan.

Den aangeklaagde, die in verzekerde be-waring is gesteld, wordt de beteekening gedaan in persoon.

Den aangeklaagde, die niet in verzekerde

sera faite au domicile élu par lui dans le lieu où siège le tribunal. S'il n'a pas fait élection de domicile, le délai courra à compter du jour de l'ordonnance. L'élection de domicile pourra avoir lieu soit dans la demande adressée par l'inculpé au juge d'instruction, soit par une déclaration verbale actée par celui-ci, soit par un acte du greffe.

ART. 76.

La signification ou la remise prescrite par l'article précédent sera faite dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance.

ART. 77.

L'appel sera porté devant la chambre du conseil qui y statuera lors du rapport du juge d'instruction sur le fond.

Toutefois, dans les cas d'urgence indiqués à l'article 74, il y sera statué toute affaire cessante, à la demande de l'appelant et après avoir entendu le juge d'instruction sur l'incident.

ART. 78.

Le procureur du Roi fera rapport au procureur général de toutes les affaires sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué dans les six mois à compter de la mise en prévention d'un inculpé déterminé.

Dans le mois, le procureur général exposera à la chambre des mises en accusation, dans un rapport détaillé, les causes des lenteurs de l'information et fera telles réquisitions qu'il jugera utiles.

Semblables rapports seront faits ensuite

bewaring is gesteld, wordt zij gedaan ter woonplaats door hem gekozen daar waar de rechtbank zitting heeft. Is door hem geene woonplaats gekozen, dan loopt de termijn te rekenen van den dag waarop het bevelschrift werd verleend. Het kiezen van woonplaats kan geschieden hetzij in het verzoek door den aangeklaagde tot den rechter van instructie gericht, hetzij bij mondelinge verklaring door dezen opgeschreven, hetzij bij akte ter griffie.

ART. 76.

De beteekening of de afgifte, bij het vorig artikel bevolen, wordt gedaan binnen vier en twintig uren na de dagteekening van het bevelschrift.

ART. 77.

Het beroep wordt gebracht voor de raadkamer; deze doet daarover uitspraak ter gelegenheid van het verslag van den rechter van instructie over de zaak zelve.

Echter, in de spoedeisende gevallen, vermeld in artikel 74, wordt daarover, op aanvraag van hem die beroep aantekent en na den rechter van instructie over het incident te hebben gehoord, vóór alle andere zaken uitspraak gedaan.

ART. 78.

De procureur des Konings doet verslag aan den procureur-generaal over alle zaken, waaromtrent de raadkamer niet mocht hebben beslist binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop rechtsingang werd verleend tegen een bepaalden aangeklaagde.

Binnen ééne maand maakt de procureur-generaal, in een omstandig verslag, aan de kamer van inbeschuldigingstelling bekend om welke redenen er vertraging is in het onderzoek; hij doet alle vorderingen die hij nuttig acht.

Soortgelijke verslagen worden vervolgens

de trois mois en trois mois, par le procureur du Roi au procureur général, et par celui-ci à la chambre des mises en accusation.

A la suite de ces rapports, la chambre des mises en accusation pourra, même d'office, évoquer l'affaire et désigner un de ses membres pour continuer l'instruction, conformément au chapitre II du titre III du livre I^{er} du présent Code.

Elle pourra également prescrire au juge d'instruction saisi de procéder à tous devoirs d'information qu'elle jugera utiles.

L'inculpé ou son conseil seront entendus par la chambre des mises en accusation.

Ils pourront prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

Le procureur général avertira l'inculpé, par lettre recommandée et en laissant un délai de huit jours, de la date fixée pour le rapport.

CHAPITRE II.

Des transports sur les lieux et des visites domiciliaires.

ART. 79.

Le juge d'instruction pourra se transporter sur les lieux, à l'effet de constater le corps du délit, son état et l'état des lieux, et aussi, s'il le juge utile, pour entendre les témoins.

Sauf dans les cas où il s'agit d'une exploration corporelle intéressant la pudeur, les constatations seront faites en la présence de l'inculpé, s'il a été arrêté; et, s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

Si l'inculpé a été laissé en liberté, il

telkens om de drie maanden gedaan door den procureur des Konings aan den procureur-generaal en door dezen aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

Ten gevolge van deze verslagen, kan de kamer van inbeschuldigingstelling, zelfs ambtshalve, de zaak in handen nemen en een harer leden aanwijzen tot het voortzetten van het onderzoek, overeenkomstig hoofdstuk II, titel III, boek I van dit Wetboek.

Zij kan insgelijks den rechter van instructie, die met de zaak is belast, alle verrichtingen van onderzoek bevelen welke zij nuttig acht.

De aangeklaagde of zijn raadsman worden door de kamer van inbeschuldigingstelling gehoord.

Het staat hun vrij kennis te nemen van alle stukken zonder deze naar eene andere plaats over te brengen en zonder dat het onderzoek daardoor worde vertraagd.

De procureur-generaal maakt den aangeklaagde, bij aangeteekenden brief en een termijn van acht dagen latende, den voor het verslag bepaalden datum bekend.

HOOFDSTUK II.

Van plaatsopneming en van huiszoeking.

ART. 79.

De rechter van instructie kan zich ter plaatse begeven ten einde het *corpus delicti*, den staat waarin het zich bevindt, en den plaatselijken toestand vast te stellen en ook, zoo hij het nuttig acht, getuigen te hooren.

Behalve in de gevallen waar moet worden overgegaan tot een lichamelijk onderzoek dat de eerbaarheid raakt, geschiedt het onderzoek in bijzijn van den aangeklaagde, zoo deze werd aangehouden; en, zoo hij het niet wil of niet kan bijwonen, in bijzijn van een gemachtigde dien hij kan aanwijzen.

Is de aangeklaagde in vrijheid gelaten,

pourra se présenter pour y assister ou s'y faire représenter par un fondé de pouvoir.

Le défenseur aura aussi le droit d'y assister; il pourra de plus obtenir copie du procès-verbal des constatations faites en son absence, et il en sera de même de la partie civile et de son conseil, mais à charge des frais en ce qui concerne cette copie.

Il sera donné avis du transport à l'inculpé et à la partie civile, lorsque les intérêts de l'information le permettent.

ART. 80.

Il se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité.

Il interpellera l'inculpé de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées.

ART. 81.

Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession de l'inculpé, le juge d'instruction se transportera dans la demeure de celui-ci, pour y faire la perquisition et la saisie desdits pièces et effets.

Il saisira les pièces et effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

ART. 82.

La perquisition sera faite en présence de l'inculpé, s'il a été arrêté; et s'il ne peut ou ne veut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

dan kan hij zich aanmelden tot het bijwonen daarvan of er zich doen vertegenwoordigen door een gemachtigde.

Ook de verdediger heeft het recht daarbij tegenwoordig te zijn; daarenboven kan hij een afschrift bekomen van het proces-verbaal van de in zijne afwezigheid gedane vaststellingen; hetzelfde geldt ten aanzien van de burgerlijke partij en haren raadsman, mits zij de kosten van het afschrift dragen.

Aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij wordt kennis gegeven van de plaatsopneming, zoo de belangen van het onderzoek dit toelaten.

ART. 80.

De rechter van instructie neemt in beslag de wapens en al wat tot de misdaad schijnt te hebben gediend of bestemd te zijn geweest tot het plegen van de misdaad of van het wanbedrijf, alsmede alles wat er de opbrengst van schijnt te zijn, en in het algemeen alles wat kan leiden tot ontdekking der waarheid.

Hij vordert den aangeklaagde, zich te verklaren over de in beslag genomen voorwerpen die hem vertoond worden.

ART. 81.

Is de misdaad of het wanbedrijf van dien aard, dat het bewijs waarschijnlijk kan gevonden worden door middel van de papieren of andere stukken en voorwerpen die in het bezit zijn van den aangeklaagde, dan begeeft de rechter van instructie zich naar de woning van den aangeklaagde om aldaar onderzoek te doen en gezegde stukken en voorwerpen in beslag te nemen.

Hij neemt in beslag de stukken en voorwerpen die kunnen dienen tot bewijs of tot ontlating.

ART. 82.

Het onderzoek geschiedt in bijzijn van den aangeklaagde, zoo deze werd aangehouden; en zoo hij er niet bij tegenwoordig kan of wil zijn, in bijzijn van een gemachtigde dien hij mag aanwijzen.

Les objets saisis seront présentés à l'inculpé, à l'effet de les reconnaître et de les parafer, s'il y a lieu. En cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

Les droits du défenseur et ceux de l'inculpé laissé en liberté seront réglés conformément aux dispositions de l'article 79.

ART. 85.

Le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans d'autres lieux, s'il a des raisons sérieuses de croire qu'il s'y trouve des objets dont il est parlé à l'article 80.

Il invitera le maître de la maison, s'il est présent au moment de la perquisition, à assister à l'opération ou à s'y faire représenter par un fondé de pouvoir.

Si le maître de la maison est empêché ou absent, l'invitation sera faite à un membre de sa famille, ou, à son défaut, à une personne de la maison.

ART. 84.

Si l'inculpé prétend que, parmi les objets saisis, il en est dont la saisie ne doit pas être maintenue, il pourra en demander la restitution à son domicile par requête au juge d'instruction, qui statuera, le procureur du Roi entendu.

Si les objets saisis n'appartiennent pas à l'inculpé, la demande en restitution pourra être adressée au juge d'instruction par le propriétaire, et la restitution se fera aux frais de l'État, dans le domicile du saisi. Dans le même cas, si les objets ne peuvent être restitués tels qu'ils étaient lors de la saisie, l'État devra indemniser le saisi, sur la taxe du juge d'instruction, le procureur du Roi et le saisi entendus.

De in beslag genomen voorwerpen worden den aangeklaagde vertoond ten einde ze te herkennen en met een paraaf te merken, zoo daartoe aanleiding bestaat. In geval van weigering, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal.

De rechten van den verdediger en die van den in vrijheid gelaten aangeklaagde worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 79.

ART. 85.

De rechter van instructie kan zich eveneens naar andere plaatsen begeven, zoo hij ernstige redenen heeft om aan te nemen dat aldaar voorwerpen voorhanden zijn, waarvan sprake is in artikel 80.

Hij verzoekt den meester des huizes, zoo deze aanwezig is op 't oogenblik van het onderzoek, de verrichting bij te wonen of zich door een gemachtigde daarbij te doen vertegenwoordigen.

Is de meester des huizes verhinderd of afwezig, dan wordt het verzoek gedaan aan een lid van zijn gezin, of, bij ontstentenis ervan, aan een huisgenoot.

ART. 84.

Beweert de aangeklaagde dat, onder de in beslag genomen voorwerpen, er zijn ten aanzien waarvan de inbeslagneming niet moet worden gehandhaafd, dan kan hij de terugbrenging van die voorwerpen naar zijne woning vragen bij verzoekschrift gericht tot den rechter van instructie, die uitspraak doet na den procureur des Konings te hebben gehoord.

Behooren de in beslag genomen voorwerpen niet aan den aangeklaagde, dan kan het verzoek om teruggave tot den rechter van instructie worden gericht door den eigenaar en geschiedt de teruggave op kosten van den Staat, ter woning van den beslagene. Indien, in hetzelfde geval, de voorwerpen niet kunnen teruggegeven worden zooals zij waren tijdens de inbeslagneming, moet de Staat den beslagene schadeloosstellen, naar de schatting van den rechter van instructie, den procureur des Konings en den beslagene gehoord.

En cas de refus du juge d'instruction d'allouer une indemnité suffisante, le saisi aura le droit de recourir au tribunal civil compétent, et si le juge refuse la restitution même, son ordonnance sera sujette à recours de la part du saisi devant la chambre du conseil.

Art. 85.

Les objets saisis seront au fur et à mesure mentionnés dans un inventaire spécial du dossier; ils seront de plus clos et cachetés, si faire se peut; ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le juge d'instruction attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

Si la saisie a pour objet du numéraire ou des billets de banque, le juge d'instruction pourra, de l'avis conforme du procureur du Roi, ordonner au greffier d'en faire le versement à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 86.

Hors le cas de crime flagrant, le juge d'instruction ne pourra s'introduire dans la demeure des citoyens, pour y faire des perquisitions, avant six heures du matin ni après huit heures du soir.

Cependant il pourra continuer, durant les heures de nuit, une opération commencée pendant le jour.

Art. 87.

Il pourra s'introduire en tout temps:

Dans les maisons livrées notoirement à la débauche et désignées comme telles par la police locale;

Dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer en contravention à la loi pénale, pourvu que ces maisons soient désignées comme telles par la police locale.

Il pourra aussi faire des perquisitions dans les maisons ouvertes au public, jusqu'à l'heure

Weigert de rechter van instructie eene voldoende schadeloosstelling toe te kennen, dan heeft de beslagene het recht zich te wenden tot de bevoegde burgerlijke rechtbank, en, zoo de rechter de teruggave zelve weigert, dan kan de beslagene van zijn bevelschrift in beroep komen bij de raadkamer.

Art. 85.

De in beslag genomen voorwerpen worden achtereenvolgens vermeld in een bijzonderen inventaris der processtukken; daarenboven worden zij, indien het mogelijk is, gesloten en verzegeld, of, zoo daarop geene schriftteekens kunnen gesteld worden, gelegd in een vat of in een zak waarop de rechter van instructie een papierband bevestigt welken hij met zijn zegel sluit.

Worden muntspecieën of bankbiljetten in beslag genomen, dan kan de rechter van instructie, in overeenstemming met den procureur des Konings, den griffier bevelen deze over te brengen in de consignatie-kas.

Art. 86.

Buiten het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, mag de rechter van instructie de woning der burgers niet binnentreden, om er onderzoekingen te doen, vóór zes uur 's morgens of na acht uur 's avonds.

Echter mag hij eene over dag begonnen verrichting gedurende de uren van den nacht voortzetten.

Art. 87.

Te allen tijde mag hij binnentreden:

In de huizen waar men zich kenlijk aan ontucht overgeeft en die als zoodanig door de plaatselijke politie zijn aangewezen;

In de huizen waar men, de strafwet overtreurende, gewoonlijk gelegenheid geeft tot spelen, mits deze huizen als zoodanig door de plaatselijke politie zijn aangewezen;

Hij mag ook onderzoekingen doen in de voor het publiek toegankelijke huizen, tot het

où elles doivent être fermées d'après les réglemens de police, et même après cette heure si, de fait, elles sont restées ouvertes.

S'il n'existe pas de règlement fixant l'heure de la fermeture de ces maisons, le droit de perquisition cesse au moment où elles sont fermées.

ART. 88.

Si les papiers ou effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où l'on pourra les trouver de procéder aux opérations prescrites par les articles précédents. Toutefois dans ce cas, le paragraphe premier de l'article 82 ne devra pas être observé.

L'acte de délégation contiendra les notes et renseignements relatifs au crime ou au délit, dont la connaissance sera nécessaire au juge délégué pour la recherche des papiers ou effets à saisir. Les articles 152 ou 153 seront au surplus observés.

ART. 89.

Le juge d'instruction pourra aussi, en cas de nécessité et par ordonnance motivée, déléguer pour les visites domiciliaires dans son arrondissement, les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Toutefois, lorsqu'il s'agira de procéder à la perquisition de papiers, titres ou documents, il ne pourra déléguer que le juge de paix, le bourgmestre, le commissaire de police et l'officier de gendarmerie dans le ressort desquels la visite doit avoir lieu.

Dans ce cas toute subdélégation est interdite.

ART. 90.

Le juge d'instruction pourra, même par voie télégraphique, transmettre au percep-

teur waarop ze, volgens de politieverordeningen, moeten gesloten zijn en zelfs na dat uur, zoo zij feitelijk zijn opengebleven.

Bestaat er geene verordening waarbij het uur van sluiting voor deze huizen wordt bepaald, dan houdt de bevoegdheid tot onderzoek op met het oogenblik waarop ze gesloten zijn.

ART. 88.

Indien de papieren of voorwerpen, welke dienen te worden onderzocht, buiten het arrondissement van den rechter van instructie zich bevinden, verzoekt hij den rechter van instructie van de plaats, waar men ze kan vinden, over te gaan tot de verrichtingen bij de voorgaande artikelen vereischt. In dit geval, echter, behoeft het eerste lid van artikel 82 niet te worden nageleefd.

De akte van lastgeving behelst de opgaven en inlichtingen betreffende de misdaad of het wanbedrijf, die de lasthebbende rechter noodzakelijk moet kennen tot het opsporen van de in beslag te nemen papieren of voorwerpen. Daarenboven worden de artikelen 152 of 153 nageleefd.

ART. 89.

In geval van noodzakelijkheid, kan de rechter van instructie ook, bij met redenen omkleed bevelschrift, de ambtenaren van gerechtelijke politie, die den procureur des Konings ter zijde staan, afvaardigen voor de huiszoekingen binnen zijn arrondissement.

Moet echter een onderzoek worden gedaan naar papieren, titels of documenten, dan kan hij alleen daartoe last geven aan den vrederechter, den burgemeester, den commissaris van politie en den officier der gendarmerie binnen wier ambtsgebied de huiszoeeking moet geschieden.

In dat geval is elke ondervolmacht verboden.

ART. 90.

De rechter van instructie kan, zelfs per telegram, aan den ontvanger van een post-

teur ou distributeur d'un bureau de poste ou de télégraphe l'ordre de saisir les correspondances, lettres et télégrammes adressés à l'inculpé ou émanant de lui.

La même faculté lui appartiendra s'il résulte de l'information que des correspondances, lettres ou télégrammes adressés à un tiers sont destinés à l'inculpé. Dans ce cas, le juge d'instruction ne pourra prendre connaissance du contenu des correspondances, lettres ou télégrammes saisis, qu'en présence du destinataire ou après l'avoir convoqué.

L'ordre devra être revêtu de la signature et du sceau du juge. Il sera signé par l'employé chargé de l'expédier, et la copie sera signée par l'employé qui l'aura reçue.

ART. 91.

Quand le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera accompagné du procureur du Roi et du greffier du tribunal.

ART. 92.

Lorsque le juge d'instruction voudra se transporter d'office sur les lieux, il rendra une ordonnance dans laquelle il énoncera le but du transport et requerra le procureur du Roi de l'accompagner.

Le greffier transmettra immédiatement copie de cette ordonnance au procureur du Roi.

En cas d'empêchement ou de refus du procureur du Roi, le juge d'instruction pourra procéder régulièrement en son absence; il lui communiquera la procédure immédiatement après ses opérations.

ART. 93.

Le juge d'instruction rédigera, dans le plus bref délai possible, le procès-verbal de toutes ses opérations.

of telegraafkantoor het bevel doen geworden de stukken, brieven en telegrammen, aan den aangeklaagde gezonden of van hem uitgaande, in beslag te nemen.

Dezelfde bevoegdheid hoort hem toe, zoo uit het onderzoek blijkt, dat stukken, brieven of telegrammen, aan een derde gezonden, voor den aangeklaagde bestemd zijn. In dit geval, mag de rechter van instructie van de in beslag genomen stukken, brieven of telegrammen, alleen kennis nemen in bijzijn van hem, voor wien zij bestemd zijn of na hem te hebben ontboden.

Het bevel moet de handteekening en het zegel van den rechter dragen. Het wordt onderteekend door den beambte, die gelast is het op te zenden, en het afschrift wordt onderteekend door den beambte die het ontving.

ART. 91.

Wanneer de rechter van instructie zich naar de plaats zelve begeeft, wordt hij vergezeld door den procureur des Konings en den griffier der rechtbank.

ART. 92.

Wil de rechter van instructie zich ambts-halve begeven naar de plaats zelve, dan vaardigt hij een bevel uit, waarin hij het doel der reis aanduidt, en den procureur des Konings uitnoodigt hem te vergezellen.

De griffier doet onmiddellijk een afschrift van dit beveldschrift aan den procureur des Konings geworden.

In geval van verhindering of weigering van den procureur des Konings, kan de rechter van instructie regelmatig handelen in zijne afwezigheid; onmiddellijk na afloop van zijne verrichtingen, deelt hij hem de processtukken mede.

ART. 93.

De rechter van instructie maakt, zoo spoedig mogelijk, proces-verbaal van alle zijne verrichtingen op.

Le procès-verbal énoncera :

L'objet du transport et l'ordonnance ou la réquisition en vertu de laquelle il a été effectué ;

Le lieu où il a été dressé et la date de sa rédaction ;

Les noms et qualités du juge, de l'officier du ministère public, du greffier et des personnes qui ont assisté aux opérations ;

Les nom, prénoms, âge et profession de l'inculpé ;

Les vérifications faites, les moyens employés, leurs résultats et la description des objets saisis ;

Les noms des experts, leur prestation de serment et le but de la réquisition.

Le procès-verbal sera signé par le juge, l'officier du ministère public, les personnes qui ont assisté aux opérations, l'inculpé, s'il est présent, et par le greffier ; il sera, en outre, paraphé au bas de chaque feuillet par le juge, l'officier du ministère public et le greffier. En cas de refus ou d'impossibilité de signer, il en sera fait mention.

ART. 94.

Les pouvoirs conférés au procureur du Roi, par l'article 48, appartiennent au juge d'instruction, lors même qu'il ne s'agit pas d'un crime ou d'un délit flagrant.

Les contrevenants encourront les peines comminées par le même article.

CHAPITRE III.

Des experts.

ART. 95.

Le juge d'instruction se fera assister au besoin d'une ou de plusieurs personnes présumées, par leurs connaissances spéciales, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du crime ou du délit.

Het proces-verbaal vermeldt :

Het doel van het plaatselijk onderzoek en het bevelschrift of de vordering uit kracht waarvan het geschiedde ;

De plaats waar het is opgemaakt en den datum waarop het is gesteld ;

De namen en hoedanigheden van den rechter, vanden ambtenaar van het openbaar ministerie, van den griffier en van de personen die de verrichtingen bijwoonden ;

Den naam, de voornamen, den ouderdom en het beroep van den aangeklaagde ;

De gedane nasporingen, de aangewende middelen, hare uitkomsten en de beschrijving van de in beslag genomen voorwerpen ;

De namen der deskundigen, hunne eedsaflegging en het doel van de vordering.

Het proces-verbaal wordt onderteekend door den rechter, den ambtenaar van het openbaar ministerie, de personen die de verrichtingen bijwoonden, den aangeklaagde, zoo hij aanwezig is, en door den griffier ; daarenboven wordt het op elke bladzijde, onderaan, voorzien van het verkort naammerk van den rechter, van den ambtenaar van het openbaar ministerie en van den griffier. In geval van weigering of van onmogelijkheid te teekenen, wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 94.

De bevoegdheden, bij artikel 48 aan den procureur des Konings toegekend, komen den rechter van instructie toe, zelfs wanneer het niet geldt een misdad of een wanbedrijf ontdekt op heeter daad.

De overtreders kunnen worden gestraft met de straffen bij dat artikel bedreigd.

HOOFDSTUK III.

Van de deskundigen.

ART. 95.

De rechter van instructie doet zich, zoo noodig, vergezellen door een of meer personen die, wegens hunne bijzondere kundigheden, bekwaam worden geacht den aard of de omstandigheden van de misdad of van het wanbedrijf te waardeeren.

ART. 96.

Le juge d'instruction pourra ordonner l'exploration corporelle des personnes inculpées et contre lesquelles il existe des indices graves.

Il pourra aussi, s'il existe des indices graves du crime ou du délit, ordonner l'exploration des victimes.

Toutefois, hors le cas de crime ou de délit flagrant, aucune exploration corporelle intéressant la pudeur, ne pourra être ordonnée, si ce n'est par la chambre du conseil, par la chambre des mises en accusation ou par le tribunal ou la cour saisis de la connaissance du crime ou du délit.

ART. 97.

Avant de commencer leurs opérations, les experts prêteront entre les mains du juge d'instruction, qui en dressera acte signé par lui, le greffier et les experts, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Toutefois, les dispositions des articles 112 et 113 seront applicables aux experts, le cas échéant.

ART. 98.

Le juge d'instruction ne pourra ordonner une expertise qu'après s'être rendu compte de l'utilité de celle-ci, par l'examen des pièces ou des faits. Il rendra une ordonnance dans laquelle il précisera les renseignements qu'il désire obtenir et les questions sur lesquelles il demande l'avis motivé des experts.

Cette ordonnance sera, aussitôt que possible, signifiée à l'inculpé et à la partie civile, à moins qu'ils ne soient présents, auquel cas leur présence sera constatée par le juge au bas de la minute.

ART. 96.

De rechter van instructie kan bevelen, dat zal worden overgegaan tot het lichamelijk onderzoek van de aangeklaagde personen, wanneer tegen hen ernstige vermoedens bestaan.

Hij kan ook, zoo er ernstige kenteekenen van de misdaad of van het wanbedrijf bestaan, bevelen dat de slachtoffers worden onderzocht.

Buiten het geval van misdaad of van wanbedrijf ontdekt op heeter daad, kan echter een lichamelijk onderzoek, dat de eerbaarheid raakt, alleen worden bevolen hetzij door de raadkamer, door de kamer van inbeschuldigingstelling of door de rechtbank of het hof die kennis moeten nemen van de misdaad of van het wanbedrijf.

ART. 97.

Alvorens hunne werkzaamheden te beginnen, leggen de deskundigen in handen van den rechter van instructie, die daarvan eene door hem, den griffier en de deskundigen ondergeteekende akte opmaakt, den eed af dat zij naar eeren geweten hun verslag zullen uitbrengen en hunne meening doen kennen.

Echter zijn, in voorkomend geval, de bepalingen der artikelen 112 en 113 van toepassing op de deskundigen.

ART. 98.

Slechts wanneer hij, tengevolge van het onderzoek van de stukken of van de feiten, overtuigd is van het nut van een onderzoek door deskundigen, kan de rechter van instructie bevelen dat daartoe zal worden overgegaan. Hij vaardigt een bevel uit, waarin hij nauwkeurig aanduidt de inlichtingen die hij verlangt te bekomen en de vragen waaromtrent hij het met redenen omkleed advies van de deskundigen vraagt.

Dit bevelschrift wordt aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij zoo spoedig mogelijk beteekend, tenzij ze aanwezig zijn; in het laatstgenoemde geval wordt hunne aanwezigheid op de minute onderaan door den rechter vermeld.

Le juge d'instruction fixera le délai dans lequel l'expertise devra être achevée. Si l'expert ou les experts n'ont pas terminé leur travail dans ce délai, ils en communiqueront la partie achevée au juge d'instruction, qui leur accordera, s'il y a lieu, un nouveau délai.

L'inculpé et la partie civile auront le droit de prendre, par eux-mêmes ou par leurs conseils, connaissance de la partie achevée du rapport et de demander qu'il soit passé outre à l'instruction de l'affaire.

Le juge d'instruction se rendra compte de la marche de l'expertise et, lorsque les renseignements recueillis lui paraîtront suffisants, il l'arrêtera par une ordonnance motivée qui sera signifiée comme il est dit ci-dessus, sous réserve du droit de l'inculpé et de la partie civile de se pourvoir auprès de la chambre du conseil.

Le même droit appartiendra définitivement à la chambre des mises en accusation dans le cas de l'article 78.

ART. 99.

L'inculpé et la partie civile pourront de leur côté, mais sans retarder l'expertise, choisir un expert, qui aura le droit d'assister à toutes les opérations, d'adresser toutes réquisitions aux experts désignés par le juge d'instruction, et qui pourra consigner ses observations à la suite du rapport ou dans un rapport séparé.

Ils ne pourront désigner qu'un médecin dans les cas prévus à l'article 96.

ART. 100.

Si l'expertise a été achevée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé ou avant la constitution de la partie civile,

De rechter van instructie bepaalt den termijn, binnen welken het onderzoek door deskundigen moet voltooid zijn. Heeft de deskundige of hebben de deskundigen hun werk binnen dezen termijn niet voleindigd, dan deelen zij het reeds afgemaakt gedeelte daarvan mede aan den rechter van instructie, die, als er aanleiding toe bestaat, hun een nieuwen termijn verleent.

De aangeklaagde en de burgerlijke partij hebben het recht, hetzij zelf, hetzij door hunne raadslieden, kennis te nemen van het afgemaakte gedeelte van het verslag en te verzoeken dat tot het onderzoek der zaak worde overgegaan.

De rechter van instructie houdt zich op de hoogte van den gang van het onderzoek door deskundigen; wanneer de ingewonnen inlichtingen hem voldoende voorkomen, maakt hij daaraan een einde bij een met redenen omkleed bevelschrift dat wordt beteekend zooals hierboven is gezegd, behoudens het recht van den aangeklaagde en van de burgerlijke partij in beroep te komen bij de raadkamer.

In het geval voorzien bij artikel 78, hoort datzelfde recht de kamer van inbeschuldigingstelling toe.

ART. 99.

Van hunnen kant mogen de aangeklaagde en de burgerlijke partij, doch zonder het onderzoek door deskundigen te vertragen, eenen deskundige kiezen; deze heeft het recht alle verrichtingen bij te wonen, alle vorderingen te richten tot de deskundigen die door den rechter van instructie zijn aangewezen, en kan zijne opmerkingen achter het verslag of in een afzonderlijk verslag plaatsen.

In de gevallen bij artikel 96 voorzien, mogen zij alleen een geneesheer aanwijzen.

ART. 100.

Is het onderzoek door deskundigen voltooid vóór dat de aangeklaagde in de zaak werd betrokken of wordt aangehouden of

ceux-ci auront le droit de choisir un expert qui examine le travail des experts commis et présente ses observations.

ART. 101.

S'il y a plusieurs inculpés, ils devront se concerter pour faire la désignation prévue aux deux articles qui précèdent. Il en sera de même des parties civiles.

ART. 102.

Les rapports d'experts doivent être tenus à la disposition des parties, quarante-huit heures après leur dépôt.

ART. 103.

L'inculpé et la partie civile ou leurs conseils auront le droit de demander une expertise sur les faits qu'ils indiqueront. Ils auront également le droit de demander que l'expertise ordonnée par le juge d'instruction porte sur ces faits.

ART. 104.

Les médecins, sages-femmes, médecins vétérinaires et autres experts qui, dans les cas prévus par la loi ou le tarif en matière répressive, auront, sans motifs légitimes, refusé ou négligé de faire les visites, le service ou les travaux pour lesquels ils auront été légalement requis, seront punis d'une amende de 26 à 500 francs. En cas de circonstances atténuantes, la peine pourra être réduite au taux de l'amende de police.

CHAPITRE IV.

De l'audition des témoins.

ART. 105.

Le juge d'instruction entendra les personnes qui lui auront été indiquées par la

vóór dat de burgerlijke partij is opgetreden, dan hebben dezen het recht eenen deskundige te kiezen, die het werk van de aangewezen deskundigen onderzoekt en zijne opmerkingen in 't midden brengt.

ART. 101.

Zijn er verscheidene aangeklaagden, dan moeten zij zich onderling verstaan tot het doen van de aanwijzing bij de twee vorige artikelen voorzien. Hetzelfde geldt ten opzichte van de burgerlijke partijen.

ART. 102.

De verslagen van deskundigen moeten ter beschikking van de partijen worden gehouden acht en veertig uren nadat zij werden neergelegd.

ART. 103.

De aangeklaagde en de burgerlijke partij of hunne raadslieden hebben het recht een onderzoek door deskundigen te vragen omtrent de feiten die zij aanduiden. Zij hebben eveneens het recht te vragen, dat het door den rechter bevolen deskundig onderzoek over die feiten loope.

ART. 104.

De geneesheeren, vroedvrouwen, vecartsen en andere deskundigen die, in de gevallen voorzien bij de wet of het tarief in strafzaken, zonder wettige redenen hebben geweigerd of verzuimd de bezoeken te brengen, het onderzoek of de werkzaamheden te verrichten waartoe zij overeenkomstig de wet werden aangezocht, worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank. Bestaan er verzachtende omstandigheden, dan kan de straf worden verminderd tot het bedrag der boete in politiezaken.

HOOFDSTUK IV.

Van het getuigenverhoor.

ART. 105.

De rechter van instructie hoort de getuigen, hem door de aangifte, de klacht of

dénonciation, par la plainte ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou du délit, soit de ses circonstances.

ART. 106.

Le procureur du Roi, l'inculpé et la partie civile auront le droit de réclamer l'audition des témoins qu'ils désirent faire entendre.

Ils devront, sous peine de nullité de la demande, articuler les faits destinés à être l'objet du témoignage.

ART. 107.

Les témoins seront cités ou appelés par un huissier, un garde champêtre ou forestier, un agent de la force publique ou de la police locale, un directeur ou gardien en chef des prisons, ou par lettre recommandée.

Ils pourront aussi comparaître volontairement ou à la suite d'un avertissement du juge d'instruction.

ART. 108.

Sauf exception établie par la loi, toute personne citée ou appelée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation.

ART. 109.

Pourront s'abstenir de déposer :

Les ministres des cultes, des faits qui leur ont été révélés dans la confession ou sous le sceau du secret professionnel ecclésiastique;

Les avocats, les avoués et les défenseurs, de ce qu'ils ont appris de leurs clients confidentiellement et en leur qualité de conseils;

Les notaires, médecins, chirurgiens, pharmaciens et sages-femmes, des faits dont ils n'ont eu connaissance que par la nécessité de leur profession et qui leur ont été confiés sous le sceau du secret;

Les agents diplomatiques, les fonctionnaires de l'État et les militaires, des faits qui

op andere wijze aangewezen als kennis hebbende hetzij van de misdaad of van het wanbedrijf, hetzij van de omstandigheden daarvan.

ART. 106.

De procureur des Konings, de aangeklaagde en de burgerlijke partij hebben het recht te verlangen, dat de getuigen, die zij wenschen te doen hooren, worden gehoord.

Op straffe van nietigheid der aanvraag, moeten zij nauwkeurig de feiten opgeven waarover de getuigenis moet loopen.

ART. 107.

De getuigen worden gedagvaard of opgeroepen door een deurwaarder, een veld- of boschwachter, een agent der openbare macht of der plaatselijke politie, een bestuurder eener gevangenis of hoofdgevangenebewaarder, of bij angeteekenden brief.

Zij kunnen ook vrijwillig verschijnen of ten gevolge eener kennisgeving van den rechter van instructie.

ART. 108.

Behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald, is ieder, die wordt gedagvaard of opgeroepen om getuigenis af te leggen, gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven.

ART. 109.

Van getuigenis kunnen zich onthouden :

De bedienaars der eerediensten, over de feiten die hun zijn medegedeeld in de biecht of onder het zegel der geheimhouding, waartoe het geestelijk beroep de verplichting oplegt;

De advocaten, pleitbezorgers en verdedigers over hetgeen ze van hunne cliënten vertrouwelijk en als raadslieden vernamen;

De notarissen, geneesheeren, heelmeeesters, apothekers en vroedvrouwen over de feiten die enkel door den aard van hun beroep te hunner kennis zijn gekomen en hun onder het zegel van geheimhouding zijn toevertrouwd;

De diplomatieke agenten, de ambtenaren van den Staat en de militairen, over de

leur ont été révélés confidentiellement à raison de leurs fonctions ou de faits dont la révélation pourrait être nuisible aux intérêts de l'État.

ART. 110.

Ne seront pas reçues, les dépositions :

1^o Des ascendants ou descendants de la partie civile, de l'inculpé ou de l'un des inculpés compris dans la même instruction;

2^o Des frères et sœurs;

3^o Des alliés aux mêmes degrés;

4^o Des pères et fils adoptifs;

5^o Du mari ou de la femme, même après le divorce prononcé.

Néanmoins ces personnes pourront, si elles y consentent, être entendues sans prestation de serment, soit d'office, soit à la requête du ministère public ou de l'une des parties.

Le juge, avant de recevoir leur déclaration, les préviendra qu'elles peuvent s'abstenir de déposer. Il fera mention de cet avertissement dans son procès-verbal.

ART. 111.

Le juge d'instruction, avant d'interroger le témoin, constatera s'il se présente volontairement ou à la suite d'une citation ou d'un avertissement, et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

Le juge d'instruction lui fera prêter serment comme suit :

« Devant Dieu et devant les hommes, vous jurez de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité. »

« Voor God en voor de menschen, zwerft gij te spreken, zonder haat en zonder vrees, gansch de waarheid en niets dan de waarheid te zeggen. »

Le témoin, ainsi interpellé, répondra en levant la main :

Je le jure.

Dat zweer ik.

feiten hun vertrouwelijk bekend gemaakt uit hoofde van hun ambt, of over feiten waarvan de openbaring schadelijk kan zijn voor de belangen van den Staat.

ART. 110.

Niet toegelaten zijn de getuigenissen :

1^o Van de bloedverwanten in de rechte, opgaande en nederdalende, lijn van de burgerlijke partij, van den aangeklaagde of van één der aangeklaagden in hetzelfde onderzoek betrokken;

2^o Van de broeders en zusters;

3^o Van de aanverwanten van denzelfden graad;

4^o Van de pleegvaders en pleegzonen;

5^o Van den man of van de vrouw, zelfs nadat echtscheiding is uitgesproken.

Niettemin kunnen deze personen, zoo zij er in toestemmen, zonder eedsaflegging worden gehoord, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie of van eene der partijen.

Alvorens hunne verklaring af te nemen, verwittigt de rechter hen dat het hun vrijstaat zich van getuigenisverklaring te onthouden. Hij vermeldt deze mededeeling in zijn proces-verbaal.

ART. 111.

Alvorens den getuige te ondervragen, stelt de rechter van instructie vast of hij vrijwillig dan wel ten gevolge eener dagvaarding of oproeping verschijnt; daarvan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

De rechter van instructie doet hem den volgende eed afleggen :

« Voor God en voor de menschen zweert gij te spreken, zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid en niets dan de waarheid te zeggen. »

« Devant Dieu et devant les hommes, vous jurez de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité. »

De aldus toegesproken getuige antwoordt, de hand opheffende :

Dat zweer ik.

Je le jure.

ART. 112.

Si le témoin déclare qu'il appartient à un culte qui lui interdit serment, il sera admis à le remplacer par la promesse solennelle de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, en y ajoutant, le cas échéant, la formule religieuse prescrite par ce culte.

S'il déclare qu'il appartient à un culte prescrivant pour le serment une formule particulière, il sera autorisé à s'en servir.

ART. 113.

Si le témoin déclare qu'il ne croit pas en Dieu, il sera admis à remplacer la formule de l'article 111 par la promesse solennelle de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité.

ART. 114.

Les enfants âgés de moins de seize ans accomplis pourront être entendus, mais seulement par forme de renseignement, sans prestation de serment.

Il en sera de même de tout individu prévenu ou condamné comme auteur ou complice, à raison des faits qui sont l'objet de l'instruction.

ART. 115.

Le juge d'instruction demandera au témoin ses nom, prénoms, âge, état, profession, demeure; s'il est domestique, parent ou allié des parties, à quel degré. Il sera fait mention de la demande et des réponses.

ART. 112.

Verklaart de getuige, dat hij behoort tot een eeredienst die hem verbiedt den eed af te leggen, dan wordt hem toegestaan dezen te vervangen door de plechtige belofte « te spreken zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid en niets dan de waarheid te zeggen » met bijvoeging, in voorkomend geval, van de door dien eeredienst voorgescreven godsdienstige bewoordingen.

Verklaart hij, dat hij behoort tot een eeredienst die bijzondere bewoordingen voor den eed voorschrijft, dan wordt hij gemachtigd zich daarvan te bedienen.

ART. 113.

Verklaart de getuige niet te gelooven in God, dan wordt hem toegestaan de in artikel 111 vervatte formule te vervangen door de plechtige belofte « te spreken zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid te zeggen en niets dan de waarheid ».

ART. 114.

Kinderen, die den leeftijd van zestien jaar niet hebben bereikt, kunnen gehoord worden, doch enkel tot inlichting, zonder eedsaflegging.

Hetzelfde geldt voor elken persoon die, ter zake van de feiten waaromtrent het onderzoek geschiedt, in staat van gerechtelijke verdenking is of veroordeeld is als dader of als medeplichtige.

ART. 115.

De rechter van instructie vraagt den getuige zijnen naam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn staat, zijn beroep, zijne woonplaats en, verder, of hij dienstbode, bloed- of aanverwant is van partijen en in welken graad. Er wordt melding gemaakt van de vraag en van de antwoorden.

ART. 116.

Les témoins seront entendus séparément et hors de la présence des parties par le juge d'instruction assisté du greffier. Il pourra être dérogé à cette règle au cours d'une descente sur les lieux.

Le juge d'instruction pourra confronter les témoins entre eux et avec l'inculpé. Le droit de demander ces confrontations appartiendra au procureur du Roi, à la partie civile et à l'inculpé.

Lorsqu'il y aura lieu de craindre que la déposition d'un témoin ne puisse plus se reproduire ultérieurement, le juge d'instruction pourra autoriser les parties et leurs conseils à y assister; et dans ce cas le procès-verbal sera signé par toutes les personnes présentes, sauf leur refus dont il sera fait mention.

ART. 117.

Au moment de commencer l'enquête et pendant qu'il y procède, le juge d'instruction prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de communiquer entre eux avant leur déposition.

ART. 118.

Les témoins déposeront après que le juge d'instruction leur aura fait connaître le sujet de l'information.

Si la déposition présente des lacunes, des contradictions ou des obscurités, le juge adressera au témoin les questions qu'il jugera nécessaires pour la compléter ou l'expliquer.

ART. 119.

Les témoins déposeront oralement.

On pourra, toutefois, leur permettre de

ART. 116.

De getuigen worden afzonderlijk en buiten de tegenwoordigheid van partijen gehoord door den rechter van instructie, bijgestaan door den griffier. Van dezen regel kan worden afgeweken in den loop eener gerechtelijke plaatsopneming.

De rechter van instructie kan de getuigen onderling en de getuigen en den aangeklaagde tegenover elkander stellen. Het recht deze getuigenvergelijkingen te vragen komt toe aan den procureur des Konings, de burgerlijke partij en den aangeklaagde.

Bestaan er redenen om te vreezen, dat de verklaring van een getuige later niet meer zou kunnen herhaald worden, dan kan de rechter van instructie partijen en hare raadslieden machtigen er bij tegenwoordig te zijn; in dat geval, wordt het proces-verbaal onderteekend door al de aanwezige personen, behoudens hunne weigering, waarvan melding wordt gemaakt.

ART. 117.

Bij den aanvang van het verhoor en terwijl hij dit houdt, neemt de rechter van instructie, zoo noodig, zijne maatregelen om te verhinderen dat de getuigen vóór het afleggen hunner verklaring met elkander in gedachtenwisseling treden.

ART. 118.

De getuigen leggen hunne verklaring af nadat de rechter van instructie hun het onderwerp, waaromtrent het onderzoek geschiedt, heeft doen kennen.

Zijn er in de verklaring leemten, tegenstrijdigheden of duistere punten, dan stelt de rechter van instructie den getuige de vragen die hij noodig acht om ze volledig te maken of op te helderen.

ART. 119.

De getuigen leggen hunne verklaring mondeling af.

Echter kan men, in aanmerking van de

recourir à des notes ou à des mémoires, eu égard à la qualité des témoins et à la nature de la cause.

ART. 120.

La déposition sera immédiatement consignée par écrit.

Dans la rédaction, le juge fera parler le témoin à la première personne, en conservant, autant que possible, les expressions dont il s'est servi.

Aucun interligne ne pourra être fait; les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin.

ART. 121.

La déposition terminée, le juge d'instruction fera donner lecture de la rédaction au témoin; il lui demandera si elle exprime fidèlement sa pensée, s'il y persiste et s'il n'a rien à y ajouter.

La déposition sera ensuite signée par le témoin, le juge et le greffier. Si le témoin ne veut ou ne sait signer, il en sera fait mention.

ART. 122.

Si le témoin déclare, sur la demande qui lui en sera faite, qu'il désire une indemnité de comparution, il sera taxé par le juge d'instruction.

ART. 123.

Les dépositions seront consignées sur des feuilles séparées et signées par le juge d'instruction et par le greffier.

ART. 124.

L'inobservation des formalités prescrites par les articles 111, 112, 113, 114, 120

hoedanigheid der getuigen en van den aard der zaak, hun toestaan zich te bedienen van aantekeningen en schriftelijke opstellen.

ART. 120.

De verklaring wordt onmiddellijk schriftelijk opgeteekend.

In het opstel, doet de rechter den getuige spreken in den eersten persoon en bedient zich zooveel mogelijk van de uitdrukkingen door hem gebezigd.

Er mag niet met tussehenruimten worden geschreven; doorschrappingen en verwijzingen worden goedgekeurd en ondertekend door den rechter van instructie, den griffier en den getuige.

ART. 121.

Wanneer de verklaring van den getuige ten einde is gebracht, doet de rechter van instructie hem het opstel voorlezen; hij vraagt hem of het getrouw zijne gedachte weergeeft, of hij daarin volhardt en er niets bij te voegen heeft.

Vervolgens wordt de verklaring ondertekend door den getuige, den rechter en den griffier. Wil of kan de getuige niet ondertekenen, dan wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 122.

Verklaart de getuige, op de hem gedane vraag, dat hij eene vergoeding voor zijne verschijning verlangt, dan bepaalt de rechter het bedrag daarvan.

ART. 123.

De verklaringen worden op afzonderlijke bladen opgeteekend en ondertekend door den rechter van instructie en den griffier.

ART. 124.

Niet-naleving van de formaliteiten voorgeschreven door de artikelen 111, 112,

§ 2, 121 sera punie d'une amende de 10 francs à 50 francs contre le greffier, si la faute lui est imputable, et, s'il y a lieu, d'une peine disciplinaire et même de prise à partie contre le juge d'instruction.

L'amende sera prononcée par le tribunal de première instance, sur les réquisitions du ministère public, le greffier entendu ou dûment appelé.

ART. 125.

Le témoin cité ou appelé qui n'aura pas comparu, et qui n'aura pas justifié qu'il en était légitimement empêché, pourra, sur les réquisitions du procureur du Roi, et sans appel, être condamné par le juge d'instruction à une amende de 26 à 100 francs. Il sera réassigné à ses frais.

S'il ne comparait pas sur la seconde citation, il pourra être condamné à une nouvelle amende de 50 à 200 francs, et le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener.

ART. 126.

Le témoin condamné par défaut, qui produirait des excuses légitimes, pourra, le procureur du Roi entendu, être déchargé par le juge d'instruction d'une partie ou de la totalité des amendes.

ART. 127.

Le témoin qui refusera de prêter serment ou de faire sa déposition, pourra être condamné à une amende de 26 à 1,000 francs.

Cette amende sera prononcée par le tribunal correctionnel, le témoin entendu ou dûment appelé.

115, 114, 120 § 2, 121 wordt gestraft met eene boete van 10 tot 50 frank uitgesproken tegen den griffier, zoo de schuld dezen te wijten is, en, zoo er grond voor is, met eene tuchtstraf en zelfs met verhaal uitgesproken tegen den rechter van instructie.

De boete wordt uitgesproken door de rechtbank van eersten aanleg, op eisch van het openbaar ministerie, den griffier gehoord of behoorlijk geroepen.

ART. 125.

De gedagvaarde of opgeroepen getuige die niet verschijnt en niet doet blijken dat hij wettig verhinderd was, kan, op eisch van den procureur des Konings, en zonder hooger beroep, door den rechter van instructie worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 100 frank. Hij wordt andermaal, op zijne kosten, gedagvaard.

Verschijnt hij niet ten gevolge van de tweede dagvaarding, dan kan hij worden veroordeeld tot eene nieuwe boete van 50 tot 200 frank en de rechter van instructie vaardigt tegen hem een bevel tot medebrenging uit.

ART. 126.

De bij verstek veroordeelde getuige, die wettige redenen tot verschooning inbrengt, kan door den rechter van instructie, den procureur des Konings gehoord, worden ontslagen van een gedeelte of van het geheel der boeten.

ART. 127.

De getuige, die weigert den eed af te leggen of zijne verklaring te doen, kan worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 1,000 frank.

Deze boete wordt door de correctioneële rechtbank uitgesproken, den getuige gehoord of behoorlijk geroepen.

ART. 128.

Si le témoin habite hors de l'arrondissement, le juge d'instruction pourra déléguer son collègue de l'arrondissement dans lequel habite le témoin, à l'effet de recevoir la déposition.

Si le témoin n'habite pas le canton du juge d'instruction délégué, celui-ci pourra commettre le juge de paix du domicile ou de la résidence du témoin.

ART. 129.

Lorsqu'il y aura lieu d'entendre des témoins domiciliés ou résidant en dehors du canton du juge d'instruction, celui-ci pourra, en usant de ce pouvoir avec réserve, déléguer tout juge de paix aux fins de recevoir les dépositions des témoins qui habitent dans son canton.

ART. 130.

Lorsqu'il paraîtra certain qu'un témoin se trouve dans l'impossibilité de comparaître, le juge d'instruction ou le juge de paix régulièrement délégué se transportera dans sa demeure pour recevoir sa déposition.

ART. 131.

S'il appert que le témoin, auprès duquel le juge d'instruction ou le juge de paix délégué se sera transporté, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître, il pourra être condamné à une amende de 26 à 100 francs et, à cet effet, le magistrat, après avoir reçu sa déposition, constatera dans un procès-verbal, qui sera transmis au procureur du Roi, les circonstances dont il induit la fausseté de l'excuse.

ART. 132.

La délégation ou commission rogatoire sera faite par écrit et accompagnée de notes

ART. 128.

Woont de getuige buiten het arrondissement, dan kan de rechter van instructie aan zijnen ambtgenoot van het arrondissement, waarin de getuige woont, opdragen den getuige te hooren.

Woont de getuige niet in het kanton van den aangewezen rechter, dan kan deze den vrederechter van de woonplaats of van het verblijf des getuigen opdracht geven.

ART. 129.

Bestaat er aanleiding, getuigen te hooren die wonen of verblijven buiten het kanton van den rechter van instructie, dan kan deze, mits hij van deze bevoegdheid een matig gebruik maakt, elken vrederechter machtigen tot het afnemen der verklaringen van de binnen zijn kanton wonende getuigen.

ART. 130.

Wordt het zeker geacht dat een getuige in de onmogelijkheid verkeert te verschijnen, dan begeeft de rechter van instructie of de behoorlijk afgevaardigde vrederechter zich naar zijne woning om zijne verklaring af te nemen.

ART. 131.

Blijkt het dat de getuige, tot wien de rechter van instructie of de afgevaardigde vrederechter zich heeft begeven, niet in de onmogelijkheid verkeerde te verschijnen, dan kan hij worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 100 frank; te dien einde stelt de rechter, nadat hij zijne verklaring heeft afgenomen, in een aan den procureur des Konings over te zenden proces-verbaal, de omstandigheden vast waaruit hij de ongrondheid der verschooning afleidt.

ART. 132.

De afvaardiging of lastgeving tot onderzaging geschiedt schriftelijk en is vergezeld

et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer.

ART. 153.

Le juge qui aura reçu les dépositions en conséquence des articles 128 et 129 ci-dessus, les renverra closes et cachetées au juge d'instruction qui l'a délégué.

ART. 154.

Si le témoin et le juge d'instruction ne parlent pas la même langue, celui-ci nommera un interprète, âgé de seize ans au moins, étranger ou Belge, et lui fera prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre lui et le témoin.

L'interprète ne pourra être pris parmi les témoins.

Après la consignation par écrit de la déposition, l'interprète la traduira au témoin et lui demandera si elle exprime fidèlement sa pensée, s'il y persiste et s'il n'a rien à y ajouter.

Il sera fait mention, au procès-verbal, des noms, qualités, âge et demeure de l'interprète, de sa prestation de serment et de l'accomplissement de la formalité qui précède. La déposition sera signée par l'interprète.

ART. 155.

Si le témoin est sourd-muet et ne sait pas écrire, le juge d'instruction nommera un interprète.

Le surplus des dispositions de l'article précédent sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet sait écrire, le greffier écrira les questions que formulera le juge d'instruction; elles seront remises au témoin qui donnera par écrit ses réponses.

Il sera fait du tout mention dans le procès-verbal, comme il est dit à l'article précédent.

van aantekeningen en onderrichtingen die de feiten, waarover de getuigen moeten gehoord worden, doen kennen.

ART. 153.

De rechter, die de verklaringen afdam uit kracht van bovenstaande artikelen 128 en 129, verzendt ze, gesloten en verzegeld, naar den rechter van instructie die hem afvaardigde.

ART. 154.

Spreken getuige en rechter van instructie niet dezelfde taal, dan benoemt laatstgenoemde een tolk, vreemdeling of Belg, die ten minste zestien jaar oud is en doet hem onder eede bevestigen, dat hij het tusschen den rechter en den getuige te wisselen gesprek getrouwelijk zal weergeven.

De tolk mag niet uit de getuigen worden genomen.

Nadat de verklaring schriftelijk is opgeteekend, vertaalt de tolk ze voor den getuige en vraagt hem of zij getrouwelijk zijne gedachte weergeeft, of hij daarin volhardt en of hij er niets bij te voegen heeft.

In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van de namen en hoedanigheden, van den ouderdom en de woonplaats des tolks, van zijne eedsaflegging alsmede van het naleven der formaliteit die ze voorafgaat. De verklaring wordt door den tolk onderteekend.

ART. 155.

Zoo de getuige doofstom is en niet kan schrijven, benoemt de rechter van instructie een tolk.

Voor het overige zijn de bepalingen van het voorgaand artikel van toepassing.

Kan de doofstomme schrijven, dan schrijft de griffier de vragen op, die de rechter van instructie in woorden brengt; zij worden den getuige ter hand gesteld en deze geeft zijne antwoorden schriftelijk.

Van dat alles wordt in het proces-verbaal melding gemaakt, zooals is bepaald in het vorig artikel.

ART. 136.

Si le témoin est atteint de surdité complète, on procédera comme à l'égard des sourds-muets, avec la différence que le témoin devra répondre oralement.

ART. 137.

Le témoin contraignable par corps, ou qui se trouve sous le coup d'un ordre d'arrestation, ne pourra être arrêté, s'il est porteur d'un sauf-conduit délivré par le juge d'instruction.

Le sauf-conduit sera motivé et fixera la durée de son effet.

CHAPITRE V.*Des mandats et de l'interrogatoire de l'inculpé.***PREMIÈRE SECTION.***Des mandats de comparution et d'amener et de l'interrogatoire de l'inculpé.***ART. 138.**

Le juge d'instruction pourra décerner contre l'inculpé un mandat de comparution ou un mandat d'amener.

Toutefois, si l'inculpé a sa résidence en Belgique, et si le fait n'est pas passible d'une peine criminelle, le mandat d'amener ne sera décerné, en premier lieu, que dans des circonstances graves et exceptionnelles.

ART. 139.

Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera interrogé aux jour et heure indiqués dans le mandat.

Dans le cas de mandat d'amener, il sera interrogé de suite, ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures qui suivent le moment où il a été mis à la disposition du juge d'instruction.

Dans l'intervalle, l'inculpé sera déposé dans un local destiné à cet usage.

ART. 136.

Is de getuige geheel doof, dan wordt er gehandeld als ten opzichte van de doofstommen, met dit verschil dat de getuige mondeling moet antwoorden.

ART. 137.

De getuige die aan lijfswang is onderworpen of tegen wien een bevel tot aanhouding bestaat, kan niet worden aangehouden zoo hij in het bezit is van een door den rechter van instructie afgegeven vrijgeleide.

Het vrijgeleide wordt met redenen omkleed en bepaalt hoe lang het van kracht is.

HOOFDSTUK V.*Van de bevelschriften en het verhoor des aangeklaagden.***EERSTE AFDEELING.***Van de bevelschriften tot verschijning en medebrenging en van het verhoor des aangeklaagden.***ART. 138.**

De rechter van instructie kan tegen den aangeklaagde een bevel tot verschijning of een bevel tot medebrenging uitvaardigen.

Echter zal, indien de aangeklaagde zijn verblijf in België heeft en op het feit geen lijfstraf is gesteld, het bevel tot medebrenging slechts in ernstige en buitengewone omstandigheden worden verleend.

ART. 139.

In geval van bevel tot verschijning, wordt de aangeklaagde ondervraagd op den dag en het uur in het bevel aangeduid.

In geval van bevel tot medebrenging, wordt hij onmiddellijk ondervraagd, of, uiterlijk, binnen vier en twintig uren volgende op het oogenblik waarop hij ter beschikking van den rechter van instructie werd gesteld.

Inmiddels wordt de aangeklaagde in bewaring gehouden in een daartoe bestemd lokaal.

Art. 140.

L'inculpé sera interrogé par le juge d'instruction, sans autre assistance que celle du greffier.

Cependant, le juge pourra retenir dans son cabinet un ou plusieurs agents de la force publique.

Art. 141.

Le juge d'instruction demandera à l'inculpé ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure.

Il lui fera connaître la nature du crime ou du délit qui fait l'objet de l'instruction et lui demandera de s'expliquer sur les faits et circonstances qui s'y rattachent.

Il pourra faire ensuite à l'inculpé les questions qu'il jugera convenables pour éclaircir ou compléter ses déclarations ou pour en contrôler l'exactitude, et il lui fera connaître les charges que révèle l'instruction.

Art. 142.

Les réponses de l'inculpé seront immédiatement consignées par écrit, à la suite des questions du juge.

Dans la rédaction de ces réponses, le juge d'instruction se conformera aux dispositions des articles 120 et 121.

Art. 143.

Le procès-verbal de l'interrogatoire sera signé, à chaque feuillet, par l'inculpé, par le juge et par le greffier.

Si l'inculpé ne sait ou ne veut pas signer, il en sera fait mention.

Chaque interrogatoire sera consigné sur des feuilles séparées.

Art. 140.

De aangeklaagde wordt door den rechter van instructie ondervraagd, in tegenwoordigheid alleen van den griffier.

Evenwel kan de rechter één of meer agenten der openbare macht in zijn kabinet doen blijven.

Art. 141.

De rechter van instructie vraagt den aangeklaagde zijn naam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn staat, zijn beroep en zijne woonplaats.

Hij maakt hem bekend den aard van de misdaad of van het wanbedrijf waaromtrent het onderzoek wordt gedaan en vraagt hem zich te verklaren nopens de feiten en omstandigheden die daarmede in verband staan.

Vervolgens kan hij den aangeklaagde de vragen stellen die hij gepast acht om zijne verklaringen op te helderen of aan te vullen of de juistheid daarvan na te gaan, en maakt hij hem bekend met de bezwaren die uit het onderzoek voortvloeien.

Art. 142.

De antwoorden van den aangeklaagde worden onmiddellijk schriftelijk opgeteekend, achter de vragen van den rechter.

Bij het op schrift brengen van deze antwoorden, handelt de rechter van instructie overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 120 en 121.

Art. 143.

Het proces-verbaal van ondervraging wordt, op elke bladzijde, ondertekend door den aangeklaagde, den rechter en den griffier.

Kan of wil de aangeklaagde niet ondertekenen, dan wordt daarvan melding gemaakt.

Elke ondervraging wordt op afzonderlijke bladen opgeteekend.

ART. 144.

S'il y a plusieurs inculpés, ils seront interrogés séparément. Il pourra être dérogé à cette règle dans le cas de descente sur les lieux.

Le juge d'instruction pourra ensuite les confronter.

ART. 145.

L'interrogatoire et la confrontation pourront être renouvelés aussi souvent que le juge d'instruction le jugera nécessaire.

ART. 146.

Lorsqu'il y aura lieu d'interroger un inculpé domicilié ou résidant dans l'arrondissement, mais en dehors du canton où réside le juge d'instruction, celui-ci pourra déléguer le juge de paix du canton où l'inculpé se trouve.

ART. 147.

Lorsqu'il y aura lieu d'interroger un inculpé en dehors de l'arrondissement où se fait l'instruction, le juge pourra déléguer son collègue de l'arrondissement où se trouve l'inculpé. Si l'inculpé n'habite pas le canton du juge d'instruction délégué, celui-ci pourra commettre le juge de paix du domicile ou de la résidence de l'inculpé.

ART. 148.

L'acte de délégation contiendra un état des faits et questions sur lesquels doit porter l'interrogatoire et les renseignements dont la connaissance peut être nécessaire au magistrat.

Les articles 132 et 135 seront observés.

ART. 144.

Zijn er verscheidene aangeklaagden, dan worden ze afzonderlijk ondervraagd. In het geval van gerechtelijke plaatsopneming, kan van dezen regel worden afgeweken.

De rechter van instructie kan ze vervolgens tegenover elkander stellen.

ART. 145.

Het ondervragen en tegenover elkander stellen kan zoo dikwijls worden herhaald als de rechter van instructie noodig acht.

ART. 146.

Moet er worden overgegaan tot de ondervraging van een aangeklaagde die zijne woonplaats of zijn verblijf heeft in het arrondissement, maar buiten het kanton waar de rechter van instructie verblijft, zoo kan deze aan den vrederechter van het kanton, waar de aangeklaagde zich bevindt, de ondervraging opdragen.

ART. 147.

Moet er tot de ondervraging van een aangeklaagde worden overgegaan buiten het arrondissement waar het onderzoek geschiedt, dan kan de rechter zijnen ambtgenoot van het arrondissement, waar de aangeklaagde zich bevindt, daartoe machtigen. Woont de aangeklaagde niet in het kanton van den afgevaardigden rechter van instructie, dan kan deze den vrederechter van de woonplaats of van het verblijf des aangeklaagden opdracht geven.

ART. 148.

De akte van lastgeving behelst eene opgave van de feiten en vragen waarover het verhoor moet loopen, alsmede de inlichtingen waarvan de kennis noodig kan zijn voor den rechter.

De artikelen 132 en 133 worden nageleefd.

ART. 149.

Les dispositions des articles 154 et suivants, concernant les témoins qui ne parlent pas la même langue que le juge d'instruction et les témoins sourds ou sourds-muets, sont communes aux interrogatoires des inculpés.

ART. 150.

L'aveu de l'inculpé ne dispense pas le juge d'instruction de rechercher d'autres éléments de preuve.

ART. 151.

Dans son premier interrogatoire, l'inculpé sera averti de son droit de choisir un conseil ou de s'en faire désigner un conformément à l'article 14 de la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire. Il pourra user de ce droit à tout moment de l'instruction. Les noms et demeure du conseil ainsi choisi ou désigné seront portés par lui à la connaissance du juge d'instruction et mentionnés au dossier de la procédure.

SECTION II.

Du mandat d'arrêt.

ART. 152.

Après l'interrogatoire ou en cas de fuite de l'inculpé, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt, lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave.

Si l'accusé a sa résidence en Belgique et n'est pas en fuite, le juge d'instruction ne décernera ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut emporter la

ART. 149.

De bepalingen van de artikelen 154 en volgende, betreffende de getuigen die niet dezelfde taal spreken als de rechter van instructie en de doove of doofstomme getuigen, zijn van toepassing op de ondervragingen der aangeklaagden.

ART. 150.

De bekentenis van den aangeklaagde ontslaat den rechter van instructie niet van de verplichting andere gronden van bewijs op te sporen.

ART. 151.

De aangeklaagde wordt bij zijne eerste ondervraging verwittigd, dat hij het recht heeft een raadsman te kiezen of er zich een te doen aanwijzen overeenkomstig artikel 14 der wet van 30 Juli 1889 op den gerechtelijken bijstand. Van dat recht kan hij op elk oogenblik van het onderzoek gebruik maken. De namen en woonplaats van den aldus gekozen of aangewezen raadsman worden door hem ter kennis van den rechter van instructie gebracht en in de processtukken vermeld.

AFDEELING II.

Van het bevel tot aanhouding.

ART. 152.

Nade ondervraging van den aangeklaagde of wanneer deze op de vlucht is, kan de rechter van instructie een bevel tot aanhouding uitvaardigen, wanneer het feit van dien aard is dat het eene gevangenisstraf van drie maanden of eene zwaardere straf ten gevolge kan hebben.

Heeft de beschuldigde zijn verblijf in België en is hij niet voortvluchtig, dan vaardigt de rechter van instructie dat bevel slechts in ernstige en buitengewone omstandigheden uit, wanneer het belang van de openbare veiligheid dien maatregel vereischt.

Indien evenwel op het feit is gesteld

peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grave, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 153.

Le mandat d'arrêt, dans le cas prévu au § 2 de l'article précédent, spécifiera les circonstances graves, exceptionnelles et intéressant la sécurité publique sur lesquelles l'arrestation est motivée.

Art. 154.

L'inculpé sera mis en liberté si, dans les cinq jours, depuis le jour de l'interrogatoire, le mandat n'est pas maintenu par la chambre du conseil, sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus.

Si l'inculpé a fait connaître son conseil conformément à l'article 151, le président de la chambre appelée à statuer fera indiquer, vingt-quatre heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donnera avis, par lettre recommandée, au conseil désigné.

Art. 155.

Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le délai d'un mois à compter du premier interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que cette chambre, par une ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Il en sera de même successivement de mois en mois, si la chambre du conseil n'a

de straf van dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar of eene zwaardere straf, mag de rechter van instructie den aangeklaagde alleen in vrijheid laten op het overeenkomstig advies van den procureur des Konings.

Art. 153.

In het geval voorzien bij § 2 van het vorig artikel, duidt het bevel tot aanhouding nauwkeurig de ernstige, buitengewone en voor de openbare veiligheid van belang zijnde omstandigheden aan waarop de aanhouding berust.

Art. 154.

De aangeklaagde wordt in vrijheid gesteld wanneer, binnen vijf dagen volgende op zijne ondervraging, het bevel niet wordt gehandhaafd door de raadkamer, na het verslag van den rechter van instructie, den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

Heeft de aangeklaagde, overeenkomstig artikel 151, zijnen raadsman doen kennen, dan doet de voorzitter van de kamer, die geroepen is uitspraak te doen, ten minste vier en twintig uren te voren, op een bijzonder ter griffie gehouden register, de plaats, den dag en het uur der verschijning aangeven.

De griffier geeft daarvan, bij aangeteekenden brief, kennis aan den gekozen raadsman.

Art. 155.

Heeft de raadkamer niet beslist over de betichting binnen den tijd van ééne maand na de eerste ondervraging, dan wordt de aangeklaagde in vrijheid gesteld, tenzij deze kamer, bij met redenen omkleed bevel, na den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn raadsman te hebben gehoord, eenparig verklaart dat, met het oog op 't openbaar belang, de voorloopige hechtenis moet worden gehandhaafd.

Hetzelfde geldt van maand tot maand, zoo de raadkamer over de betichting niet

point statué sur la prévention à la fin d'un nouveau mois.

Les dispositions des § 2 et 3 de l'article précédent seront observées.

ART. 156.

Le juge d'instruction et, dans le cas de crime flagrant, le procureur du Roi, pourront, par voie télégraphique, transmettre l'ordre d'arrêter un inculpé.

Cet ordre, revêtu de la signature du juge et de l'empreinte de son sceau, devra contenir les nom, prénoms, qualité, âge, demeure et signalement de l'inculpé, s'ils sont connus, sinon, des désignations équivalentes, aussi précises que possible. Il sera signé par l'employé chargé de l'expédier, et la copie sera revêtue de la signature de l'employé qui l'aura reçue.

L'ordre d'arrestation sera exécuté comme mandat d'amener.

ART. 157.

Dans le cours de la procédure, le juge d'instruction pourra, le procureur du Roi entendu en son avis, par une ordonnance motivée, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure, dès qu'il en sera requis.

Toutefois, le procureur du Roi pourra suspendre l'exécution de cette ordonnance par un appel en conformité de l'article 193.

Dispositions générales.

ART. 158

Le juge d'instruction ne peut déléguer le pouvoir de décerner les mandats d'amener ou d'arrêt.

bij het einde van eene nieuwe maand uitspraak heeft gedaan.

De bepalingen van §§ 2 en 3 van het vorig artikel moeten nageleefd worden.

ART. 156.

De rechter van instructie, en de procureur des Konings in het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, kunnen, door middel van de telegraaf, het bevel tot aanhouding van een aangeklaagde overseinen.

Dit bevel, door den rechter onderteekend en een afdruk van zijn zegel dragende, moet behelzen den naam, de voornamen, de hoedanigheid, den ouderdom, de woning en het signalement des aangeklaagden, als ze bekend zijn, anders, zoo nauwkeurig mogelijke aanwijzingen van gelijken aard. Het wordt onderteekend door den beambte, die belast is met de verzending, en het afschrift wordt voorzien van de handteekening van den beambte die het ontving.

Het bevel tot aanhouding wordt als bevel tot medebrenging ten uitvoer gelegd.

ART. 157.

In den loop der rechtspleging kan de rechter van instructie, na de zienswijze te hebben ingewonnen van den procureur des Konings, bij met redenen omkleed bevelschrift, opheffing van het bevel tot aanhouding verleenen, met verplichting voor den aangeklaagde zich bij alle verrichtingen der rechtspleging weder te vertoonen, zoodra hij daartoe wordt ontboden.

Echter kan de procureur des Konings de tenuitvoerbrenging van dat bevel schorsen door zich, overeenkomstig artikel 193, in beroep te voorzien.

Algemeene bepalingen.

ART. 158.

De bevoegdheid, bevelen tot medebrenging of tot aanhouding te verleenen, kan door den rechter van instructie niet aan anderen worden opgedragen.

SECTION III.

De l'interdiction de communiquer.

ART. 159.

Immédiatement après l'interrogatoire, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

ART. 160.

Le juge d'instruction pourra, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. Il rendra à cette fin une ordonnance motivée, qui sera transcrit sur les registres de la prison.

Cette interdiction ne s'appliquera pas au conseil de l'inculpé.

ART. 161.

L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de huit jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 162.

L'inculpé ou, pour lui, un de ses parents ou amis, pourra demander par requête, à la chambre du conseil, la mainlevée de l'interdiction.

La requête sera déposée au greffe ou reçue dans les mêmes formes que les déclarations d'appel. Elle sera inscrite sur le registre des appels correctionnels.

La chambre du conseil y statuera, dans les trois jours du dépôt ou de la réception de la requête, le juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé ou son défenseur entendus.

AFDEELING III.

Van het verbod met iemand gemeenschap te hebben.

ART. 159.

Onmiddellijk na de ondervraging, mag de aangeklaagde vrijelijk gemeenschap hebben met zijnen raadsman.

ART. 160.

Wanneer de loop van het onderzoek dit eischt, kan de rechter van instructie bevelen dat er geen gemeenschap mag plaats hebben. Te dien einde verleent hij een met redenen omkleed bevel, dat in de registers van de gevangenis wordt overgeschreven.

Dit verbod is niet van toepassing op den raadsman van den aangeklaagde.

ART. 161.

Het verbod kan niet langer worden verlengd dan acht dagen, te rekenen van het eerste verhoor. Het mag niet hernieuwd worden.

ART. 162.

De aangeklaagde of, in zijne plaats, een zijner bloedverwanten of vrienden, kan, bij verzoekschrift tot de raadkamer gericht, vragen dat het verbod worde opgeheven.

Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd of ontvangen met inachtneming van dezelfde vormen als voor de aantekening van beroep. Het wordt ingeschreven in het register van beroep in correctioneele zaken.

De raadkamer doet daarover uitspraak binnen drie dagen na de nederlegging of na de ontvangst van het verzoekschrift, den rechter van instructie, den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn verdediger gehoord.

Art. 163.

Si l'inculpé a fait connaître son défenseur conformément à l'article 151, le président de la chambre du conseil fera indiquer, sur le registre prescrit par l'article 154, au moins vingt-quatre heures d'avance, les lieu, jour et heure auxquels l'inculpé sera entendu.

Le défenseur sera averti par le greffier du tribunal, au plus tard la veille, suivant le mode indiqué à l'article 154.

SECTION IV.**De la forme et de l'exécution du mandat.****Art. 164.**

Le mandat d'amener contiendra :
La date des jour, mois et an ;

La qualité de celui qui l'a décerné, sa signature et l'empreinte de son sceau ;

Les nom, prénoms, âge, profession, signalement et demeure de l'inculpé, s'ils sont connus ; sinon, des désignations équivalentes aussi précises que possible et la mention du fait.

Le mandat d'arrêt contiendra, de plus, la qualification du fait et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou un délit.

Art. 165.

Le mandat de comparution contiendra les nom, profession et demeure de l'inculpé et la mention du fait. Il y sera exprimé que la personne citée qui n'y déférera pas pourra être contrainte par la voie du mandat d'amener.

Art. 163.

Heeft de aangeklaagde, overeenkomstig artikel 151, zijn verdediger doen kennen, dan doet de voorzitter der raadkamer, op het bij artikel 154 voorgescreven register, ten minste vier en twintig uren te voren, aanduiden de plaats, den dag en het uur waarop de aangeklaagde zal gehoord worden.

De verdediger wordt door den griffier der Rechtbank, uiterlijk den dag te voren, gewaarschuwd op de wijze in artikel 154 voorgescreven.

AFDEELING IV.**Van den vorm en de tenuitvoerbrengring van het bevel.****Art. 164.**

Het bevel tot aanhouding behelst :

De aanduiding van den dag, van de maand en van het jaar ;

De hoedanigheid van hem die het uitvaardigde, zijne handteekening en het afdruk van zijn zegel ;

Den naam, de voornamen, den ouderdom, het beroep, het signalement en de woning des aangeklaagden, als ze bekend zijn, anders, zoo nauwkeurig mogelijke aanwijzingen van gelijken aard, benevens de vermelding van het feit.

Daarenboven behelst het bevel tot aanhouding de strafrechterlijke benaming van het feit, alsmede de aanhaling van de wet die verklaart dat dit feit eene misdaad of een wanbedrijf is.

Art. 165.

Het bevel tot verschijning behelst den naam, het beroep en de woning des aangeklaagden, alsmede de vermelding van het feit. Daarin wordt te kennen gegeven, dat de persoon die er niet aan voldoet, kan worden gedwongen door een bevel tot medebrenging.

ART. 166.

L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats pourra donner lieu à des mesures disciplinaires contre le juge d'instruction et le procureur du Roi et même à prise à partie.

ART. 167.

Les mandats sont exécutoires dans tout le territoire du royaume.

Ils seront notifiés par un huissier, un garde champêtre ou forestier, un agent de la force publique ou de la police locale, un directeur ou gardien en chef des prisons.

Les mandats seront exhibés à l'inculpé au moment de l'arrestation, et il lui en sera délivré copie, au plus tard dans les vingt-quatre heures.

ART. 168.

L'inculpé qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besoin, la force publique du lieu le plus voisin; elle sera tenue de marcher sur la réquisition contenue dans le mandat.

ART. 169.

Néanmoins, lorsque, après plus de deux jours depuis la date du mandat d'amener, l'inculpé aura été trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui a délivré ce mandat et à une distance de plus de 5 myriamètres, il sera conduit, s'il le demande, devant le procureur du Roi de l'arrondissement où il aura été trouvé. Ce magistrat pourra soit prescrire l'exécution immédiate du mandat d'amener, soit décerner un mandat d'arrêt en vertu duquel l'inculpé sera retenu dans

ART. 166.

Het niet naleven van de formaliteiten, voor de bevelen voorgeschreven, kan aanleiding geven tot maatregelen van tucht tegen den rechter van instructie en den procureur des Konings en zelfs tot verhaal op hen.

ART. 167.

De bevelen zijn uitvoerbaar binnen het grondgebied van het geheele koninkrijk.

Zij worden beteekend door een deurwaarder, een veld- of boschwachter, een agent der openbare macht of der plaatselijke politie, een bestuurder van gevangenis of een hoofdgevangenbewaarder.

De bevelen worden den aangeklaagde vertoond op 't oogenblik der aanhouding en uiterlijk binnen vier en twintig uren wordt hem daarvan een afschrift gegeven.

ART. 168.

De aangeklaagde, die weigert te gehoorzamen aan het bevel tot medebrenging, of die, na te hebben verklaard dat hij bereid is te gehoorzamen, tracht te ontvluchten, wordt tot gehoorzaamheid gedwongen.

De houder van het bevel tot medebrenging maakt, zoo noodig, gebruik van de openbare macht der dichtstbijgelegen plaats; op vordering, in het bevel vervat, is zij gehouden bijstand te verleen.

ART. 169.

Wanneer echter, meer dan twee dagen na de dagteekening van het bevel tot medebrenging, de aangeklaagde wordt gevonden buiten het arrondissement van den ambtenaar die het bevel uitvaardigde en op een afstand van meer dan 5 myriameter, wordt hij, zoo hij het verlangt, gebracht voor den procureur des Konings van het arrondissement waar hij gevonden werd. Deze magistraat kan, hetzij het bevel tot medebrenging onmiddellijk doen uitvoeren, hetzij verlee-

la maison d'arrêt pendant quarante-huit heures au plus.

Le mandat d'amener devra être exécuté, si l'inculpé a été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instruments qui font présumer qu'il est auteur ou complice du crime ou du délit pour lequel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé.

ART. 170.

Le procureur du Roi qui aura délivré le mandat d'arrêt visé à l'article précédent, en informera immédiatement le juge d'instruction qui a décerné le mandat d'amener, et lui communiquera les observations de l'inculpé ainsi que les renseignements qu'il aura pu recueillir.

Le juge d'instruction décidera si le mandat d'amener doit être exécuté et fera connaître sa décision, par voie télégraphique, au procureur du Roi qui a décerné le mandat d'arrêt.

ART. 171.

Si l'inculpé a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener délivré, dans le cas de crime flagrant, par le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire auxiliaire de ce magistrat, la communication prescrite par le § 1^{er} de l'article précédent sera adressée directement au juge d'instruction saisi de l'affaire, lequel statuera conformément au § 2 dudit article.

Le juge d'instruction donnera avis de la réception des pièces au procureur du Roi près lequel il exerce.

nen een bevel tot aanhouding, krachtens hetwelk de aangeklaagde in het huis van arrest gedurende ten hoogste acht en veertig uren wordt gehouden.

Vindt men op den aangeklaagde voorwerpen, papieren of werktuigen die doen veronderstellen, dat hij de dader of medepligtige is van de misdaad of van het wanbedrijf waarvoor hij werd opgespoord, dan moet het bevel tot aanhouding worden uitgevoerd, binnen welken termijn en op welken afstand hij ook werd gevonden.

ART. 170.

De procureur des Konings die het bij 't vorig artikel bedoeld bevel tot aanhouding uitvaardigde, geeft daarvan onmiddellijk kennis aan den rechter van instructie die het bevel tot medebrenging uitvaardigde en deelt hem mede de opmerkingen van den aangeklaagde alsook de door hem ingewonnen inlichtingen.

De rechter van instructie beslist of het bevel tot medebrenging moet worden uitgevoerd en brengt, per telegram, zijne beslissing ter kennis van den procureur des Konings, die het bevel tot aanhouding uitvaardigde.

ART. 171.

Is de aangeklaagde aangehouden uit kracht van een bevel tot aanhouding, in het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, uitgevaardigd door den procureur des Konings of een ambtenaar der gerechtelijke politie, die dezen magistraat ter zijde staat, dan wordt de bij het 1^{ste} lid van het vorig artikel vereischte mededeeling rechtsreeks gezonden aan den rechter van instructie bij wien de zaak aanhangig is; deze doet uitspraak overeenkomstig § 2 van genoemd artikel.

De rechter van instructie bericht den procureur des Konings van de rechtbank, bij welke hij werkzaam is, dat hij destukken heeft ontvangen.

ART. 172.

Si l'inculpé, contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, ne peut être trouvé, le mandat sera notifié à sa dernière habitation; la copie de l'acte de notification sera laissée aux parents ou serviteurs de l'inculpé, trouvés dans sa demeure; en leur absence, au bourgmestre, à l'un des échevins ou au commissaire de police de la commune.

Le mandat sera exhibé au bourgmestre, à l'échevin ou au commissaire de police, et l'original de l'acte de notification sera revêtu de son visa;

ART. 173.

L'agent chargé de l'exécution du mandat d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que l'inculpé ne puisse pas se soustraire à la loi.

Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat devra s'exécuter, et elle sera tenue de marcher, sur la réquisition directement faite au commandant et contenue dans le mandat.

ART. 174.

Si l'inculpé est trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui aura délivré le mandat d'arrêt, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le bourgmestre ou l'un des échevins, ou devant le commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution.

ART. 175.

L'inculpé saisi en vertu d'un mandat d'arrêt, sera conduit, sans délai, dans la maison d'arrêt de l'arrondissement du juge d'instruction qui a décerné le mandat.

ART. 172.

Kan de aangeklaagde, tegen wien een bevel tot medebrenging werd uitgevaardigd, niet worden gevonden, dan wordt het bevel te zijner laatste woning beteekend; het afschrift der akte van beteekening wordt gelaten aan de bloedverwanten of dienstboden van den aangeklaagde, die men in zijne woning aantreft, en, bij hunne afwezigheid, aan den burgemeester, aan een der schepenen of aan den commissaris van politie der gemeente.

Het bevel wordt den burgemeester, den schepenen of commissaris van politie vertoond; het origineel der akte van beteekening wordt door dezen voor gezien geteekend.

ART. 173.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van het bevel tot aanhouding, doet zich vergezellen van eene macht sterk genoeg om te beletten, dat de aangeklaagde zich aan de wet onttrekt.

Deze macht wordt genomen ter plaatse die het dichtst is gelegen bij degene waar het bevel moet worden uitgevoerd; op de vordering, den commandant rechtstreeks gedaan en in het bevel vermeld, is zij gehouden bijstand te verleenen.

ART. 174.

Vindt men den aangeklaagde buiten het arrondissement van den ambtenaar die het bevel tot aanhouding uitvaardigde, dan wordt hij gebracht voor den vrederechter of zijn plaatsvervanger, en bij hunne ontstentenis, voor den burgemeester of een der schepenen, of voor den commissaris van politie der plaats die het bevel voor gezien teekent, zonder de uitvoering daarvan te kunnen beletten.

ART. 175.

De aangeklaagde, die uit kracht van een bevel tot aanhouding gevat is, wordt, zonder verwijl, gebracht naar het huis van arrest gelegen in het arrondissement van den rechter van instructie die het bevel uitvaardigde.

ART. 176.

L'agent chargé de l'exécution du mandat d'arrêt remettra l'inculpé au gardien de la maison d'arrêt, qui lui en donnera décharge.

Il portera ensuite au greffe du tribunal correctionnel les pièces relatives à l'arrestation et en prendra une reconnaissance.

Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt quatre heures, au juge d'instruction; celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son visa, qu'il datera et signera.

ART. 177.

Si l'inculpé contre lequel il a été décerné un mandat d'arrêt, ne peut être saisi, le mandat sera notifié comme dans le cas de l'article 172 et il sera dressé procès-verbal de perquisition.

Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins de l'inculpé que le porteur du mandat pourra trouver; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui en aura été faite.

Si l'habitation de l'inculpé est isolée ou si les voisins refusent d'assister à la perquisition, il sera fait mention de ces circonstances au procès-verbal.

Le porteur du mandat sera ensuite viser son procès-verbal par le bourgmestre, l'un des échevins ou le commissaire de police du lieu et lui en laissera copie.

Le mandat et le procès-verbal seront remis au greffe du tribunal dans le ressort duquel le procès-verbal aura été dressé.

ART. 176.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van het bevel tot aanhouding, levert den aangeklaagde over aan den gevangenvaarder van het huis van arrest; deze geeft hem een bewijs van de overlevering.

Vervolgens brengt hij de stukken die betrekking hebben op de aanhouding naar de griffie der correctionele rechtbank alwaar hem een bewijs van ontvangst wordt afgegeven.

Die bewijzen van overlevering en ontvangst laat hij, binnen vier en twintig uren, zien aan den rechter van instructie; deze stelt op beide stukken zijn visa, 't welk hij dagteekent en onderteekent.

ART. 177.

Kan de aangeklaagde, tegen wien een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd, niet worden gevat, dan wordt het bevel betekend zooals voor het geval voorzien bij artikel 172 is bepaald en van de opsporing proces-verbaal opgemaakt.

Dit proces-verbaal wordt opgemaakt in tegenwoordigheid van de twee naaste buurlieden van den aangeklaagde die de houder van het bevelschrift kan vinden. Zij onderteekenen het, of, zoo zij het niet kunnen of willen onderteekenen, wordt daarvan melding gemaakt evenals van het daartoe gedane aanzoek.

Is de woning van den aangeklaagde van andere afgezonderd of weigeren de bureu de huiszoecking bij te wonen, dan wordt van deze omstandigheden in het proces-verbaal melding gemaakt.

De houder van het bevelschrift doet vervolgens zijn proces-verbaal voor gezien teekenen door den burgemeester, een der schepenen of den commissaris van politie der plaats en laat hem daarvan een afschrift.

Bevelschrift en proces-verbaal worden afgegeven ter griffie van de rechtbank binnen welker gebied het proces-verbaal is opgemaakt.

ART. 178.

L'agent chargé de l'exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt est autorisé à pénétrer, pendant le jour, dans la demeure de l'inculpé contre lequel ils sont décernés. Il ne pourra y pénétrer, pendant la nuit, que dans les cas prévus aux articles 86 et 87 de ce Code.

L'agent ne pourra s'introduire, même pendant le jour, dans la maison d'un citoyen autre que l'inculpé, si ce n'est en vertu d'un ordre de perquisition donné par l'officier de police judiciaire qui a décerné le mandat.

ART. 179.

Tout dépositaire de la force publique et même tout citoyen sera tenu de saisir et de conduire devant le procureur du Roi ou devant un officier de police auxiliaire, tout individu surpris en flagrant délit, si le fait constitue un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la personne ou la propriété d'un citoyen.

CHAPITRE VI.

De la mise en liberté provisoire.

ART. 180.

Dans le cas où le juge d'instruction n'a pas donné mainlevée du mandat d'arrêt, la mise en liberté provisoire peut être accordée sur requête adressée au tribunal correctionnel, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels, depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre, pendant l'instance en règlement de juges; à la cour d'assises, ou si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de

ART. 178.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van een bevel tot medebrenging of tot aanhouding, is gemachtigd, bij dag, binnen te treden in de woning van den aangeklaagde tegen wien ze zijn uitgevaardigd. Bij nacht, mag hij er alleen binnentreden in de gevallen bij de artikelen 86 en 87 van dit Wetboek voorzien.

Zelfs bij dag, mag de ambtenaar de woning van een anderen burger dan den aangeklaagde niet binnentreden, tenzij hij handelt uit kracht van een bevel tot huiszoeeking, afgegeven door den ambtenaar van gerechtelijke politie die het bevel uitvaardigde.

ART. 179.

Elke agent van de gewapende macht en zelfs elke burger is gehouden te vatten en voor den procureur des Konings of voor een hulpambtenaar van gerechtelijke politie te brengen iederen persoon die op heeter daad wordt betrapt, wanneer het feit een aanslag hetzij op de openbare veiligheid, hetzij op den persoon of op den eigendom van een burger uitmaakt.

HOOFDSTUK VI.

Van de voorloopige invrijheidstelling.

ART. 180.

In geval de rechter van instructie het bevel tot aanhouding niet heeft opgeheven, kan voorloopige invrijheidstelling worden toegestaan, op verzoekschrift gericht tot de correctioneele rechtbank, van het bevel tot verwijzing af tot het vonnis toe; tot de kamer voor correctioneele zaken in hooger beroep, van het beroep af tot het arrest toe; tot de Kamer van inbeschuldigingstelling, van het bevel tot verwijzing af tot de beteekening van het arrest toe; tot dezelfde kamer, gedurende het geding tot regeling van rechtsgebied; tot het assisenhof, of zoo dit niet zit, tot de kamer van inbeschuldiging-

renvoi; à la même chambre, depuis le recours en cassation jusqu'à l'arrêt.

ART. 181.

La requête sera déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer et y sera inscrite au registre mentionné dans l'article 154.

Il y sera statué, en chambre du conseil, dans les cinq jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son défenseur entendus.

Le défenseur sera averti, par les soins du greffier, d'après le mode indiqué à l'article 154.

ART. 182.

Le juge d'instruction pourra, en tout état de cause, nonobstant la mise en liberté de l'inculpé, décerner un nouveau mandat d'arrêt, si des circonstances nouvelles, graves et intéressant la sécurité publique, rendent cette mesure nécessaire. Ce mandat spécifiera les circonstances nouvelles, graves et intéressant la sécurité publique, sur lesquelles l'arrestation est motivée.

Il devra être confirmé, dans les cinq jours de son exécution, par la chambre du conseil, en la forme prescrite par l'article 154.

ART. 183.

Dans les cas prévus aux articles 154, 155, 157, 180 et 182 § 2, la mise en liberté provisoire pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Le cautionnement garantit la représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution de la peine corporelle, aussitôt qu'il en sera requis.

stelling, van de beteekening van het arrest van verwijzing af; tot dezelfde kamer, van de voorziening in cassatie af tot het arrest toe.

ART. 181.

Het verzoekschrift wordt ingediend ter griffie van het gerecht dat uitspraak moet doen en aldaar ingeschreven in het register waarvan artikel 154 melding maakt.

Daarover wordt in raadkamer uitspraak gedaan binnen vijf dagen na de indiening, het openbaar ministerie en den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

De verdediger wordt, door de zorg van den griffier, op de in artikel 154 aangeduide wijze gewaarschuwd.

ART. 182.

De rechter van instructie kan, in elken stand der zaak, ondanks de invrijheidstelling van den aangeklaagde, een nieuw bevel tot aanhouding uitvaardigen wanneer deze maatregel noodzakelijk wordt gemaakt door nieuwe ernstige omstandigheden, die van belang zijn voor de openbare veiligheid. Dit bevel zet de nieuwe ernstige en voor de openbare veiligheid belangrijke omstandigheden uiteen waarop de aanhouding gegrond is.

Binnen vijf dagen na zijne ten uitvoerbrenging, moet het door de raadkamer worden bevestigd op de wijze voorgeschreven bij artikel 154.

ART. 183.

In de gevallen voorzien bij de artikelen 154, 155, 157, 180 en 182 § 2, kan de voorloopige invrijheidstelling afhankelijk worden gemaakt van de verplichting eene waarborgsom te storten.

De waarborgsom strekt tot zekerheid, dat de aangeklaagde bij alle verrichtingen der rechtspleging alsmede bij de tenuitvoerbrenging der lichamelijke straf zal verschijnen zoodra hij daartoe wordt opgeroepen.

ART. 184.

Le cautionnement sera fourni en espèces ou en titres de la Dette nationale belge, soit par l'inculpé, soit par un tiers, et le montant en sera déterminé par la juridiction saisie au moment de la demande.

Il sera versé à la caisse des dépôts et consignations, et le ministère public, sur le vu du récépissé, fera exécuter l'ordonnance ou l'arrêt de mise en liberté.

ART. 185.

Préalablement à la mise en liberté, avec ou sans cautionnement, le détenu devra, par acte reçu au greffe ou par déclaration signée, remise au directeur de la prison, élire domicile, s'il est inculpé, dans le lieu où siège le juge d'instruction; s'il est prévenu ou accusé, dans celui où siège la juridiction saisie du fond de l'affaire.

ART. 186.

Le cautionnement sera restitué, si l'inculpé s'est présenté à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

Si la condamnation est conditionnelle, il suffira que l'inculpé se soit présenté à tous les actes de la procédure.

Il sera également restitué si, dans le cours de la procédure, les juges compétents aux termes de l'article 180 pour ordonner la mise en liberté provisoire, estiment que la restitution peut avoir lieu sans inconvénient.

En cas de contestation, les demandes en restitution, dirigées contre l'agent de la caisse des consignations, seront déferées aux tribunaux civils.

ART. 184.

De waarborgsom wordt in geld of in titels van de Belgische Staatsschuld gestort, hetzij door den aangeklaagde, hetzij door een derde; het bedrag daarvan wordt bepaald door den rechter bij wien, op het oogenblik der aanvraag, de zaak aanhangig is.

Zij wordt in de consignatiekas gestort; op vertoon van het ontvangbewijs, doet het openbaar ministerie het bevel of arrest tot invrijheidstelling uitvoeren.

ART. 185.

Vóór de invrijheidstelling, met of zonder borgtocht, moet de in verzekerde bewaring gehoudene, bij akte ter griffie gedaan of bij schriftelijke verklaring aan den bestuurder der gevangenissen ter hand gesteld, woonplaats kiezen, zoo hij is aangeklaagd, in de plaats waar de rechter van instructie zitting heeft; zoo hij is betichte of beschuldigde, in die waar de rechter zitting houdt, bij wien de hoofdzaak aanhangig is.

ART. 186.

De waarborgsom wordt teruggegeven, zoo de aangeklaagde bij alle verrichtingen der rechtspleging en voor de tenuitvoerlegging van het vonnis is verschenen.

Betreft het eene voorwaardelijke veroordeeling, dan is het voldoende dat de aangeklaagde is verschenen bij alle verrichtingen der rechtspleging.

Zij wordt insgelijks teruggegeven, indien, gedurende de rechtspleging, de rechters die, naar luid van artikel 180, bevoegd zijn de voorloopige invrijheidstelling te bevelen, van oordeel zijn dat de teruggaaf zonder bezwaar kan geschieden.

In geval van betwisting, worden de tegen den agent der consignatiekas gerichte aanvragen om teruggaaf bij de burgerlijke rechtbanken aanhangig gemaakt.

ART. 187.

Le cautionnement sera attribué à l'État, dès que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, sera constitué en défaut de se présenter à un acte quelconque de la procédure ou pour l'exécution du jugement prononçant une peine corporelle.

Néanmoins, en cas de renvoi des poursuites, d'acquiescement, d'absolution ou de condamnation conditionnelle, le jugement ou l'arrêt en ordonnera la restitution, sauf prélèvement des frais extraordinaires auxquels le défaut de se présenter aura pu donner lieu.

ART. 188.

Le défaut par l'inculpé de s'être présenté à un acte de la procédure sera constaté par le jugement ou l'arrêt de condamnation, lequel déclarera, en même temps, que le cautionnement est acquis à l'État.

ART. 189.

Le défaut par l'inculpé de se présenter pour l'exécution d'un jugement correctionnel qui prononce une peine corporelle, sera constaté, sur les réquisitions du ministère public, par le tribunal qui a rendu le jugement.

Si la condamnation émane d'une cour d'appel ou d'une cour d'assises, le défaut sera constaté par le tribunal correctionnel du lieu où l'instruction préparatoire a été faite.

Dans tous les cas, le jugement déclarera que le cautionnement est acquis à l'État.

ART. 190.

Les actes auxquels le cautionnement donnera lieu seront enregistrés et visés pour timbre en débet.

Les droits ne seront dus que pour autant qu'il aura été prononcé une condamnation définitive.

ART. 187.

De waarborgsom wordt den Staat toegekend zoodra de aangeklaagde, zonder wettige reden van verschooning, in gebreke wordt bevonden te verschijnen bij eenige verrichting van de rechtspleging of voor de uitvoering van het vonnis dat eene lichamelijke straf uitspreekt.

Evenwel wordt, in geval van ontslag van vervolging, vrijspraak, vrijverklaring wegens niet-schuldigheid of voorwaardelijke veroordeeling, door het vonnis of het arrest de teruggaaf daarvan bevolen, behoudens korting ter zake van de buitengewone kosten waartoe het niet-verschijnen aanleiding gaf.

ART. 188.

Het niet-verschijnen van den aangeklaagde bij eene verrichting der rechtspleging wordt vastgesteld door het vonnis of het arrest van veroordeeling, hetwelk terzeldertijd verklaart dat de waarborgsom aan den Staat is vervallen.

ART. 189.

Is de aangeklaagde in gebreke zich aan te bieden voor de tenuitvoerlegging van een correctioneel vonnis dat eene lichamelijke straf uitsprak, dan wordt dit, op vordering van het openbaar ministerie, vastgesteld door de rechtbank die het vonnis heeft gewezen.

Gaat de veroordeeling uit van een hof van beroep of van een assisenhof, dan wordt het niet-verschijnen vastgesteld door de correctionele rechtbank van de plaats waar het voorloopig onderzoek is gedaan.

In elk geval, verklaart het vonnis dat de waarborgsom aan den Staat is vervallen.

ART. 190.

De akten, waartoe de borgtocht aanleiding geeft, worden geregistreerd en in debet voor zegel gevisceerd.

De rechten zijn alleen verschuldigd voor zooveel er eene onherroepelijke veroordeeling wordt uitgesproken.

ART. 191.

Si, après avoir obtenu sa liberté provisoire, l'inculpé cité ou ajourné ne comparait pas, le juge d'instruction, le tribunal ou la Cour, selon les cas, pourront décerner contre lui un mandat d'arrêt ou une ordonnance de prise de corps.

Le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction devra être confirmé, dans les cinq jours de son exécution, par la chambre du conseil, en la forme prescrite par l'article 154.

*Dispositions communes aux chapitres
V et VI.*

ART. 192.

L'inculpé et le ministère public pourront appeler, à la chambre des mises en accusation, des ordonnances de la chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les articles 154, 155, 182, 183, 191 § 2, et de la décision rendue par le tribunal correctionnel en conformité de l'article 180.

ART. 193.

L'appel devra être interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le ministère public, à compter du jour de la décision, et contre l'inculpé à compter du jour où la décision lui aura été signifiée.

Cette signification sera faite dans les vingt-quatre heures.

L'exploit contiendra avertissement à l'inculpé du droit qui lui est accordé d'interjeter appel et du terme dans lequel ce droit est circonscrit.

La déclaration d'appel sera faite au greffe du tribunal de première instance et consignée au registre des appels en manière correctionnelle.

ART. 191.

Indien de aangeklaagde, na zijne voorloopige invrijheidstelling te hebben verkregen, gedagvaard of opgeroepen zijnde niet verschijnt, kunnen de rechter van instructie, de rechtbank of het Hof, naarmate van het geval, tegen hem een bevel tot aanhouding of een bevel tot inhechtenisneming uitvaardigen.

Het door den rechter van instructie verleende bevel tot aanhouding moet, binnen vijf dagen na zijne tenuitvoerlegging, door de raadkamer worden bekrachtigd op de wijze als bij artikel 154 is voorgeschreven.

*Bepalingen aan hoofdstukken
V en VI gemeen.*

ART. 192.

De aangeklaagde en het openbaar ministerie kunnen bij de kamer van inbeschuldigingstelling in beroep komen van de bevelschriften door de Raadkamer verleend in de gevallen voorzien bij de artikelen 154, 155, 182, 183, 191 § 2, alsmede van de beslissing door de correctioneel rechtbank verleend naar luid van artikel 180.

ART. 193.

Het beroep moet worden aangeteekend binnen een termijn van vier en twintig uren, loopende tegen het openbaar ministerie te rekenen van den dag waarop de beslissing is gegeven, en tegen den aangeklaagde te rekenen van den dag waarop de beslissing hem is beteekend.

Deze beteekening geschiedt binnen vier en twintig uren.

Het exploit herinnert aan den aangeklaagde het hem toekomende recht hooger beroep aan te teekenen alsmede aan den termijn binnen welken dat recht is beperkt.

De aantekening van hooger beroep wordt gedaan ter griffie der rechtbank van eersten aanleg en ingeschreven in het register voor hooger beroep in correctioneel zaken.

Les pièces seront transmises par le procureur du Roi au procureur général.

La chambre des mises en accusation statuera, toutes affaires cessantes, le ministère public et l'inculpé ou son conseil entendus.

L'avis au conseil de l'inculpé sera donné par les soins du greffier de la cour, suivant le mode indiqué à l'article 154.

Jusqu'à la décision sur l'appel, les choses resteront en état.

La chambre des mises en accusation ne pourra réformer qu'à l'unanimité de ses membres une décision favorable à l'inculpé.

TITRE III.

De la procédure devant les juridictions d'instruction.

CHAPITRE PREMIER.

Attributions de la chambre du conseil.

ART. 194.

Aussitôt que l'instruction sera complète, le juge transmettra au procureur du Roi les pièces de la procédure, accompagnée d'un inventaire signé par le greffier.

Le procureur du Roi devra retourner les pièces au juge d'instruction, avec ses réquisitions écrites, dans le plus bref délai.

ART. 195.

Le juge d'instruction rendra compte de l'affaire à la chambre du conseil, le plus tôt possible.

ART. 196.

A moins qu'ils n'y aient formellement renoncé au cours de l'instruction, l'inculpé

De stukken worden door den procureur des Konings overgemaakt aan den procureur-generaal.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak, vóór alle andere zaken, het openbaar ministerie, den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

Het bericht wordt den raadsman van den aangeklaagde gegeven door tussehenkomst van den griffier van het hof, op de wijze in artikel 154 aangeduid.

Totdat over het beroep is beslist, wordt de zaak gelaten zooals zij is.

Slechts bij eenparigheid harer leden kan de kamer van inbeschuldigingstelling eene voor den aangeklaagde gunstige beslissing veranderen.

TITEL III.

Van de rechtspleging voor de rechts-machten van onderzoek.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bevoegdheden van de raadkamer.

ART. 194.

Zoodra het onderzoek volledig is, doet de rechter van instructie de stukken van het geding, met een door den griffier onteekenden inventaris, aan den procureur des Konings geworden.

De procureur des Konings moet de stukken aan den rechter van instructie, met zijne schriftelijke vorderingen binnen den kortst mogelijken tijd terugzenden.

ART. 195.

De rechter van instructie doet, zoo spoedig mogelijk, verslag van de zaak aan de raadkamer.

ART. 196.

Zoo zij daarvan niet in den loop van het onderzoek uitdrukkelijk afstand hebben

et la partie civile seront informés, trois jours au moins à l'avance, à la diligence du greffier et par lettres recommandées adressées au domicile élu par la partie civile et à la résidence indiquée par l'inculpé lors de son dernier interrogatoire, du jour et du lieu où le juge d'instruction fera son rapport.

Ils pourront adresser à la chambre du conseil tel mémoire qu'ils jugeront convenable.

ART. 197.

Les pièces de la procédure seront déposées au greffe, avec les réquisitions écrites du procureur du Roi, trois jours au moins avant la présentation du rapport.

L'inculpé, la partie civile et leurs conseils pourront en prendre connaissance sans déplacement.

ART. 198.

La chambre du conseil sera composée de trois juges, y compris le juge d'instruction.

Elle siège à huis clos.

Le procureur du Roi et le greffier n'assistent ni au rapport ni aux délibérations.

ART. 199.

Le juge d'instruction ne prendra jamais part au jugement des affaires qu'il aura instruites.

Dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, les juges qui ont voté sur le renvoi d'une affaire ne peuvent en connaître pour le jugement.

ART. 200.

La chambre du conseil se réunira sur la convocation de son président et sur la demande du juge d'instruction, toutes les

gedaan, wordt aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij, ten minste drie dagen te voren, door de zorg van den griffier en bij aangeteekende brieven, gezonden ter woonplaats door de burgerlijke partij gekozen en ter verblijfplaats door den aangeklaagde bij zijne laatste ondervraging aangewezen, kennis gegeven van den dag waarop en de plaats waar de rechter van instructie zijn verslag zal uitbrengen.

Zij kunnen zulke memorie als ze gepast achten, bij de raadkamer indienen.

ART. 197.

De stukken van het geding worden, met de schriftelijke vorderingen van den procureur des Konings, ten minste drie dagen vóór het aanbieden van het verslag, ter griffie neergelegd.

De aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden kunnen er kennis van nemen zonder ze te verplaatsen.

ART. 198.

De raadkamer is samengesteld uit drie rechters, de rechter van instructie daaronder begrepen.

Zij houdt zitting met gesloten deuren.

De procureur des Konings en de griffier zijn noch bij het verslag noch bij de beraadslagingen tegenwoordig.

ART. 199.

De rechter van instructie neemt nooit deel aan de behandeling van de zaken die hij heeft onderzocht.

Bij de uit verscheidene kamers samengestelde rechtbanken mogen de rechters, die over de verwijzing eener zaak stemden, daarvan niet kennis nemen voor het vonnis.

ART. 200.

De raadkamer vergadert wanneer haar voorzitter ze bijeenroept en op verzoek van den rechter van instructie, zoo dikwijls als

fois qu'il sera nécessaire, pour entendre le rapport de ce magistrat et pour l'examen des pièces de la procédure.

Art. 201.

Si l'action publique n'est pas recevable,

Si le fait n'est prévu par aucune loi pénale,

Ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé,

La chambre du conseil déclarera qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, annulera le mandat d'arrêt et ordonnera la mise en liberté de l'inculpé, s'il est détenu, et s'il n'est pas détenu, le greffier l'avertira immédiatement, par lettre recommandée, de l'ordonnance rendue en sa faveur.

Il en sera de même lorsque la chambre du conseil estimera que l'inculpé, âgé de moins de seize ans accomplis ou sourd-muet, a agi sans discernement et ne doit pas être mis à la disposition du Gouvernement.

Art. 202.

Si le fait est une contravention, ou un délit dont la connaissance appartient au tribunal de police, et si les charges sont suffisantes, elle renverra l'inculpé au tribunal de police qu'elle désignera, et ordonnera sa mise en liberté s'il est détenu.

Art. 203.

Si le fait constitue un délit et s'il existe des charges suffisantes, elle renverra l'inculpé devant le tribunal correctionnel et ordonnera sa mise en liberté s'il est détenu.

Néanmoins, s'il existe encore des motifs légaux d'arrestation pouvant justifier la déli-

dit mocht noodig zijn om het verslag van dezen magistraat te hooren en de stukken van het geding te onderzoeken.

Art. 201.

Is de openbare rechtsvordering niet ontvankelijk,

Is het feit niet door eenige strafwet voorzien,

Of bestaan er geene genoegzame bezwaren tegen den aangeklaagde,

Dan verklaart de raadkamer dat er geen grond is voor vervolging, doet het bevel tot aanhouding te niet en beveelt de invrijheidstelling van den aangeklaagde, zoo deze in verzekerde bewaring is gesteld; is hij niet in verzekerde bewaring gesteld, dan geeft de griffier hem onmiddellijk, bij aangeteekenden brief, kennis van het ten zijnen voordeele uitgebracht bevel.

Hetzelfde geldt wanneer de raadkamer van gevoelen is dat de aangeklaagde, die den ouderdom van zestien jaar nog niet heeft bereikt of doofstom is, zonder oordeel des onderscheids heeft gehandeld en niet ter beschikking van de Regeering dient te worden gesteld.

Art. 202.

Maakt het feit eene overtreding uit of een wanbedrijf waarvan de politie-rechter behoort kennis te nemen en zijn de bezwaren voldoende, dan verwijst zij den aangeklaagde naar de politierechtbank, welke zij aanduidt, en beveelt zijne invrijheidstelling zoo hij in verzekerde bewaring is gesteld.

Art. 203.

Maakt het feit een wanbedrijf uit en bestaan er genoegzame bezwaren, dan verwijst zij den aangeklaagde naar de correctionele rechtbank en beveelt zijne onmiddellijke invrijheidstelling zoo hij in verzekerde bewaring is gesteld.

Bestaan er echter alsnog wettelijke redenen tot aanhouding, dit het uitvaardigen van een

vance d'un mandat d'arrêt, la chambre pourra maintenir le prévenu en état de détention, en spécifiant les motifs sur lesquels cette décision est fondée.

ART. 204.

Dans le cas de renvoi, soit au tribunal de police, soit au tribunal correctionnel, le procureur du Roi, après avoir coté et paraphé les pièces, les renverra, dans les trois jours au plus tard, au greffe du tribunal qui doit connaître de la prévention.

ART. 205.

Si le fait constitue un crime et s'il existe des charges suffisantes contre l'inculpé, la chambre du conseil ordonnera que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit et un état des pièces servant à conviction, ainsi que les mémoires produits par les parties, soient transmis, sans délai, par le procureur du Roi au procureur général, pour être procédé ainsi qu'il est dit au chapitre suivant.

ART. 206.

Dans le cas de l'article précédent, le mandat d'arrêt décerné contre l'inculpé conservera sa force exécutoire jusqu'à ce qu'il ait été statué par la chambre des mises en accusation.

ART. 207.

La chambre du conseil pourra, avant de statuer, exiger que le juge d'instruction procède à un supplément d'instruction sur les points qu'elle indiquera.

Cette instruction supplémentaire terminée, il sera procédé conformément aux articles 194 et suivants.

nieuw bevel kunnen rechtvaardigen, dan kan de kamer den aangeklaagde in verzekerde bewaring houden, mits zij de redenen, waarop deze beslissing is gegrond, nauwkeurig opgeeft.

ART. 204.

In geval van verwijzing hetzij naar de politierechtbank, hetzij naar de correctioneel rechtbank, worden de stukken door den procureur des Konings, nadat hij ze heeft genummerd en gewaarmerkt, uiterlijk binnen drie dagen teruggezonden aan de griffie der rechtbank die kennis van de betichting moet nemen.

ART. 205.

Maakt het feit eene misdaad uit en bestaan er genoegzame bezwaren tegen den aangeklaagde, dan beveelt de raadkamer dat de stukken van het onderzoek, het proces-verbaal houdende vaststelling van het *corpus delicti* en eene lijst van de stukken van overtuiging, benevens de memoriën door partijen ingediend, zonder verwijl door den procureur des Konings worden toegezonden aan den procureur-generaal opdat er worde gehandeld zooals het volgende hoofdstuk zegt.

ART. 206.

In het bij het vorig artikel voorziene geval, kan het tegen den aangeklaagde uitgevaardigde bevel tot aanhouding zijn kracht behouden totdat de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak heeft gedaan.

ART. 207.

Alvorens uitspraak te doen, kan de raadkamer eischen dat de rechter van instructie overga tot een aanvullend onderzoek nopens de door haar opgegeven punten.

Is dit aanvullend onderzoek geëindigd, dan wordt er gehandeld overeenkomstig de artikelen 194 en volgende.

ART. 208.

La chambre du conseil statuera par une seule ordonnance sur les crimes et les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps devant elle, et ordonnera, s'il y a lieu, le renvoi de toute la procédure au procureur général, comme il est dit à l'article 203.

Si l'instruction comprend des contraventions connexes à un délit, elle prononcera, pour le tout, le renvoi au tribunal correctionnel.

ART. 209.

Les ordonnances de la chambre du conseil seront rendues en présence du procureur du Roi.

Elles contiendront les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession du prévenu, la qualification du fait avec les circonstances aggravantes légales et la déclaration qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes.

Elles seront datées et signées, séance tenante, par les juges et le greffier et seront signifiées à l'inculpé, dans les cas des articles 203 et 205, et à la partie civile, dans ceux de l'article 201.

ART. 210.

Le procureur du Roi pourra interjeter appel des ordonnances de la chambre du conseil, pour incompétence et dans les cas prévus aux articles 201, 202, 203.

L'inculpé pourra interjeter appel pour incompétence et dans le cas prévu à l'article 203.

La partie civile pourra interjeter appel pour incompétence et dans les cas prévus à l'article 201.

ART. 208.

De raadkamer doet bij één en zelfde bevel uitspraak over de samenhangende misdaden en wanbedrijven waarvan de stukken haar terzelfdertijd zijn voorgelegd en beveelt, zoo er grond voor is, dat de geheele rechtsvordering wordt verwezen naar den procureur-generaal, zooals is gezegd in artikel 203.

Omvat het onderzoek overtredingen die nauw samenhangen met een wanbedrijf, dan verwijst zij de geheele zaak naar de correctionele rechtbank.

ART. 209.

De bevelschriften van de raadkamer worden uitgevaardigd in tegenwoordigheid van den procureur des Konings.

Zij behelzen den naam, de voornamen, den ouderdom, de geboorteplaats, de woonplaats en het beroep van den betichte, de strafrechterlijke benaming van het feit, met de wettelijke verzwarende omstandigheden, en de verklaring dat er al dan niet genoegzame bezwaren bestaan.

Zij worden staande de zitting gedagtekend en ondertekend door de rechters en den griffier en worden beteekend : aan den aangeklaagde, in de gevallen voorzien bij de artikelen 203 en 205, en aan de burgerlijke partij in die voorzien bij artikel 201.

ART. 210.

De procureur des Konings kan in hooger beroep komen van de bevelschriften door de raadkamer uitgevaardigd wegens onbevoegdheid alsmede in de gevallen voorzien bij de artikelen 201, 202, 203.

De aangeklaagde kan in hooger beroep komen wegens onbevoegdheid alsmede in het geval voorzien bij artikel 203.

De burgerlijke partij kan in hooger beroep komen wegens onbevoegdheid alsmede in de gevallen voorzien bij artikel 201.

ART. 211.

L'appel devra être interjeté au greffe du tribunal de première instance dans un délai de vingt-quatre heures qui courra, contre le procureur du Roi, à compter du jour de l'ordonnance; contre le prévenu et contre la partie à civile, compter du jour de la signification de cette ordonnance.

Il sera porté devant la chambre des mises en accusation qui statuera, toutes affaires cessantes.

Les pièces seront transmises ainsi qu'il est dit à l'article 203.

Le prévenu gardera prison jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel, et, dans tous les cas, jusqu'à l'expiration du délai d'appel.

Toutefois l'appel de la partie civile ne peut arrêter l'exécution d'une ordonnance de mise en liberté.

CHAPITRE II.

Attributions de la Chambre des mises en accusation.

ART. 212.

Le procureur général est tenu de remettre la procédure, avec ses réquisitions motivées, au président de la chambre des mises en accusation dans les dix jours, au plus tard, de la réception des pièces qui lui ont été transmises en exécution des articles 203 et 211.

ART. 213.

Le président de la chambre des mises en accusation désignera aussitôt un conseiller qui devra présenter son rapport à l'audience dans les cinq jours, à moins que pour des motifs graves ce délai ne soit prolongé par le président.

ART. 211.

Hooger beroep moet worden aangeteekend ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg binnen een termijn van vier en twintig uren die loopt : tegen den procureur des Konings, te rekenen van den dag waarop het bevel is verleend, tegen den aangeklaagde en tegen de burgerlijke partij te rekenen van den dag waarop dat bevel is beteekend.

Het wordt gebracht voor de kamer van inbeschuldigingstelling die, vóór alle andere zaken, uitspraak doet.

De stukken worden overgemaakt zooals is gezegd in artikel 203.

De beschuldigde moet in de gevangenis blijven totdat er over het hooger beroep uitspraak is gedaan, en, in elk geval, totdat de termijn voor hooger beroep is verstreken.

Het door de burgerlijke partij aangeteekende hooger beroep kan echter de tenuitvoerlegging van een bevel tot invrijheidstelling niet tegenhouden.

HOOFDSTUK II.

Bevoegdheden der Kamer van inbeschuldigingstelling.

ART. 212.

De procureur-generaal is gehouden de stukken van het geding met zijne met redenen omkleede vorderingen aan den voorzitter der kamer van inbeschuldigingstelling ter hand te stellen uiterlijk binnen tien dagen na ontvangst van de hem, ter uitvoering van de artikelen 203 en 211, toegezonden stukken.

ART. 213.

De voorzitter der kamer van inbeschuldigingstelling wijst onmiddellijk een raadsheer aan, die, binnen vijf dagen, zijn verslag ter terechtzitting moet uitbrengen, tenzij deze termijn door den voorzitter om ernstige redenen wordt verlengd.

ART. 214.

Lorsque la chambre des mises en accusation est saisie par une ordonnance rendue conformément à l'article 203 ou par un appel du procureur du Roi ou de la partie civile fondé sur ce que le fait constitue un crime, si le prévenu n'a pas fait connaître son défenseur ainsi qu'il est dit à l'article 151, le président lui en désignera un au moment où il commet le conseiller rapporteur.

Cette désignation, faite à peine de nullité de tout ce qui suit, sera comme non avenue si l'accusé choisit un conseil.

ART. 215.

L'inculpé, la partie civile et leurs conseils pourront prendre communication des pièces sans déplacement; ils auront le droit d'adresser à la chambre des mises en accusation tel mémoire qu'ils jugeront convenable. Le greffier les avertira du jour de l'audience, trois jours au moins d'avance, par lettre recommandée.

ART. 216.

Une section de la cour d'appel, spécialement désignée à cet effet comme chambre des mises en accusation, sera tenue de se réunir sur la convocation de son président ou à la demande du procureur général, toutes les fois qu'il sera nécessaire, pour statuer sur les requisitions de ce magistrat.

ART. 217.

Les conseillers qui ont connu de l'affaire dans la chambre des mises en accusation, ne pourront en connaître pour le jugement.

ART. 214.

Wanneer de zaak bij de kamer van inbeschuldigingstelling aanhangig is gemaakt door een bevel verleend overeenkomstig artikel 203 of ten gevolge van hooger beroep, door den procureur des Konings of de burgerlijke partij aangetekend op grond dat het feit eene misdaad uitmaakt, wijst de voorzitter, zoo de beschuldigde zijnen verdediger niet heeft doen kennen zooals is gezegd in artikel 151, er hem eenen aan op 't oogenblik dat hij den raadsheer-verslaggever aanstelt.

Deze aanwijzing, gedaan op straffe van nietigheid van al hetgeen volgt, wordt als ongedaan beschouwd zoo de beschuldigde eenen raadsman kiest.

ART. 215.

De aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden mogen kennis nemen van de stukken zonder deze te verplaatsen; zij hebben het recht tot de kamer van inbeschuldigingstelling zoodanige memorie te richten als zij gepast achten. De griffier geeft hun, ten minste drie dagen te voren, bij aangeteekenden brief, kennis van den dag der terechtzitting.

ART. 216.

Eene afdeeling van het hof van beroep, daartoe bijzonderlijk als kamer van inbeschuldigingstelling aangewezen, is gehouden te vergaderen wanneer haar voorzitter ze bijeenroept of op verzoek van den procureur-generaal, zoo dikwijls als dit noodig mocht zijn om uitspraak te doen over de vorderingen van dezen magistraat.

ART. 217.

De raadsheeren die van de zaak kennis hebben genomen in de kamer van inbeschuldigingstelling, mogen daarvan geen kennis nemen voor het vonnis.

ART. 218.

La chambre des mises en accusation siège à huis clos.

Dans le cas de l'article 214 le procureur général, de même que l'inculpé, la partie civile et leurs conseils ont le droit d'y assister et de présenter, après le rapport, des observations sommaires.

Dans les autres cas, le procureur général, au jour fixé pour l'audience, donne lecture de ses réquisitions motivées, les dépose sur le bureau revêtues de sa signature et se retire ensuite ainsi que le greffier, à peine de nullité; puis le conseiller rapporteur, après avoir déposé sur le bureau les pièces de la procédure et les mémoires, que l'inculpé et la partie civile ont fournis, rend compte de l'affaire.

La cour statue toujours dans le plus bref délai possible.

ART. 219.

Lorsque, sur l'appel du procureur du Roi, ou de l'une des parties, la cour est unanimement d'avis de renvoyer un inculpé devant la cour d'assises, elle remet l'affaire, désigne à cet inculpé un défenseur, et fixe une nouvelle audience à laquelle les parties sont appelées et où il est ensuite procédé comme dans le cas de l'article 214.

ART. 220.

La cour pourra ordonner des informations nouvelles et l'apport des pièces servant à conviction, le tout dans le plus bref délai possible.

Si elle ordonne des informations nouvelles, elle peut y faire procéder par un de ses membres ou déléguer à cette fin un juge du tribunal de première instance, qui transmettra directement les pièces au procureur général.

Le procureur général fera ses réquisitions conformément à l'article 234.

ART. 218.

De kamer van inbeschuldigingstelling houdt zitting met gesloten deuren.

In het geval voorzien bij artikel 214 hebben de procureur-generaal, evenals de aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden het recht er bij tegenwoordig te zijn en, na het verslag, beknopte opmerkingen te maken.

In de andere gevallen, leest de procureur-generaal, ten dage voor de zitting bepaald, zijne met redenen omkleede vorderingen voor, legt ze, voorzien van zijne handteekening, op het bureel neer en verwijderd zich dan met den griffier, op straffe van nietigheid; vervolgens brengt de raadsheer-verslaggever, na de stukken der rechtspleging en de door den aangeklaagde en de burgerlijke partij ingediende memoriën op het bureel te hebben neergelegd, verslag uit over de zaak.

Het hof doet altijd uitspraak binnen den kortst mogelijken tijd.

ART. 219.

Wanneer, op het hooger beroep van den procureur des Konings of van een der partijen, het hof eenparig van meening is dat de aangeklaagde moet worden verwezen naar het assisenhof, stelt het de zaak uit, wijst dien aangeklaagde eenen verdediger aan en bepaalt een dag voor eene nieuwe zitting, waartoe partijen worden opgeroepen en waar vervolgens wordt gehandeld zooals in de gevallen voorzien bij artikel 214.

ART. 220.

Het hof kan bevelen dat een nieuw onderzoek wordt gedaan en de stukken van overtuiging neergelegd worden binnen den kortst mogelijken tijd.

Beveelt het, dat er een nieuw onderzoek wordt gedaan, dan kan het daartoe doen overgaan door een zijner leden of het opdragen aan een rechter der rechtbank van eersten aanleg, die de stukken rechtstreeks doet geworden aan den procureur-generaal.

De procureur-generaal doet zijne vorderingen overeenkomstig artikel 234.

Art. 221.

La cour statuera par un seul arrêt sur les crimes ou délits connexes dont les pièces se trouveront produites en même temps devant elle.

Elle pourra renvoyer à la même cour d'assises ou au même tribunal correctionnel les affaires connexes, quand même elles ont été instruites dans différents tribunaux de son ressort.

Art. 222.

Lorsque, à raison de la connexité, la cour renverra devant les assises les auteurs d'un crime et les auteurs d'un délit, elle décernera contre les uns et les autres une ordonnance de prise de corps, comme il est dit aux articles 227 et suivans.

Art. 223.

Si l'action publique n'est pas recevable,

Si le fait n'est prévu par aucune loi pénale,

Ou si les charges ne sont pas suffisantes,

La cour déclarera qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, et ordonnera la mise en liberté du prévenu, ce qui sera exécuté sur le champ, s'il n'est retenu pour autre cause.

Il en sera de même lorsque la cour estimera que l'inculpé, âgé de moins de seize ans accomplis ou sourd-muet, a agi sans discernement et ne doit pas être mis à la disposition du Gouvernement.

Dans les mêmes cas, si la cour a été saisie par l'appel du procureur du Roi ou de la partie civile contre une ordonnance de non-lieu rendue par la chambre du conseil, elle confirmera cette ordonnance et ordonnera, le cas échéant, la mise en liberté du prévenu, ce qui sera exécuté comme il est dit au paragraphe précédent.

Art. 221.

Het hof doet bij één en hetzelfde arrest uitspraak over de samenhangende misdaden of wanbedrijven waarvan de stukken hem ter zelfder tijd zijn voorgelegd.

Het kan de samenhangende zaken naar hetzelfde assisenhof of naar dezelfde correctioneele rechtbank verwijzen, zelfs wanneer zij bij verschillende rechtbanken van zijn gebied zijn onderzocht.

Art. 222.

Wanneer, wegens samenhang, het hof de daders van eene misdaad en de daders van een wanbedrijf naar de assisen verwijst, vaardigt het tegen de eenen en tegen de anderen een bevel tot inhechtenisneming uit, zooals wordt gezegd in de artikelen 227 en volgende.

Art. 223.

Is de openbare rechtsvordering niet ontvankelijk,

Is het feit niet door eenige strafwet voorzien,

Of bestaan er geene genoegzame bezwaren,

Dan verklaart het hof dat er geen grond is voor vervolging en beveelt dat de beschuldigde in vrijheid zal worden gesteld, hetgeen onmiddellijk geschiedt indien hij niet om eene andere reden gevangen wordt gehouden.

Hetzelfde geldt, wanneer het hof van gevoelen is, dat de aangeklaagde, die den ouderdom van zestien jaar nog niet heeft bereikt of doofstom is, zonder oordeel des onderscheids heeft gehandeld en niet ter beschikking van de Regeering dient te worden gesteld.

In dezelfde gevallen zal het hof, zoo de zaak bij het hof aanhangig werd gemaakt door hooger beroep van den procureur des Konings of van de burgerlijke partij tegen een bevel tot niet-vervolging uitgaande van de raadkamer, dit bevel bekrachtigen en, zoo er grond voor is, de invrijheidstelling van den beschuldigde bevelen, welke wordt ten uitvoer gelegd zooals is gezegd in de vorige paragraaf.

Si le prévenu n'est pas détenu, le greffier l'avertira immédiatement, par lettre recommandée, de l'arrêt rendu en sa faveur.

ART. 224.

Si le fait constitue un délit ou une contravention, et si les charges sont suffisantes, la cour renverra le prévenu devant le tribunal compétent, et ordonnera sa mise en liberté, s'il est détenu.

Néanmoins, s'il s'agit d'un délit et s'il existe encore des motifs légaux d'arrestation pouvant justifier la délivrance d'un mandat d'arrêt, la cour pourra, en spécifiant les motifs sur lesquels cette décision est fondée, maintenir le prévenu en état de détention.

ART. 225.

Si la chambre du conseil a rendu une ordonnance de non-lieu, la chambre des mises en accusation ne pourra renvoyer le prévenu devant la cour d'assises, le tribunal correctionnel ou le tribunal de police, qu'à l'unanimité de ses membres.

ART. 226.

Si le fait est qualifié crime par la loi, et si les charges sont suffisantes pour motiver la mise en accusation, la cour ordonnera le renvoi du prévenu devant la cour d'assises de la province dans laquelle l'instruction a été faite.

ART. 227.

Lorsque la cour prononce une mise en accusation, elle décernera contre l'accusé une ordonnance de prise de corps.

Elle pourra, toutefois, suspendre l'exécution de cette ordonnance et ordonner la

Is de beschuldigde niet in verzekerde bewaring gesteld, dan geeft de griffier hem onmiddellijk, bij aangeteekenden brief, kennis van het te zijnen voordeele gewezen arrest.

ART. 224.

Maakt het feit een wanbedrijf of eene overtreding uit en bestaan er genoegzame bezwaren, dan verwijst het hof den betichte naar de bevoegde rechtbank en beveelt zijne invrijheidstelling zoo hij in hechtenis is genomen.

Evenwel kan het hof, indien het een wanbedrijf geldt en er nog wettelijke redenen tot inhechtenisneming bestaan, die het verleen van een bevel tot aanhouding rechtvaardigen, mits het omstandig opgeeft de redenen waarop deze beslissing is gegrond, den betichte in staat van verzekerde bewaring houden.

ART. 225.

Is door de raadkamer een bevel tot niet-vervolgung verleend, dan kan de kamer van inbeschuldigingstelling den betichte alleen bij eenparigheid harer leden naar het assisenhof, de correctionele rechtbank of de politierechtbank verwijzen.

ART. 226.

Wordt het feit als misdad door de wet beschouwd en bestaan er genoegzame bezwaren om de inbeschuldigingstelling te rechtvaardigen, dan beveelt het hof dat de beschuldigde wordt verwezen naar het assisenhof van de provincie waar het onderzoek heeft plaats gehad.

ART. 227.

Spreekt het hof eene inbeschuldigingstelling uit, dan vaardigt het tegen den beschuldigde een bevel tot inhechtenisneming uit.

Echter kan het de tenuitvoerlegging van dit bevel schorsen en de voorloopige invrij-

mise en liberté provisoire de l'accusé, s'il est détenu.

L'ordonnance de prise de corps ne sera pas décernée si le fait n'est pas punissable d'un emprisonnement de trois mois.

ART. 228.

L'accusé non détenu devra se présenter pour être interrogé par le président des assises.

A cet effet, le procureur général, dans l'acte de signification de l'arrêt de renvoi, lui désignera les jour, lieu et heure fixés pour sa comparution devant le président et le requerra de s'y présenter pour être interrogé.

Faute d'obtempérer à cette réquisition, l'ordonnance de prise de corps recevra immédiatement son exécution, et l'accusé ne pourra plus se prévaloir du délai de cinq jours que la loi lui accorde pour se pourvoir en cassation contre l'arrêt de renvoi.

ART. 229.

L'ordonnance de prise de corps contiendra les nom, prénoms et, autant que possible, l'âge, le lieu de naissance, les domicile, profession et signalement de l'accusé, et, en outre, à peine de nullité, la qualification du fait avec les circonstances aggravantes légales.

Elle sera insérée dans l'arrêt de renvoi, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé.

ART. 230.

Les arrêts de la chambre des mises en accusation feront mention, à peine de nullité, des réquisitions du procureur gé-

heidstelling van den beschuldigde bevelen, zoo deze in verzekerde bewaring is gesteld.

Het bevel tot inhechtenisneming wordt niet verleend, indien het feit niet strafbaar is met gevangenisstraf van drie maanden.

ART. 228.

De niet in verzekerde bewaring gestelde beschuldigde moet verschijnen om door den voorzitter van het assisenhof te worden ondervraagd.

Te dien einde duidt de procureur-generaal hem in de akte van beteekening van het arrest tot verwijzing den dag, de plaats en het uur aan, die zijn bepaald voor zijne verschijning voor den voorzitter en vordert hem aldaar tegenwoordig te zijn om te worden ondervraagd.

Voldoet hij aan deze vordering niet, dan wordt het bevel tot inhechtenisneming onmiddellijk ten uitvoer gelegd en kan de beschuldigde den termijn van vijf dagen, hem door de wet verleend tot het aantekenen van cassatie tegen het arrest van verwijzing, niet meer inroepen.

ART. 229.

Het bevel tot inhechtenisneming behelst den naam, de voornamen en, zooveel mogelijk, den ouderdom, de geboorteplaats, de woonplaats, het beroep en het signalement van den beschuldigde, en, daarenboven, op straffe van nietigheid, de strafrechterlijke benaming van het feit, met de wettelijke verzwarende omstandigheden.

Het wordt opgenomen in het arrest van verwijzing, hetwelk het bevel zal inhouden den beschuldigde te brengen naar het huis van justitie gevestigd bij het hof naar hetwelk hij wordt verwezen.

ART. 230.

De arresten der kamer van inbeschuldigingstelling maken, op straffe van nietigheid, melding van de vorderingen van den

ral, des conclusions des parties dans les cas prévus aux articles 214 et 219, et du nom de chacun des magistrats qui auront pris part à la délibération.

Ils seront prononcés en présence du procureur général, datés et signés, séance tenante, par les conseillers et par le greffier.

Dans les cas prévus aux articles susvisés, les parties et leurs conseils auront le droit d'assister au prononcé.

ART. 231.

Tant que la chambre du conseil n'aura pas définitivement statué sur la prévention, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général ou d'office, ordonner des poursuites, se faire apporter des pièces, informer ou faire informer sur les crimes ou les délits et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

ART. 232.

Dans toutes les affaires dont elle est saisie et tant qu'elle n'aura pas statué sur la mise en accusation, la cour pourra également, sur la réquisition du procureur général ou d'office, informer ou faire informer sur les crimes ou les délits connexes qui ne sont pas compris dans les réquisitions du ministère public.

ART. 233.

Dans les cas prévus aux articles 231 et 232, un des membres de la cour, désigné par elle, fera les fonctions de juge instructeur.

Il décernera, suivant les circonstances, un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt.

En cas de nécessité, il pourra, pour les autres actes d'instruction, déléguer ses pouvoirs, comme il est dit au titre précédent.

Toute subdélégation est interdite.

procureur-generaal, van de vorderingen der partijen in de gevallen voorzien bij de artikelen 214 en 219 en van den naam van elken der magistraten die aan de beraadslaging hebben deel genomen.

Zij worden uitgesproken in tegenwoordigheid van den procureur-generaal, gedagteekend en, staande de zitting, onderteeekend door de raadsheeren en den griffier.

In de gevallen voorzien bij bovengenoemde artikelen, hebben partijen en hunne raadslieden het recht bij de uitspraak tegenwoordig te zijn.

ART. 231.

Zoolang de raadkamer geen einduitspraak over de betichting heeft gedaan, kan het hof, op eisch van den procureur-generaal of ambtshalve, vervolgingen bevelen, zich de stukken doen brengen, onderzoeken of doen onderzoeken omtrent de misdaden of wanbedrijven en vervolgens beslissen zooals het gepast voorkomt.

ART. 232.

In alle bij het hof aanhangig gemaakte zaken, kan het, zoolang het niet over de inbeschuldigingstelling uitspraak gedaan heeft, op eisch van den procureur-generaal of ambtshalve, eveneens onderzoeken of doen onderzoeken omtrent de samenhangende misdaden of wanbedrijven die niet zijn begrepen in de vorderingen van het openbaar ministerie.

ART. 233.

In de gevallen voorzien bij de artikelen 231 en 232 neemt een der leden van het hof, door het hof aangewezen, het ambt waar van rechter van instructie.

Volgens de omstandigheden, vaardigt hij een bevel tot medebrenging of een bevel tot aanhouding uit.

In geval van noodzakelijkheid, kan hij, voor de verdere verrichtingen van onderzoek, zijne bevoegdheden overdragen, zooals is gezegd in den vorigen titel.

Elke overdracht van bevoegdheid aan een derden persoon is verboden.

S'il s'élève un conflit entre le conseiller délégué et le procureur général, il y sera statué par la chambre des mises en accusation.

ART. 254.

Le conseiller instructeur communiquera les pièces au procureur général, quand l'instruction sera complète.

Le procureur général sera tenu de remettre la procédure, avec ses réquisitions motivées, au président de la chambre des mises en accusation, dans les dix jours au plus tard.

Le conseiller instructeur présentera son rapport à l'audience fixée conformément à l'article 215.

Si le fait est qualifié crime et si l'inculpé n'a pas fait connaître son défenseur ainsi qu'il est dit à l'article 151, le président lui en désignera un au moment de la réception de la procédure.

Cette désignation, faite à peine de nullité de tout ce qui suit, sera comme non avenue, si l'inculpé choisit un conseil.

Il sera, au surplus, procédé comme il est dit aux articles 215 et suivants.

Dispositions générales.

ART. 255.

Le prévenu, à l'égard duquel il a été rendu une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, à cause de l'insuffisance des charges, ne pourra plus être poursuivi à raison du même fait tel qu'il a été qualifié, à moins qu'il ne survienne des charges nouvelles.

ART. 256.

Dans ce cas, si l'ordonnance de non-lieu n'a pas été déferée à la cour, le procureur du Roi présentera à la chambre du conseil un rapport sur les charges nouvellement découvertes, et la chambre décidera s'il y a lieu de reprendre l'instruction.

Als er verschil van gevoelen onstaat tusschen den gemachtigden raadsheer en den procureur-generaal, wordt daarover uitspraak gedaan door de kamer van inbeschuldigingstelling.

ART. 254.

De raadsheer-onderzoeker deelt de stukken mede aan den procureur-generaal, wanneer het onderzoek volledig is.

De procureur-generaal is gehouden, uiterlijk binnen tien dagen, de stukken en zijne met redenen omkleede vorderingen aan den voorzitter der kamer van inbeschuldigingstelling ter hand te stellen.

De raadsheer-onderzoeker brengt zijn verslag uit ter terechtzitting, overeenkomstig artikel 215 bepaald.

Wordt het feit als misdad beschouwd en deed de aangeklaagde zijnen verdediger niet kennen zooals is gezegd in artikel 151, dan wijst de voorzitter er hem een aan bij het ontvangen van de stukken.

Deze aanwijzing, gedaan op straffe van nietigheid van al hetgeen volgt, wordt als ongedaan beschouwd indien de aangeklaagde een raadsman kiest.

Daarenboven wordt er gehandeld zooals is gezegd in de artikelen 215 en volgende.

Algemeene bepalingen.

ART. 255.

De betichte, te wiens aanzien er, wegens ontoereikendheid van de bezwaren, een bevel of een arrest tot niet-vervolging is verleend, kan niet meer worden vervolgd voor het op dezelfde wijze strafrechtelijk benaamd feit, tenzij nieuwe bezwaren mochten oprijzen.

ART. 256.

In dit geval, doet de procureur des Konings, zoo het bevel tot niet-vervolging niet aan het hof werd onderworpen, in de raadkamer verslag over de nieuw ontdekte bezwaren; de kamer beslist, of het onderzoek dient te worden hervat.

ART. 237.

S'il est intervenu un arrêt de non-lieu, à raison de l'insuffisance des charges, la chambre des mises en accusation, sur le rapport du procureur général, décidera si l'instruction doit être reprise et elle désignera un de ses membres pour y procéder comme il est dit aux articles 253 et 254.

ART. 238.

Dans tous les cas où la cour d'assises pourrait ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans tous les cas où il y aurait lieu d'appliquer les articles 72, 73 et 76 du Code pénal, la chambre du conseil pourra, à l'unanimité de ses membres et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal correctionnel.

Si l'inculpé est détenu, la chambre du conseil statuera sur sa mise en liberté conformément à l'article 203.

ART. 239.

Le tribunal correctionnel devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne l'âge, la surdi-mutité, l'excuse et les circonstances atténuantes.

Dans les cas prévus par les deux derniers paragraphes des articles 80 et 81 du Code pénal, la peine des travaux forcés, celle de la réclusion et celle de la détention, qu'il y ait ou non concours d'infractions, pourront être modifiées ou réduites au minimum fixé par ces paragraphes.

ART. 240.

Lorsque le fait imputé sera punissable de l'emprisonnement et de l'amende, ou de l'une de ces peines seulement, et que sur le réquisitoire du ministère public ou sur le rapport fait à la chambre du conseil, les juges seront unanimement d'avis qu'il y a

ART. 237.

Is, wegens ontoereikendheid van de bezwaren, een arrest tot niet-vervolgving verleend, dan beslist, op verslag van den procureur-generaal, de kamer van inbeschuldigingstelling of het onderzoek moet worden hervat; zij wijst een harer leden aan om daartoe over te gaan zooals is gezegd in de artikelen 253 en 254.

ART. 238.

In alle gevallen waarin het assisenhof, hetzij wegens versoehoonende, hetzij wegens verzachtende omstandigheden, zich tot het uitspreken eener correctioneele straf zou kunnen bepalen en in alle gevallen waar er aanleiding is voor de toepassing van de artikelen 72, 73 en 76 van het Strafwetboek, kan de raadkamer, bij eenparigheid harer leden en bij met redenen omkleed bevel, den betichte naar de correctioneele rechtbank verwijzen.

Is de aangeklaagde in verzekerde bewaring gesteld, dan doet de raadkamer uitspraak over zijne invrijheidstelling overeenkomstig artikel 203.

ART. 239.

De correctioneele rechtbank naar welke de betichte wordt verwezen, mag zich niet onbevoegd verklaren wat betreft den ouderdom, de doofstomheid, de versoehoonende en de verzachtende omstandigheden.

In de gevallen voorzien bij de laatste twee paragrafen der artikelen 80 en 81 van het Strafwetboek, kunnen de straffen van dwangarbeid, van opsluiting en van hechtenis, hetzij er al of niet samenloop van misdrijven bestaat, worden gewijzigd of verminderd tot het bij die paragrafen bepaalde minimum.

ART. 240.

Is het ten laste gelegde feit strafbaar met gevangenisstraf en geldboete of met slechts ééne van deze straffen, en zijn, op eisch van het openbaar ministerie of op verslag in de raadkamer gedaan, de rechters eenparig van gevoelen dat er aanleiding bestaat die

lieu de réduire ces peines au taux des peines de police, ils pourront renvoyer le prévenu devant le juge de police compétent, en exprimant les circonstances atténuantes.

ART. 241.

Le tribunal de police devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes et il prononcera, au besoin, des peines de police.

ART. 242.

Dans les cas prévus par les articles 238 et 240, la chambre des mises en accusation pourra, à l'unanimité, exercer la même faculté. Cette unanimité sera également exigée quand elle réformera l'ordonnance prévue par les mêmes articles.

Le procureur du Roi pourra interjeter appel de l'ordonnance de la Chambre du conseil conformément aux dispositions des articles 210 et 211.

L'inculpé aura le même droit dans les cas prévus par l'article 238.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 24 février 1902.

straffen te verminderen tot het bedrag der politiestraffen, dan kunnen zij den betichte naar den bevoegden politierechter verwijzen, met aanduiding van de verzachtende omstandigheden.

ART. 241.

De politierechtbank, naar welke de betichte wordt verwezen, kan zich niet onbevoegd verklaren wat betreft de verzachtende omstandigheden; zij spreekt, zoo noodig, politiestraffen uit.

ART. 242.

In de gevallen voorzien bij de artikelen 238 en 240, kan de kamer van inbeschuldigingstelling, bij eenparigheid, dezelfde bevoegdheid uitoefenen. Deze eenparigheid wordt eveneens vereischt als zij het bij dezelfde artikelen voorzien bevel verandert.

De procureur des Konings kan in hooger beroep komen van het bevel der Raadkamer, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 210 en 211.

De aangeklaagde heeft hetzelfde recht in de gevallen bij artikel 238 voorzien.

Gezien om gehecht te worden aan het koninklijk besluit van 24 Februari 1902.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1902.

ONTWERP VAN WET BEVATTENDE TITELS II EN III VAN HET 1^{ste} BOEK VAN HET WETBOEK VAN RECHTSPLEGING IN STRAFZAKEN.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert lang bekommert zich de Regeering om de herziening van het Wetboek van strafvordering.

Ten gevolge der werkzaamheden van de buiten het Parlement aangestelde Commissie tot voorbereiding van deze herziening, heeft de Regeering, op 23 Januari 1877, den *Inleidenden titel* van het nieuw Wetboek van rechtspleging in strafzaken bij de Wetgevende Kamers ingediend. Deze titel, handelende « over de rechtsvorderingen voortvloeiende uit overtredingen », is de wet van 17 April 1878 geworden. (Bijlage n^o I.)

Op 5 Maart 1879, heeft de Regeering de door dezelfde Commissie bewerkte boeken I en II aangeboden. Op 24 Juli daaropvolgende, werd boek III, zijnde het slot van het werk der Commissie, neergelegd.

Die voorstellen werden, tot onderzoek, verzonden naar eene bijzondere Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, en daarover werden achtereenvolgens, van 1879 tot 1884, hoogst verdienstelijke verslagen door den heer Thonissen uitgebracht en ingediend.

De 1^{ste} *titel* van het 1^{ste} Boek « van de gerechtelijke politie » werd door beide Kamers in 1890 goedgekeurd. (Zie bijlage n^o II.)

De verdere titels van hetzelfde 1^{ste} boek, handelende : *titel II*, « over het schriftelijk onderzoek », — *titel III*, « over de rechtspleging voor de rechtsmachten van onderzoek », — *titel IV*, « over de tusschenkomende rechtspleging in strafzaken », werden, in den loop van het zittingsjaar 1886-1887, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers besproken en in eerste lezing aangenomen.

Eveneens heeft de Kamer de 42 eerste artikelen van den 1^{sten} titel van Boek II aangenomen, behalve enkele artikelen die naar de Commissie werden teruggezonden, wat voor gevolg had dat sommige bepalingen van titel II van het 1^{ste} Boek insgelijks werden onderworpen aan een nieuw onderzoek der Commissie. Over hare conclusiën werd verslag uitgebracht door den heer Woeste, ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 12 December 1890.

De bedoelde wetsontwerpen zijn vervallen tengevolge van de ontbinding der Kamers in 1892. Zij werden andermaal aangeboden in 1894, doch vervielen tengevolge van eene nieuwe ontbinding in 1900, voordat de Kamer der Volksvertegenwoordigers daarvan het onderzoek had voortgezet.

Ziehier dus hoe het staat met de herziening van het Wetboek van strafvordering :

Inleidende titel. — Aangenomen, bekrachtigd en afgekondigd.

1^{ste} Boek. 1^{ste} Titel. — Door beide Kamers aangenomen, doch nog niet door den Koning bekrachtigd.

Titels II, III en IV. — Bijna volkomen aangenomen, na een eerste onderzoek door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Heeft men het niet verder gebracht met de herziening van het Wetboek van strafvordering, dan moet men toch niet denken dat België de wetgeving van 1808 ongewijzigd heeft gelaten. Gedeeltelijke, hoogst gelukkige hervormingen werden achtereenvolgens aangenomen.

Behalve enkele grondwetsbepalingen of wetsbepalingen, betreffende de rechterlijke inrichting, werden door de wetten op de voorloopige inhechtenisneming, op de uitbreiding van het recht van hooger beroep, op de verzachtende omstandigheden, op de herziening in lijf- of boetstraffelijke zaken, op het herstel in eer en rechten, zeer belangrijke verbeteringen ingevoerd.

Doch de Regeering doet u 't voorstel, het onderbroken werk der algemeene herziening thans te hernemen, en daartoe onderwerpt zij aan het Parlement de bepalingen die betrekking hebben op het voorloopig onderzoek.

De rechtspleging voor het voorloopig onderzoek, zooals ze was ingericht door het Wetboek van strafvordering, gaf aanleiding tot de meest hevige en meest gewettigde critieken; trouwens door niemand wordt het nog betwist, dat zij aan de verdediging niet alle rechten toekende die haar, naar recht en billijkheid, moeten toebehooren. Ook heelt men er zich in dit wetsontwerp op toegelegd in het belang van de persoonlijke vrijheid alles toe te staan wat vereenigbaar is met de waarborgen vereischt door de orde in de samenleving.

Dit ontwerp is bestemd om, in de algemeene codificatie, de titels II en III uit te maken van het 1^{ste} boek, bevattende titel II : « van het schriftelijk onderzoek » en titel III : « van de rechtspleging voor de rechtsmachten van onderzoek ».

* * *

Wordt het stelsel van het Wetboek van strafvordering algemeen afgekeurd, toch is men er verre af het eens te zijn over de beginselen die bij de inrichting van het voorloopig onderzoek moeten worden voorop gesteld. Moet men, geheel en al afziende van 't bestaande stelsel, het « beschuldigend » stelsel invoeren? Past het niet, integendeel, het beginsel van het « navorschend » stelsel te handhaven, mits het op zulke wijze wordt toegepast, dat de rechten van den aangeklaagde beter worden gevrijwaard?

Uitstekende mannen hebben eene radicale hervorming aanbevolen, daartoe gebracht door de in Engeland gevolgde rechtspleging. De rechter zou niet meer tot taak hebben zelf de bewijzen van de overtredingen in te zamelen en de plegers daarvan op te sporen. Daarvoor zou alleen worden gezorgd door den procureur des Konings en de ambtenaren van gerechtelijke politie die hem ter zijde staan. Zijnerzijds, zou de aangeklaagde de bewijzen van onschuld bijeenbrengen. Beschuldiging en verdediging zouden vervolgens hunne getuigen doen hooren en hunne middelen voor den magistraat doen gelden, in een openbaar debat waar partijen elkaar kunnen tegenspreken. De rechter zou er zich toe bepalen uitspraak te doen over de van weerskanten aangebrachte bewijzen; hij zou een aanvullend onderzoek kunnen bevelen, doch, dacht hij genoegzaam ingelicht te zijn, dan zou hij onmiddellijk uitspraak doen, zonder verder beroep; volgens zijne beoordeeling, zou de aangeklaagde het voordeel genieten van eene beslissing tot niet-vervolgving of worden verwezen hetzij naar de Kamer van inbeschuldigingstelling in geval van misdaad, hetzij, als het een wanbedrijf of eene overtreding betreft, naar de rechtsmacht die bevoegd is uitspraak te doen.

Van dat stelsel wilde reeds de Regeeringscommissie, belast met het voorbereiden van het nieuw wetboek, niet hooren; het werd insgelijks afgewezen door de Commissie samengesteld uit leden van het Parlement. Op hare beurt, heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers het stilzwijgend verworpen toen zij de bepalingen van titel II van het 1^{ste} boek in eerste lezing aannam. Zij bekrachtigde deze beslissing toen zij hare bepaalde goedkeuring gaf aan artikel 2 van den 1^{en} titel, waarbij zij de rechters van instructie begreep onder de ambtenaren van gerechtelijke politie die, naar luid van het vorig artikel, zijn gelast de misdaden, wanbedrijven en overtredingen op te sporen en daarvan debewijzen in te zamelen.

Dat is heten ook de oplossing, die door de Regeering wordt voorgesteld.

De regelen van rechtspleging in strafzaken dienen niet uit te gaan van eene louter theoretische opvatting; zij staan in nauw verband met de zeden en instellingen van een land. Beantwoorden zij aan bestaande maatschappelijke vereischten, dan wordt daardoor de regelmatige werking van het gerecht verzekerd; past men ze toe in een ander midden, dan kan het gebeuren dat zij haar doel missen en tot noodlottige uitslagen leiden. Dat zou het geval zijn indien het Engelsch stelsel in België werd aangenomen. Het verslag van den heer Thonissen, in de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 17 Februari 1880 aangeboden (Kamerstukken, 1879-1880, bladzijde 328), bewees het door middel van beschouwingen, die

niets van hare waarde hebben verloren. 't Zal volstaan ze beknoptelijk te herinneren.

Moest men het beschuldigend stelsel aannemen, dan zou men eerst de inrichting en werving van de gerechtelijke politie grondig moeten wijzigen. Hare bevoegdheid zou bovendien moeten worden uitgebreid, want anders zou hare werking machteloos zijn. Behoudens het geval van wanbedrijf ontdekt op heeter daad, beschikken onze ambtenaren van gerechtelijke politie — wij spreken niet van den rechter van instructie — slechts over eene zeer beperkte macht; zij hebben niet één dwangmiddel bij de hand om de verklaringen der getuigen te verkrijgen en zelfs niet om ze te dwingen tot verschijning; zij mogen niet overgaan tot plaatsopnemingen; zij mogen geen huiszoekingen of inbeslagnemingen doen; zij mogen geen onderzoek door deskundigen bevelen; en moesten zulke uitgebreide bevoegdheden hun voortaan worden toegekend, dan zou het rechtstreeks tot dezen noodlottigen uitslag leiden, dat de tegenwoordige bevoegdheden van den rechter van instructie zouden worden overgedragen aan politieambtenaren die, in velerlei opzicht, minder waarborgen zouden opleveren.

Ware het niet te vreezen dat, moesten ze uitsluitend zijn belast met het inzamelen der bewijzen van strafbaarheid, de ambtenaren van gerechtelijke politie, die de parketten ter zijde staan, aan hun werk een geducht karakter van vooringenomenheid zouden geven, zich niet bekreunende om de redenen van rechtvaardiging of verschooning die pleiten ten voordeele van den aangeklaagde? Op dezen zou al het gewicht van het tegenbewijs drukken. Niet wetende waar de beschuldiging naartoe gaat, zou men moeilijk eene richting aan dat onderzoek kunnen geven; het zou hoogst bezwaarlijk zijn voor iedereen en een verpletterende last voor den niet-bemiddelden aangeklaagde. Zelfs dan, wanneer de werkelijke bijstand van een advocaat den betichte altijd zou verzekerd zijn, zou deze bijstand niet voldoende wezen; de raadsman zou zelf niet de opsporingen kunnen doen evenmin als de voorschotten welke ieder onderzoek na zich sleept en die voor mogelijke plaatsopnemingen worden vereischt. Om te voorzien in de onmacht van den aangeklaagde, hebben wij niet in België vereenigingen die men kan vergelijken met de vereenigingen van liefdadigheid die in Engeland zijn tot stand gekomen om te voorzien in de kosten der verdediging. Tegenover de politieinrichting, zou de aangeklaagde zich in een klaarblijkelijken en gevaarlijken toestand van minderheid bevinden.

De beschuldigende rechtspleging is geboren te midden van eene maatschappelijke inrichting die, in beginsel, den Staat niet deed optreden om de beschuldiging staande te houden en waarin in den regel slechts twee private partijen tegenover elkander stonden: eene vervolgende en eene vervolgte partij. Eischer en verweerder verzamelden hunne bewijzen, zooals voor een burgerlijk geschil. De rechter bepaalde er zich bij eene beslissing te nemen in eene mondelinge rechtspleging, waarin beide partijen werden gehoord.

Onze samenleving wordt door gansch andere beginselen geleid. Men houdt het er voor, en onze zeden hebben zich geschikt naar die beschouwing, dat de Staat niet alleen tot plicht heeft alle misdrijven te vonnissen, maar ook ze zelf en ambtshalve te vervolgen. Onder dergelijke omstandigheden kan men

de aangeklaagden niet aan hunne eigene krachten overlaten, staande tegenover de geduchte macht van de agenten der overheid.

Derhalve is het noodig, het beschuldigend stelsel en de hervormingen, die zouden leiden tot opneming daarvan in onze wetgeving, af te wijzen.

* * *

Het navorschend stelsel behoort tot grondslag van onze rechtspleging in strafzaken te worden behouden, mits men de inrichting daarvan zooveel mogelijk tracht te verbeteren.

Het navorschend stelsel onderscheidt zich door deze twee kenteekens : in de eerste plaats, draagt het aan een magistraat de taak op een onderzoek in te stellen, met verplichting zijne opsporingen tevens ten laste en ter ontlasting te doen. In de tweede plaats, wordt daardoor de beslissing, die het onderzoek eindigt, toevertrouwd aan eene rechtsmacht welke hare uitspraak steunt op schriftelijke stukken, die de door den rechter ingezamelde bewijsmiddelen behelzen.

Voor de toepassing van deze twee beginselen, waren er in het Wetboek van 1808 oppervlakkige en onvolledige bepalingen opgenomen. Met reden werd aan dit Wetboek het verwijt gedaan, dat het niet genoegzaam de rechten der aangeklaagden vrijwaart en waarborgen werden gevraagd zoowel ten opzichte van den rechter van instructie als van de rechtsmacht van onderzoek. Men vroeg dat de onpartijdigheid van den rechter van instructie beter verzekerd en de rechtsmacht beter in staat gesteld zou worden met volle kennis van zaken uitspraak te doen. Het onderzoek zou volkomen contradictoir moeten zijn, zoowel voor den rechter, die het leidt, als voor de rechtsmacht, die het waardeert. Opdat de rechter van instructie niet afwijke van zijne rol, vooral bestaande in het ontdekken van de waarheid, opdat hij niet geneigd zij over te hellen tot de zijde der beschuldiging en hij zoowel ten laste als ter ontlasting onderzoekte, is er gezegd dat het volstrekt noodzakelijk was den aangeklaagde het recht te geven al zijne verrichtingen na te gaan, ze zelf bij te wonen en ze te doen bijwonen door zijnen raadsman, alsmede het recht maatregelen van onderzoek te eischen.

Ten aanzien van deze meening dient een onderscheid gemaakt : daarin komen wettige eischen voor, die kunnen aangenomen worden en gevaarlijke stellingen die men behoort te verwerpen !

De buiten het Parlement gekozen Commissie, de bijzondere Commissie der Kamer en de Kamer zelf, in het zittingsjaar 1886-1887, namen een soortgelijk onderscheid aan.

Door het thans aangeboden wetsontwerp worden den aangeklaagde talrijke en belangrijke waarborgen verzekerd : volkomen vrijheid om, onmiddellijk na de eerste ondervraging, met zijnen raadsman om te gaan ; recht om de plaatsopnemingen, de huiszoekingen en inbeslagnemingen, in zijn huis gedaan, bij te wonen ; recht om zich te doen vertegenwoordigen bij het onderzoek door deskundigen en, bij voorkomend geval, dit onderzoek te eischen ; recht om te vragen dat getuigen gehoord en, waar het nuttig voorkomt, tegenover elkander worden gesteld.

Het ontwerp neemt maatregelen opdat de verklaringen, in den loop van het onderzoek gedaan door de getuigen en den aangeklaagde, trouw worden weergegeven; doch het gaat niet zoo verre, den aangeklaagde te machtigen bij het getuigenverhoor en den advocaat bij de ondervraging van den aangeklaagde tegenwoordig te zijn. 't Is inderdaad te vreezen, dat dergelijke nieuwigheden het voorafgaand onderzoek in gevaar zouden brengen. Zoo het Wetboek van strafvordering de rechten van de verdediging miskende, mag het niet dat, door overdreven reactie, de nieuwe wetgeving het maatschappelijk belang der beteugeling over het hoofd zie.

*
* * *

De tegenwoordigheid van den aangeklaagde bij het getuigenverhoor zou ernstige bezwaren opleveren

De ondervinding van iederen dag leert ons hoe vele burgers er tegen opzien als getuigen in rechten op te treden; welnu, deze tegenzin zou nog sterker worden en de openhartigheid van de verklaringen zou in gevaar zijn gebracht. Zonder zelfs te gewagen van de getuigen die door de behendige vragen der verdediging van hun stuk zouden geraken, hoevelen hunner, gehinderd door de tegenwoordigheid van een nu eens heftigen en gevaarlijken, dan weder nederigen en smeekenden aangeklaagde, zouden niet gehoor geven aan gevoelens van vrees of medelijden?

Moest men, anderzijds, den aangeklaagde, naarmate de getuigen worden gehoord, op de hoogte houden van de lasten die tegen hem worden ingebracht, dan zou men het hem gemakkelijk maken om de pogingen van den onderzoekenden magistraat te verijdelen. Doorgaans vermijdt de misdadiger zorgvuldig in 't volle daglicht te handelen; hij gebruikt voorzorgen om alle sporen, die het bewijs van zijne strafbaarheid zouden medebrengen, te doen verdwijnen. In den strijd dien hij, in verdenking zijnde, heeft vol te houden, zal hij oneindig veel voor hebben op de beschuldiging: hij zal alles weten wat aan deze onbekend is en dienvolgens kunnen handelen. Dikwijls bestaan er tegen hem slechts zwakke vermoedens. Vooral de verklaringen der getuigen moeten de opsporingen van den rechter leiden en de ontdekking der bewijsmiddelen aanbrengen. Er den aangeklaagde dadelijk kennis van geven, dat is, in vele gevallen, hem nieuwe wapens tegen de waarheid leveren. Hetzij zelf, hetzij door tusschenkomst van zijne bloedverwanten of vrienden, zal hij zijnen medeplichtigen kunnen kennis geven van de in het onderzoek gedane ontdekkingen, de nieuw aangewezen getuigen omkooopen, de voorwerpen, die hem verdacht maken, doen verdwijnen.

Dat gevaar wordt niet ontkend door de voorstanders van volkomen contradictoir onderzoek, doch zij hopen het te keer te gaan door in 't geheim gedane politieonderzoekingen, waarvan de uitslagen voor den aangeklaagde onbekend zouden blijven tot op het oogenblik dat de door de politie ondervraagde personen onder eed zouden worden verhoord door den rechter van instructie. Uit hetgeen wij hooger zegden over de ontoereikendheid van het personeel der gerechtelijke politie en over de zwakheid van hare middelen om handelend op te treden, kan men opmaken wat de waarborgen van

zulk een onderzoek zouden zijn. Eene volledige herinrichting van de gerechtelijke politie zou niet op één dag kunnen geschieden; doch, kwam ze tot stand en werden tevens de voor de werking van het stelsel onmisbare machten uitgebreid, dan zou het eenvoudig tot dezen uitslag leiden, dat het altijd geheime voorafgaande onderzoek, in stede van door een magistraat, zou worden geleid door agenten bij wien men minder waarborgen van onafhankelijkheid en van gewetensvolle onpartijdigheid aantreft. Het is niet zeker, dat de persoonlijke vrijheid er door zou gediend zijn.

De tegenwoordigheid van den aangeklaagde en zijnen verdediger bij het getuigenverhoor, zou noodzakelijk hetzelfde recht voor de vervolgende partij medebrengen. Dat zou — het is gemakkelijk te voorzien — aanleiding geven tot botsingen, tot niet te vermijden betwistingen over het stellen der vragen, over de beteekenis der antwoorden, de nauwkeurigheid van het proces-verbaal; het zou aanleiding geven tot woordentwist en allerlei incidenten die uit tegenspraak ontstaan en waarvan men iederen dag getuige is ter gerechtszaal. Soortgelijke woordentwist zou moeilijk overeenkomen met den aard van het voorbereidend onderzoek, dat een onafgebroken debat uitsluit en enkel moet zijn een werk van onpartijdige opsporing waarover de Raadkamer uitspraak doet; hij zou den gang van een onderzoek, dat reeds is vertraagd door achtereenvolgende oproepingen die ten gepasten tijde tot partijen moeten worden gericht, merkelyk belemmeren. Verlenging van voorloopige inhechtenisneming zou er maar al te dikwijls het gevolg van zijn.

Onnoodig er bij te voegen, dat, werd de aanwezigheid van een vertegenwoordiger van het openbaar ministerie in de kabinetten van onderzoek vereischt, het personeel der parketten noodzakelyk zou moeten uitgebreid worden.

Met het oog op die veelvuldige bezwaren, heeft men gemeend de vervolgende partij, den aangeklaagde en zijnen raadsman niet tot het getuigenverhoor te moeten toelaten. De verklaringen der getuigen zullen ter kennis van den aangeklaagde worden gebracht tijdens de uiteenzetting der lasten die de rechter hem bij de ondervraging moet doen. Van dat oogenblik af kan hij eischen dat hij worde gesteld tegenover de door hem aangewezen getuigen.

* * *

Het recht, de ondervraging van den aangeklaagde bij te wonen, wordt door het ontwerp insgelijks geweigerd aan de vervolgende partij en aan den raadsman van den aangeklaagde.

Het verslag van de parlementaire Commissie, aangeboden ter Kamerzitting van 24 Maart 1882 (*Documenten der Wetgevende Kamers, 1881-1882*, bladz. 408), deed het terecht opmerken : met het openbaar ministerie, de burgerlijke partij en den raadsman de rol van stomme getuigen te doen spelen, zou men niet tot eenen practischen uitslag komen. Hun, integendeel, eene meer bedrijvige rol toekennende, zou men, voor het onderzoek, den woordentwist, de incidenten en de vertraging moeten duchten waarvan wij hebben gesproken met het oog op het contradictoir getuigenverhoor.

De critieken, naar aanleiding daarvan in 't midden gebracht, zijn hier insgelijks van toepassing.

Men kan het zich niet ontveinzen : zoo er wordt gevraagd, dat de advocaat bij de ondervraging aanwezig moge zijn, dan is het alleen uit een gevoel van wantrouwen jegens den rechter van instructie. Van dezen wordt gezegd, dat hij te veel vervuld is van het verlangen om schuldbewijzen te vinden. Zelfs dan wanneer hij er zich niet zou op toeleggen laakbare handelingen in 't werk te stellen om den aangeklaagde eene schuldbelijdenis te ontrukken, zou hij onwetens een soort beroepswang ondergaan die hem bijna tot medewerker van het parket zou maken; daartegen zou men hem door de medewerking van den verdediger moeten beschermen.

Dat is eene tegenwerping die niet wordt gerechtvaardigd door de feiten.

Onze magistraten, die met het onderzoek zijn belast, zijn te diep door-drongen van hunne plichten en verantwoordelijkheid om dergelijke verwijten te verdienen. Hunne bestendige onberispelijkheid prijzende, brengen wij enkel hulde aan de waarheid.

Ongetwijfeld kunnen zich, onder bijzondere omstandigheden, enkele op zich zelf staande misbruiken hebben voorgedaan. Doch deze uitzonderlijke afdwalingen veroorloven niet te besluiten tegen het stelsel zelf.

Zou, ten overige, de tegenwoordigheid van den advocaat niet misschien ernstige nadeelen kunnen opleveren ?

Zouden, onder de talrijke advocaten die de balie uitmaken en, in voorkomend geval, zouden moeten medewerken tot het onderzoek, er soms niet worden aangetroffen die zouden geneigd zijn minder de ontdekking van de waarheid te betrachten dan de belangen van hunnen client te vrijwaren ? Zouden er niet zijn die, in gegeven omstandigheden, moeilijk zouden weerstaan aan den lust om, ten voordeele van den aangeklaagde wiens ondervraging eene slechte wending neemt, van het onderwerp te doen afdwalen, om hem, door een woord of gebaar, het antwoord op eene lastige vraag aan te duiden, om tusschen beiden te komen ten einde in de plaats van eene verdachtmakende verklaring eene meer behendige uitlegging te geven ?

Eene andere beschouwing verdient de aandacht te boeien. Hadden het openbaar ministerie en de burgerlijke partij, evenzeer als de raadsman van den aangeklaagde, het recht de ondervraging bij te wonen, dan zou het uitoefenen van dat recht noodzakelijk onafhankelijk wezen van 't gebruik dat de advocaat zou maken van het zijne.

Uit kracht van zijn ambt handelende, zou het openbaar ministerie altijd tegenwoordig zijn; maar zou men durven bevestigen dat de aangeklaagde, bij den rechter van instructie ontboden op een ten naasten bij bepaald uur, hetzij des morgens, hetzij des namiddags, altijd zal kunnen vergezeld zijn van zijnen raadsman en dat deze niet dikwijls zal zijn opgehouden door zijne talrijke beroepsverrichtingen ?

Het schijnt dat, in dit opzicht, de in een naburig land opgedane ondervinding eenigen twijfel toelaat. Welnu, zoo er niet mag worden gerekend op den wezenlijken bijstand van den verdediger, wat wordt er dan van de tegenspraak; en, wij vragen het nogmaals, keert de zoogezegde waarborg zich niet tegen den aangeklaagde ?

* * *

Volgens het ontwerp heeft de Raadkamer tot taak uitspraak te doen over de uitslagen van het schriftelijk onderzoek. Het geeft den aangeklaagde de middelen om, met kennis van zaken, de gegrondheid van de vervolging voor die rechtsmacht te bespreken. De stukken, volledig gemaakt door de schriftelijke vorderingen van den procureur des Konings, moeten te zijner beschikking worden gesteld voordat het verslag in de Raadkamer wordt uitgebracht. Daar de aangeklaagde van te voren kennis krijgt van den voor dit verslag vastgestelden dag, kan de aangeklaagde zoodanige memorie tot verdediging indienen als hij nuttig acht, en, bij voorkomend geval, nieuwe verrichtingen van onderzoek aanvragen, die de Raadkamer, naar goedvinden, kan bevelen.

Deze bespreking door middel van memoriën geeft de verdediging genoegzame waarborgen opdat de verschijning van den aangeklaagde in persoon nutteloos worde. Ten overige zou de instelling van een mondeling debat voor alle zaken, die bij de Raadkamer aanhangig worden gemaakt, aanleiding geven tot belemmering en vertraging, en dat dient men te vermijden. Werd het toegelaten voor de Raadkamer, dan zou het met des te meer recht moeten worden toegelaten voor de Kamer van inbeschuldigingstelling. Deze opvolging van debatten vóór het einddebat, in zaken die dikwijls maar een betrekkelijk belang opleveren, zou des te minder gerechtvaardigd zijn daar de louter voorloopige beslissing der rechtsmacht van onderzoek het lot van den aangeklaagde niet voor goed in gevaar brengt.

Van de beslissing der Raadkamer kan, in zekere gevallen, in hooger beroep worden gekomen bij de Kamer van inbeschuldigingstelling. De zaak kan insgelijks bij laatstgenoemde aanhangig worden gemaakt uit kracht van de verwijzing, door de Raadkamer bevolen, wegens het misdadig karakter van het feit. In alle gevallen blijven de rechten, die den aangeklaagde worden toegekend tot uitoefening van zijne verdediging bij de Raadkamer, voor hem bestaan bij de hoogere rechtsmacht.

In lijfstraffelijke zaken mag de aangeklaagde bovendien de vergadering van de Kamer der inbeschuldigingstelling bijwonen en er opmerkingen in 't midden brengen, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van den raadsman door hem gekozen of hem ambtshalve toegevoegd. In dit geval rechtvaardigt de zwaarwichtigheid van de zaak een mondeling debat waarbij alle partijen moeten gehoord worden.

* * *

Terwijl het ontwerp, enerzijds, de rechten der verdediging in ruime mate beschermt, heeft het zich, anderzijds, bekommerd om de belangen van de burgerlijke partij. Het lot van de burgerlijke rechtsovereenkomst staat in nauw verband met dat van de openbare rechtsovereenkomst. Wordt de burgerlijke partij afgewezen, dan moet zij de kosten van de rechtspleging dragen. Moest men haar, bijgevolg, elke tussenkomst in het voorbereidend onderzoek ontzeggen, dan zou men hoogst eerbiedwaardige belangen opofferen.

Het ontwerp geeft derhalve aan de burgerlijke partij het recht, zekere verrichtingen bij te wonen en zekere maatregelen, die ten doel hebben de vrijwaring van het lot harer actie, uit te lokken.

* * *

De in titels II en III opgenomen algemeene beginselen zijn geput uit de overeenkomstige titels van het vroeger ontwerp, en deze titels werden reeds in eerste lezing door de Kamer goedgekeurd.

In TITEL II, van *het schriftelijk onderzoek*, vinden wij een 1^{ste} HOOFDSTUK, handelende over de *algemeene bepalingen*, waarin wordt gehuldigd het recht van de burgerlijke partij om in het onderzoek tusschen te komen en het zelfs aanhangig te maken bij den rechter (art. 64 en 65). De artikelen 66 en 67 duiden aan volgens welk stelsel het onderzoek zal geschieden; de rechter doet zelf het onderzoek; zijn doel moet zijn, tot de ontdekking van de waarheid te komen, en de feiten en omstandigheden ten laste en ter ontlasting worden door hem met dezelfde zorg verzameld. Alhoewel, naar het grondbeginsel, het onderzoek geheim moet zijn, laat artikel 71, als verzachting, den rechter toe de stukken aan de betrokken partijen mede te deelen.

Wij hebben gezegd dat de onderscheidende eigenschap van het ontwerp met name hierin bestond, dat het aan partijen, het recht van vordering op velerlei gebied toekent.

Artikel 72 legt den rechter de verplichting op, aan deze vorderingen gevolg te geven, wanneer ze zijn gegrond op een recht dat door het ontwerp aan partijen wordt verleend, of om bij een met redenen omkleed bevelschrift nauwkeurig aan te geven waarom hij die vorderingen afwijst. In dit laatste geval wordt door artikel 73 aan den belanghebbende het recht gegeven in beroep te komen bij de Raadkamer. De Kamer van inbeschuldigingstelling behoudt nog steeds het recht de zaak tot zich te trekken, doch het heeft nuttig geschenen ze niet in beginsel te gelasten uitspraak te doen over het hooger beroep van den aangeklaagde, ten einde ze niet te overlasten en de oplossing der proceduur niet te vertragen door tijdverlies, noodzakelijk voortvloeiende uit het opsturen, mededeelen en bestudeeren der stukken.

Met hetzelfde doel en opdat de gang van het gerecht niet worde belemmerd, wordt er, door toepassing van de artikelen 74 en 75, slechts bij het einde van het onderzoek uitspraak gedaan over het hooger beroep, tenzij de door den rechter afgewezen vordering of aanvraag ten doel hebbe door plaatsopneming, deskundigen of getuigen een bewijs te verschaffen dat anders dreigt te verdwijnen.

* * *

HOOFDSTUK II handelt over *plaatsopneming en huiszoeking*.

Gaat de rechter over tot eene plaatsopneming, dan hebben partijen het recht ze bij te wonen of een afschrift te vergen van het proces-verbaal van plaatsopneming, dat zoo spoedig mogelijk moet worden opgemaakt (art. 79 en 93).

Doet hij eene huiszoeking ter woning van den aangeklaagde, dan heeft deze het recht er bij tegenwoordig te zijn (art. 82).

Echter behoort dat recht niet toe aan den aangeklaagde, die voorloopig is aangehouden, wanneer de huiszoeking buiten het arrondissement geschiedt. Deze uitzondering is gerechtvaardigd door redenen van practische noodzakelijkheid (art. 88).

Neemt de rechter, in den loop zijner verrichtingen, voorwerpen in beslag, dan moet hij daarvan een inventaris opmaken en de noodige maatregelen nemen om de bewaring daarvan te verzekeren (art. 85).

Wanneer de beslagene de teruggaaf van deze voorwerpen wil bekomen, heeft hij het recht dit bij verzoekschrift aan den rechter te vragen; van het bevel van verwerping kan in beroep worden gekomen bij de Raadkamer.

Wordt de teruggaaf toegestaan, dan geschiedt ze ter woning van den beslagene.

Bewijst een derde beslagene dat de voorwerpen beschadigd zijn, dan kan hij schadeloosstelling bekomen (art. 84).

Ten slotte, betreft het de inbeslagneming van de tot een derde gerichte, doch voor den aangeklaagde bestemde briefwisseling, dan mag de rechter er alleen kennis van nemen in bijzijn van hem, voor wien zij bestemd zijn of na hem te hebben ontboden (art. 90).

*
* *
*

HOOFDSTUK III handelt over *de deskundigen*.

Wanneer hij overtuigd is van het nut van een onderzoek door deskundigen, wijst de rechter van instructie de deskundigen aan, en bepaalt nauwkeurig hunne taak; daarvan geeft hij, in voorkomend geval, kennis aan partijen (art. 98). Deze hebben het recht een onderzoek door deskundigen te vragen, mits zij zeggen waarom zij het vragen (art. 103).

Wanneer de rechter deskundigen heeft benoemd, mogen dezen zich aan hunne opdracht niet onttrekken (art. 104).

Ten einde hun werk te bespoedigen, is de rechter verplicht zich op de hoogte daarvan te houden (art. 98). Hij heeft het recht eenen termijn te bepalen binnen welken het onderzoek door deskundigen moet voltooid zijn en, wanneer het door deskundigen reeds verrichte werk hem afdoende schijnt, daaraan een einde te maken bij bevelschrift waartegen men zich in beroep kan voorzien.

Van hunnen kant mogen partijen eenen deskundigen aanwijzen, die het recht heeft de verrichtingen van de door den rechter benoemde deskundigen bij te wonen, vorderingen tot hen te richten en opmerkingen in 't midden te brengen (art. 99).

Anderzijds, kunnen partijen, die als burgerlijke partij zijn opgetreden of in de zaak werden betrokken na neerlegging van het verslag, eenen deskundigen kiezen om het werk van de aangewezen deskundigen te onderzoeken en opmerkingen te maken (art. 100).

* * *

In Hoofdstuk IV is er sprake van *het getuigenverhoor*.

De getuigen worden buiten de tegenwoordigheid van partijen gehoord; maar bestaan er redenen om te vreezen, dat de verklaring van een getuige later niet meer zou kunnen herhaald worden, dan kan de rechter partijen machtigen er bij tegenwoordig te zijn (art. 116).

De procureur des Konings, de aangeklaagde en de burgerlijke partij hebben het recht te verlangen, dat de getuigen, die zij aanwijzen, worden gehoord (art. 106) en de getuigen tegenover elkander gesteld (art. 116).

Elke getuige is gehouden den eed af te leggen volgens zekere formulieren die in het ontwerp zijn opgegeven en waarbij men rekening houdt met eenieders vrijheid van geweten (art. 111, 112, 113).

Evenwel worden zekere personen wegens hunnen graad van bloedverwantschap, hunnen jeugdigen onderdom of hun belang zonder eedaflegging gehoord (art. 110 en 114).

Anderzijds, bepaalt artikel 109 in welke gevallen sommige personen, die den eed aflegden, zich van getuigenis kunnen onthouden. Verder bepalen de artikelen 117 en volgende op welke wijze de getuigenissen worden afgenomen, rechtstreeks of bij opdracht, de maatregelen die behooren te worden genomen opdat de oprechtheid daarvan zij verzekerd en de beteekenis getrouw weergegeven, alsmede hoe wordt gehandeld wanneer de getuige de taal van den rechter niet spreekt, wanneer hij ze niet verstaat of wanneer hij geene taal spreekt.

* * *

HOOFDSTUK V is getiteld : *Van de bevelschriften en het verhoor des aangeklaagden*.

Eene eerste afdeeling houdt zich bezig met *de bevelschriften tot verschijning en medebrenging alsook met het verhoor*.

De rechter, zegt artikel 159, ondervraagt op den dag en het uur in het bevel tot verschijning aangeduid en, in geval van bevel tot medebrenging, binnen vier en twintig uren volgende op het oogenblik waarop de aangeklaagde te zijner beschikking werd gesteld.

Artikel 140 lost stilzwijgend de quaestie betreffende de tegenwoordigheid van den raadsman bij de ondervragingen ontkennend op.

De artikelen 141 en volgende bepalen op welke wijze er tot deze ondervragingen wordt overgegaan, rechtstreeks of bij opdracht. Artikel 150, medebrengende dat de bekentenis van den aangeklaagde den rechter van instructie niet ontslaat van de verplichting andere gronden van bewijs op te sporen, is enkel de toepassing van de algemeene bepaling die hem vooral oplegt er voor te zorgen, dat de waarheid aan den dag kome. Verder zegt artikel 151, dat de aangeklaagde bij zijne eerste ondervraging wordt verwittigd dat hij het recht heeft een raadsman te kiezen of er zich een te doen aanwijzen indien hij onvermogen is.

AFDEELING II handelt over *het bevel tot aanhouding*; op dit gebied werd

reeds zooveel vooruitgang verwezenlijkt, dat er geen plaats meer was voor nieuwigheden.

Doch in de AFDEELING III, waarin sprake is van *verbod met iemand gemeenschap te hebben*, bepaalt artikel 160, tot betere vrijwaring van de belangen der verdediging, dat in geen geval dit verbod van toepassing is op den raadsman des aangeklaagde.

Wel is waar bepaalt het artikel 161 dat de duur van opsluiting buiten alle gemeenschap tot acht dagen mag gaan intede van tot drie; doch, naar luid van artikel 162, mogen de bloedverwanten of vrienden van hem, tegen wien de maatregel wordt bevolen, aan de Raadkamer vragen dat het verbod worde opgeheven.

In AFDEELING IV wordt, ten slotte, gehandeld over *den vorm en de tenuitvoerbrenging van het bevel*; de bepalingen daarvan behelzen geene opmerkenswaardige wijzigingen.

* * *

HOOFDSTUK VI, dat *over de voorloopige invrijheidstelling* handelt, bevat, met enkele verbeteringen van louteren vorm, de bepalingen die, te dien opzichte, door de Kamer bij haar eerste onderzoek werden aangenomen en die zelf werden afgeleid uit de breede opvattingen der wet van 20 April 1874.

TITEL II sluit met enkele *algemeene bepalingen* die den procureur des Konings en den aangeklaagde in elke zaak, waarbij de verzekerde bewaring is betrokken, het recht geven in beroep te komen bij de Kamer van inbeschuldigingstelling.

* * *

TITEL III : *Van de rechtspleging voor de rechtsmachten van onderzoek*, handelt over de bevoegdheden van de Raadkamer en van de Kamer van inbeschuldigingstelling.

Het 1^{ste} HOOFDSTUK is gewijd aan de *bevoegdheden van de Raadkamer*.

Zoodra het onderzoek volledig is, doet de rechter van instructie de stukken van het geding geworden aan den procureur des Konings, die ze hem terugzendt met zijne schriftelijke vorderingen tot de Raadkamer (art. 194). Deze is samengesteld uit drie rechters, de rechter van instructie daaronder begrepen (art. 198). Doch voortaan mag de rechter van instructie niet meer deelnemen aan het vonnis van de zaken die hij heeft onderzocht; bij de uit verscheidene kamers samengestelde rechtbanken, mogen de rechters, die over de verwijzing eener zaak stemden, daarvan niet meer kennis nemen voor het vonnis (art. 199).

De rechter van instructie is op het punt verslag te doen (art. 195). Het oogenblik is dus gekomen waarop, overeenkomstig artikel 77, de Raadkamer uitspraak moet doen over de voorzieningen in hooger beroep door partijen, in den loop van het onderzoek, aangeeteekend tegen de bevelschriften van den rechter. Derhalve bepaalt artikel 196 dat aan partijen, zoo zij daarvan niet uitdrukkelijk afstand hebben gedaan, ten minste drie dagen te voren, kennis wordt gegeven van het oogenblik waarop de rechter van instructie zijn verslag

zal uitbrengen en dat zij zulke memorie als ze gepast achten, bij de Raadkamer kunnen indienen. Tot het opstellen van deze memorie, worden, naar luid van artikel 197, de stukken van het geding, drie dagen voor de vergadering van deze rechtsmacht, tot hare beschikking ter griffie neergelegd.

De Raadkamer kan hetzij een aanvullend onderzoek bevelen (art. 207), zoo zij van meening is dat ze niet voldoende is ingelicht, hetzij over het onderzoek uitspraak doen zoo zij van gevoelen is, dat de voor hare overtuiging noodige bewijsgronden aanwezig zijn.

Zij vergadert altijd met gesloten deuren; de procureur des Konings en partijen mogen het verslag noch de beraadslagingen bijwonen. Eveneens, ten einde, op strafgebied nieuwe oorzaken van vertraging, belemmering en kosten te vermijden, laat het ontwerp niet in alle zaken een debat voor de Kamer van inbeschuldigingstelling toe. Ten voordeele van de verdediging voert het een stelsel van waarborgen in die min of meer talrijk zijn naarmate van het gewicht van de betrokken belangen.

Alleen de procureur des Konings en de burgerlijke partij kunnen in beroep komen tegen het bevel tot niet-vervolgung, waartoe de Raadkamer voortaan kan besluiten, zelfs in het geval waar een minderjarige die den leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt of een doofstomme zonder oordeel des onderscheids heeft gehandeld, omdat zij alleen er belang bij hebben (art. 210).

Wordt de zaak naar de *politie-rechtbank* verwezen omdat het feit enkel uitmaakt eene overtreding of een wanbedrijf, tot de bevoegdheid van deze Rechtbank behorende, dan kan alleen de procureur des Konings in hooger beroep komen (art. 210), 't betreft hier inderdaad slechts een weinig ernstig misdrijf en, bijgevolg, vindt de aangeklaagde, voor de rechtsmacht van onderzoek, voldoende middelen tot verdediging én in het mededeelen van de stukken én in het indienen van de memorie.

Betreft het, integendeel, eene verwijzing naar de *correctionnele rechtbank* (art. 203), dan kan de aangeklaagde, evenals de procureur des Konings, in beroep komen bij de Kamer van inbeschuldigingstelling. Dit is een der nieuwe middelen tot vrijwaring zijner rechten, hem door het ontwerp toegekend. Wil men zich niet blootstellen het onderzoek zonder blijkbare noodzakelijkheid te verlengen en de werkzaamheden der Kamer van inbeschuldigingstelling te belemmeren, dan bestaat er geen aanleiding om, op dit gebied, het contradictoir debat toe te laten. Hooger beroep (art. 210) en het recht eene memorie tot staving in te dienen (art. 215), schijnen genoeg doelmatige maatregelen van bescherming.

Betreft het eene verwijzing naar de Kamer van inbeschuldigingstelling wegens den *lijfstraffelijken* aard van het feit (art. 203), dan nemen de waarborgen van de verdediging toe in verhouding tot het ernstige van de mogelijke gevolgen der beschuldiging. Zooals hierna wordt gezegd, hebben partijen het recht in persoon voor de Kamer te verschijnen en er beknopte opmerkingen te maken.

HOOFDSTUK II handelt over de *bevoegdheden der Kamer van inbeschuldigingstelling*.

Behoudens de gevallen waarin deze rechtsmacht de zaken tot zich trekt (art. 231), worden ze bij haar aanhangig gemaakt hetzij door aanteekening

van beroep, hetzij ten gevolge van verwijzing omdat het eene misdaad betreft. Binnen tien dagen na ontvangst der stukken, doet de procureur-generaal deze geworden aan den voorzitter der Kamer, die een raadsheer verslaggever benoemt. Deze doet, over 't algemeen, verslag binnen vijf dagen.

Betreft het een hooger beroep in eene betichting van wanbedrijf, dan worden de gewone bepalingen gevolgd. Eene afdeeling van het Hof vergadert, aan partijen wordt kennis gegeven van den dag der terechtzitting en, inmiddels, hebben zij het recht kennis te nemen van de stukken en eene memorie in te dienen (art. 215).

Betreft het, bij uitzondering, in eene betichting van wanbedrijf, een hooger beroep gegrond op den crimineelen aard van het feit en door den procureur des Konings aangeteekend in geval van niet-vervolging of verwijzing naar de boetstraffelijke rechtbank of door de burgerlijke partij in het enkel geval van niet-vervolging, of betreft het eene verwijzing in lijfstraffelijke zaken, dan wijst, in beide gevallen, de voorzitter den aangeklaagde eenen verdediger aan als hij er geenen heeft (art. 214) en, ter zitting van de Kamer van inbeschuldigingstelling, mogen, na het verslag, de procureur-generaal, de aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadsliden mondeling beknopte opmerkingen maken (art. 218).

Hetzelfde geldt wanneer, op het hooger beroep van een der partijen, het Hof eenparig van meening is dat de aangeklaagde moet worden verwezen naar het assisenhof; het bepaalt dan een dag voor eene nieuwe zitting met het oog waarop en gedurende welke er wordt gehandeld zooals hooger is gezegd (art. 219).

Het recht dat partijen hebben eene memorie in te dienen, brengt, als gevolg, het recht voor het Hof mede rekening te houden met de tot het Hof gerichte bezwaarschriften en daarvoor een aanvullend onderzoek te bevelen. Tot dit onderzoek gaat het rechtstreeks over door een zijner leden of bij opdracht. In dit geval en wanneer het Hof nieuwe vervolgingen voorschrijft (art. 231 en 232), wordt er verder voor de Kamer van inbeschuldigingstelling gehandeld overeenkomstig de vorige bepalingen (art. 233 en 234). Vervolgens doet het Hof uitspraak.

Het mag, evenals de Raadkamer, verklaren dat er geene aanleiding bestaat tot vervolging wanneer een minderjarige, die den leeftijd van 16 jaren niet heeft bereikt, of een doofstomme zonder oordeel des onderscheids heeft gehandeld. Verwijst het de zaak naar de boetstraffelijke rechtbank, dan moet het, in beginsel, bevelen dat de in voorloopige hechtenis gehouden aangeklaagde die — behalve in het geval waar alleen de burgerlijke partij hooger beroep aantekende (art. 211) — tot dan in de gevangenis moest blijven, in vrijheid zal worden gesteld; echter kan het bevelen dat hij in verzekerde bewaring zal worden gehouden wanneer er nog wettige redenen tot gevangenneming bestaan, die een bevel tot aanhouding kunnen rechtvaardigen en op voorwaarde dat deze redenen worden opgegeven. Zoo het, eindelijk, eene inbeschuldigingstelling uitspreekt, dan vaardigt het een bevel tot inhechtenisneming uit, behalve wanneer de verwijzing naar het assisenhof, enkel wordt vereischt, wegens samenhang, voor een feit dat niet strafbaar is met gevangenisstraf van ten minste drie maanden.

In elk twijfelachtig geval, schorst het Hof de uitvoering der inhechtenisneming, zoo het dat goed vindt, op (art. 227); voor dit laatste geval, schrijft artikel 228 maatregelen voor tot verzekering van de tegenwoordigheid des aangeklaagden bij de verdere verrichtingen.

* * *

TITEL III sluit met algemeene bepalingen.

Het doel der eerste is meer kracht te geven aan de beslissingen tot niet-vervolgung die, naar gelang ze worden verleend door de Raadkamer of door de Kamer van inbeschuldigingstelling, bij het oprijzen van nieuwe bezwaren nieuwe vervolgingen alleen toelaten op vorderingen van den procureur des Konings of van den procureur-generaal gericht tot de rechtsmacht die het bevel of het arrest uitvaardigde en met goedkeuring van deze rechtsmacht (art. 235, 236 en 237).

Ten slotte, kennen de artikelen 238 en volgende aan de Raadkamer en aan de Kamer van inbeschuldigingstelling het recht toe eene zaak naar de boetstraffelijke rechtbank en naar de politierechtbank te verwijzen, onder voorbehoud van het recht dat de procureur des Konings heeft in beroep te komen voor de Kamer van inbeschuldigingstelling van elk bevelschrift van dien aard, alsmede van het recht dat de aangeklaagde heeft zich insgelijks in beroep te voorzien, wanneer het bevel werkelijk ten doel heeft hem eene betichting van wanbedrijf op te leggen.

* * *

Dat zijn de hoofdbeschouwingen die de nieuwe bepalingen rechtvaardigen.

Het ontwerp dat deze beschouwingen huldigt en waarvan een aantal zijn ontleend aan de vroegere werkzaamheden van de Kamer zelf, zal, wij hopen het vast, een werk van rechtvaardigheid en vooruitgang uitmaken.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.

NOTA.

—

Daar er van de twee bijlagen, die achter de Fransche Memorie van toelichting werden opgenomen, geene door de Wetgevende Kamers goedgekeurde vertaling in 't Vlaamsch bestaat, meenen wij niet gerechtigd te zijn er hier eene te plaatsen.

—————

(16)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut!**Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,***NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :***Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi ci-annexé, comprenant les titres II et III du livre I^{er} du Code de procédure pénale.**Donné à Laeken, le 24 février 1902.***LEOPOLD II,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!**Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,***WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :***Onze Minister van Justitie is belast, met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers aan te bieden, het hierbijgevoegd wetsontwerp inhoudende titels II en III van boek I van het Wetboek van rechtspleging in strafzaken.**Gegeven te Laken, den 24^e Februari 1902.***LÉOPOLD.****PAR LE ROI :***Le Ministre de la Justice,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Justitie,***J. VAN DEN HEUVEL.**

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE**WETBOEK VAN RECHTSPLEGING
IN STAATZAKEN****LIVRE PREMIER.****EERSTE BOEK.**

**De la procédure qui précède la
comparution de l'inculpé devant
le tribunal.**

**Vanderechtspleging die aan de ver-
schijning van den aangeklaagde
voor de rechtbank voorafgaat.**

TITRE II.**TITEL II.**

De l'instruction écrite.

Van het schriftelijk onderzoek

CHAPITRE PREMIER.**EERSTE HOOFDSTUK.**

Dispositions générales.

Algemeene bepalingen.

ART. 64.**ART. 64.**

Hors le cas de crime flagrant, le juge d'instruction ne commencera aucune instruction qu'il n'en ait été requis par le procureur du Roi.

Buiten het geval van misdadig ontdekt op heeter daad, vangt de rechter van instructie geen onderzoek aan zoo hij daartoe niet werd aangezoekt door den procureur des Konings.

ART. 65.**ART. 65.**

En cas d'abstention du ministère public, le juge d'instruction pourra être saisi par la partie civile.

Onthoudt het openbaar ministerie zich, dan kan de zaak bij den rechter van instructie aanhangig worden gemaakt door de burgerlijke partij.

Toute partie civile qui ne demeurera pas dans la commune où se fait l'instruction sera tenue d'y élire domicile par acte passé au greffe du tribunal.

Elke burgerlijke partij die niet woont in de gemeente waar het onderzoek plaats heeft, is gehouden aldaar, bij akte ter griffie van de rechtbank verleden, eene woonplaats te kiezen.

A défaut d'élection de domicile, la partie civile ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi.

Wordt geene woonplaats gekozen door de burgerlijke partij, dan kan deze niet in verzet komen, wegens niet-beteekening, tegen de akten die haar, naar luid der wet, moesten beteekend worden.

ART. 66.

Le juge d'instruction fera tous les actes d'instruction qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité, sans être astreint à suivre les termes des réquisitions du procureur du Roi, qui ne peuvent limiter ses pouvoirs.

Il pourra instruire à charge d'individus non désignés dans le réquisitoire, que l'information lui signalerait, et décerner contre eux les mandats d'amener ou d'arrêt, sauf à communiquer immédiatement la procédure au procureur du Roi.

Si l'instruction révèle des faits nouveaux qui ne font pas l'objet des poursuites, le juge d'instruction en donnera immédiatement connaissance au procureur du Roi, afin d'avoir ses réquisitions.

ART. 67.

Le juge d'instruction recueillera, avec un soin égal, les faits et les circonstances à charge ou à décharge de l'inculpé.

ART. 68.

Dans tous les cas de crime flagrant, le juge d'instruction pourra faire directement et sans réquisition tous les actes attribués, dans ces cas, au procureur du Roi.

Il se transportera sur les lieux et requerra la présence du procureur du Roi, sans aucun retard néanmoins de ses opérations.

Il lui communiquera, sans délai, les actes et pièces de la procédure.

ART. 69.

Lorsque le crime flagrant aura déjà été constaté, le juge d'instruction sera tenu,

ART. 66.

De rechter van instructie gaat over tot alle daden van onderzoek die hij nuttig acht tot het ontdekken der waarheid, zonder verplicht te zijn zich te houden aan de vorderingen van den procureur des Konings, die zijne bevoegdheden niet kunnen beperken.

Hij kan onderzoek doen ten laste van in de vordering niet aangeduide personen, die het onderzoek hem aanwijst, en tegen hen bevelen tot medebrenging of tot aanhouding uitvaardigen, onder voorbehoud dat hij de stukken van het geding onmiddellijk moet mededeelen aan den procureur des Konings.

Breegt het onderzoek nieuwe feiten aan den dag, die niet het onderwerp uitmaken van de vervolging, dan geeft de rechter van instructie daarvan onmiddellijk kennis aan den procureur des Konings, opdat deze zijne vorderingen kunne doen.

ART. 67.

De rechter van instructie verzamelt met dezelfde zorg de feiten en omstandigheden ten laste of ter ontlasting van den aangeklaagde.

ART. 68.

In alle gevallen van misdaad ontdekt op heeter daad, kan de rechter van instructie rechtstreeks en zonder vorderingovergaan tot alle verrichtingen waartoe, in deze gevallen, de procureur des Konings bevoegd is.

Hij begeeft zich ter plaatse en vordert de aanwezigheid van den procureur des Konings, zonder dat dit rechter zijne verrichtingen mag vertragen.

Hij deelt hem, zonder verwijl, de akten en stukken van de rechtspleging mede.

ART. 69.

Werd de op heeter daad ontdekte misdaad reeds vastgesteld, dan is, onmiddellijk na

aussitôt après la réception des pièces, d'en faire l'examen et de compléter l'instruction.

Il pourra refaire les actes qui lui paraîtraient incomplets.

ART. 70.

Durant l'instruction, le procureur du Roi pourra requérir la communication de la procédure à la charge de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures.

Il pourra faire telles réquisitions nouvelles qu'il jugera nécessaires.

ART. 71.

Le juge d'instruction pourra autoriser l'inculpé, la partie civile et leurs conseils à prendre communication des pièces sans déplacement de celles-ci et sans retarder la procédure.

ART. 72.

Le juge d'instruction qui croit devoir rejeter soit les réquisitions du procureur du Roi, soit les demandes de l'inculpé ou de la partie civile fondées sur un droit que la loi leur accorde, formulera son refus d'obtempérer dans une ordonnance motivée.

Cette ordonnance est notifiée au procureur du Roi ou à la partie intéressée suivant le mode prescrit par l'article 73.

Les demandes émanant de l'inculpé ou de la partie civile seront adressées au juge d'instruction par écrit.

Toutefois, l'inculpé pourra également former sa demande par une simple déclaration verbale, qui sera actée par le juge.

ontvangst der stukken, de rechter van instructie gehouden daarvan inzage te nemen en het onderzoek te voltooien.

Hij kan de verrichtingen die hem onvolledig mochten schijnen, opnieuw beginnen.

ART. 70.

Gedurende het onderzoek kan de procureur des Konings mededeeling vorderen van de stukken, met verplichting deze binnen vier en twintig uren terug te geven.

Hij kan alle nieuwe vorderingen doen die hij noodig acht.

ART. 71.

De rechter van instructie kan den aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden machtigen kennis te nemen van de stukken zonder deze naar eene andere plaats over te brengen en zonder dat de rechtspleging daardoor worde vertraagd.

ART. 72.

Meent de rechter van instructie hetzij de vorderingen van den procureur des Konings, hetzij de verzoeken van den aangeklaagde of van de burgerlijke partij, die op een hun door de wet verleend recht zijn gegrond, te moeten afwijzen, dan zal hij, zonder verwijl, zijne weigering om daaraan te voldoen, in een met redenen omkleed bevel uiteenzetten.

Dat bevel wordt aan den procureur des Konings of de belanghebbende partij betekend op de bij artikel 73 voorgeschreven wijze.

De verzoeken uitgaande van den aangeklaagde of van de burgerlijke partij worden bij den rechter van instructie schriftelijk ingediend.

Echter kan de aangeklaagde zijn verzoek ook doen bij eenvoudige mondelinge verklaring, die door den rechter wordt opgeschreven.

ART. 73.

Le procureur du Roi pourra appeler des ordonnances qui rejettent ses réquisitions; l'inculpé et la partie civile de celles qui rejettent leurs demandes.

ART. 74.

La déclaration d'appel sera faite au greffe du tribunal de première instance et consignée sur le registre des appels correctionnels.

Nonobstant l'appel, et à moins que la réquisition ou la demande n'ait pour objet de recueillir par constatation, expertise ou enquête, une preuve dont il y a lieu de craindre la disparition, l'instruction pourra être continuée jusqu'au rapport du juge d'instruction exclusivement.

ART. 75.

L'appel sera formé dans un délai de quarante-huit heures, qui courra :

Contre le procureur du Roi, du jour de la remise d'une copie de l'ordonnance par le greffier.

Contre la partie civile, du jour de la signification de l'ordonnance, qui lui sera faite au domicile élu conformément à l'article 65, si elle ne demeure pas dans la commune où se fait l'instruction.

Contre l'inculpé, du jour où une copie de l'ordonnance lui aura été remise par le greffier; et, à défaut de pareille remise, du jour de la signification de l'ordonnance.

Le greffier mentionnera sur la minute de l'ordonnance la date à laquelle la remise de la copie a été effectuée.

La signification à l'inculpé détenu sera faite à sa personne.

La signification à l'inculpé non détenu

ART. 73.

De procureur des Konings kan in beroep komen van de bevelschriften die zijne vorderingen afwijzen; de aangeklaagde en de burgerlijke partij van de bevelschriften die hunne verzoeken afwijzen.

ART. 74.

De aangifte van beroep geschiedt ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg en wordt ingeschreven in het register voor beroep in correctionele zaken.

Niettegenstaande beroep en tenzij de vordering of het verzoek ten doel heeft door plaatsopneming, deskundigen of getuigen een bewijs te verschaffen, dat anders dreigt te verdwijnen, kan het onderzoek worden voortgezet tot aan het verslag van den rechter van instructie en met uitsluiting van dit verslag.

ART. 75.

Beroep wordt aangeteekend binnen een termijn van acht en veertig uren, aanvangende :

Tegen den procureur des Konings, van den dag af waarop een afschrift van het bevelschrift door den griffier werd afgegeven.

Tegen de burgerlijke partij, van den dag af waarop haar het bevelschrift werd beteeekend ter overeenkomstig artikel 65 gekozen woonplaats, zoo zij niet woonachtig is in de gemeente waar het onderzoek geschiedt.

Tegen den aangeklaagde, van den dag af waarop een afschrift van het bevelschrift hem door den griffier werd afgegeven en, bij gebreke van deze afgifte, van den dag af waarop het bevel werd beteeekend.

Op de minute van het bevelschrift vermeldt de griffier den datum waarop de afgifte van het afschrift werd gedaan.

Den aangeklaagde, die in verzekerde bewaring is gesteld, wordt de beteekening gedaan in persoon.

Den aangeklaagde, die niet in verzekerde

sera faite au domicile élu par lui dans le lieu où siège le tribunal. S'il n'a pas fait élection de domicile, le délai courra à compter du jour de l'ordonnance. L'élection de domicile pourra avoir lieu soit dans la demande adressée par l'inculpé au juge d'instruction, soit par une déclaration verbale actée par celui-ci, soit par un acte du greffe.

ART. 76.

La signification ou la remise prescrite par l'article précédent sera faite dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance.

ART. 77.

L'appel sera porté devant la chambre du conseil qui y statuera lors du rapport du juge d'instruction sur le fond.

Toutefois, dans les cas d'urgence indiqués à l'article 74, il y sera statué toute affaire cessante, à la demande de l'appelant et après avoir entendu le juge d'instruction sur l'incident.

ART. 78.

Le procureur du Roi fera rapport au procureur général de toutes les affaires sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué dans les six mois à compter de la mise en prévention d'un inculpé déterminé.

Dans le mois, le procureur général exposera à la chambre des mises en accusation, dans un rapport détaillé, les causes des lenteurs de l'information et fera telles réquisitions qu'il jugera utiles.

Semblables rapports seront faits ensuite

bewaring is gesteld, wordt zij gedaan ter woonplaats door hem gekozen daar waar de rechtbank zitting heeft. Is door hem geene woonplaats gekozen, dan loopt de termijn te rekenen van den dag waarop het bevelschrift werd verleend. Het kiezen van woonplaats kan geschieden hetzij in het verzoek door den aangeklaagde tot den rechter van instructie gericht, hetzij bij mondelinge verklaring door dezen opgeschreven, hetzij bij akte ter griffie.

ART. 76.

De betekening of de afgifte, bij het vorig artikel bevolen, wordt gedaan binnen vier en twintig uren na de dagteekening van het bevelschrift.

ART. 77.

Het beroep wordt gebracht voor de raadkamer; deze doet daarover uitspraak ter gelegenheid van het verslag van den rechter van instructie over de zaak zelve.

Echter, in de spoedeisende gevallen, vermeld in artikel 74, wordt daarover, op aanvraag van hem die beroep aantekent en na den rechter van instructie over het incident te hebben gehoord, vóór alle andere zaken uitspraak gedaan.

ART. 78.

De procureur des Konings doet verslag aan den procureur-generaal over alle zaken, waaromtrent de raadkamer niet mocht hebben beslist binnen zes maanden, te rekenen van den dag waarop rechtsingang werd verleend tegen een bepaalden aangeklaagde.

Binnen ééne maand maakt de procureur-generaal, in een omstandig verslag, aan de kamer van inbeschuldigingstelling bekend om welke redenen er vertraging is in het onderzoek; hij doet alle vorderingen die hij achtig acht.

Soortgelijke verslagen worden vervolgens

de trois mois en trois mois, par le procureur du Roi au procureur général, et par celui-ci à la chambre des mises en accusation.

A la suite de ces rapports, la chambre des mises en accusation pourra, même d'office, évoquer l'affaire et désigner un de ses membres pour continuer l'instruction, conformément au chapitre II du titre III du livre 1^{er} du présent Code.

Elle pourra également prescrire au juge d'instruction saisi de procéder à tous devoirs d'information qu'elle jugera utiles.

L'inculpé ou son conseil seront entendus par la chambre des mises en accusation.

Ils pourront prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

Le procureur général avertira l'inculpé, par lettre recommandée et en laissant un délai de huit jours, de la date fixée pour le rapport.

CHAPITRE II.

Des transports sur les lieux et des visites domiciliaires.

ART. 79.

Le juge d'instruction pourra se transporter sur les lieux, à l'effet de constater le corps du délit, son état et l'état des lieux, et aussi, s'il le juge utile, pour entendre les témoins.

Sauf dans les cas où il s'agit d'une exploration corporelle intéressant la pudeur, les constatations seront faites en la présence de l'inculpé, s'il a été arrêté; et, s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

Si l'inculpé a été laissé en liberté, il

telkens om de drie maanden gedaan door den procureur des Konings aan den procureur-generaal en door dezen aan de kamer van inbeschuldigingstelling.

Ten gevolge van deze verslagen, kan de kamer van inbeschuldigingstelling, zelfs ambtshalve, de zaak in handen nemen en een harer leden aanwijzen tot het voortzetten van het onderzoek, overeenkomstig hoofdstuk II, titel III, boek I van dit Wetboek.

Zij kan insgelijks den rechter van instructie, die met de zaak is belast, alle verrichtingen van onderzoek bevelen welke zij nuttig acht.

De aangeklaagde of zijn raadsman worden door de kamer van inbeschuldigingstelling gehoord.

Het staat hun vrij kennis te nemen van alle stukken zonder deze naar eene andere plaats over te brengen en zonder dat het onderzoek daardoor worde vertraagd.

De procureur-generaal maakt den aangeklaagde, bij aangeteekenden brief en een termijn van acht dagen latende, den voor het verslag bepaalden datum bekend.

HOOFDSTUK II.

Van plaatsopneming en van huiszoeking.

ART. 79.

De rechter van instructie kan zich ter plaatse begeven ten einde het *corpus delicti*, den staat waarin het zich bevindt, en den plaatselijken toestand vast te stellen en ook, zoo hij het nuttig acht, getuigen te hooren.

Behalve in de gevallen waar moet worden overgegaan tot een lichamelijk onderzoek dat de eerbaarheid raakt, geschiedt het onderzoek in bijzijn van den aangeklaagde, zoo deze werd aangehouden, en, zoo hij het niet wil of niet kan bijwonen, in bijzijn van een gemachtigde dien hij kan aanwijzen.

Is de aangeklaagde in vrijheid gelaten,

pourra se présenter pour y assister ou s'y faire représenter par un fondé de pouvoir.

Le défenseur aura aussi le droit d'y assister; il pourra de plus obtenir copie du procès-verbal des constatations faites en son absence, et il en sera de même de la partie civile et de son conseil, mais à charge des frais en ce qui concerne cette copie.

Il sera donné avis du transport à l'inculpé et à la partie civile, lorsque les intérêts de l'information le permettent.

ART. 80.

Il se saisira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité.

Il interpellera l'inculpé de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées.

ART. 81.

Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession de l'inculpé, le juge d'instruction se transportera dans la demeure de celui-ci, pour y faire la perquisition et la saisie desdits pièces et effets.

Il saisira les pièces et effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

ART. 82.

La perquisition sera faite en présence de l'inculpé, s'il a été arrêté; et s'il ne peut ou ne veut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

dan kan hij zich aanmelden tot het bijwonen daarvan of er zich doen vertegenwoordigen door een gemachtigde.

Ook de verdediger heeft het recht daarbij tegenwoordig te zijn; daarenboven kan hij een afschrift bekomen van het proces-verbaal van de in zijne afwezigheid gedane vaststellingen; hetzelfde geldt ten aanzien van de burgerlijke partij en haren raadsman, mits zij de kosten van het afschrift dragen.

Aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij wordt kennis gegeven van de plaats-opneming, zoo de belangen van het onderzoek dit toelaten.

ART. 80.

De rechter van instructie neemt in beslag de wapens en al wat tot de misdaad schijnt te hebben gediend of bestemd te zijn geweest tot het plegen van de misdaad of van het wanbedrijf, alsmede alles wat er de opbrengst van schijnt te zijn, en in het algemeen alles wat kan leiden tot ontdekking der waarheid.

Hij vordert den aangeklaagde, zich te verklaren over de in beslag genomen voorwerpen die hem vertoond worden.

ART. 81.

Is de misdaad of het wanbedrijf van dien aard, dat het bewijs waarschijnlijk kan gevonden worden door middel van de papieren of andere stukken en voorwerpen die in het bezit zijn van den aangeklaagde, dan begeeft de rechter van instructie zich naar de woning van den aangeklaagde om aldaar onderzoek te doen en gezegde stukken en voorwerpen in beslag te nemen.

Hij neemt in beslag de stukken en voorwerpen die kunnen dienen tot bewijs of tot ontlasting.

ART. 82.

Het onderzoek geschiedt in bijzijn van den aangeklaagde, zoo deze werd aangehouden; en zoo hij er niet bij tegenwoordig kan of wil zijn, in bijzijn van een gemachtigde dien hij mag aanwijzen.

Les objets saisis seront présentés à l'inculpé, à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu. En cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

Les droits du défenseur et ceux de l'inculpé laissé en liberté seront réglés conformément aux dispositions de l'article 79.

ART. 83.

Le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans d'autres lieux, s'il a des raisons sérieuses de croire qu'il s'y trouve des objets dont il est parlé à l'article 80.

Il invitera le maître de la maison, s'il est présent au moment de la perquisition, à assister à l'opération ou à s'y faire représenter par un fondé de pouvoir.

Si le maître de la maison est empêché ou absent, l'invitation sera faite à un membre de sa famille, ou, à son défaut, à une personne de la maison.

ART. 84.

Si l'inculpé prétend que, parmi les objets saisis, il en est dont la saisie ne doit pas être maintenue, il pourra en demander la restitution à son domicile par requête au juge d'instruction, qui statuera, le procureur du Roi entendu.

Si les objets saisis n'appartiennent pas à l'inculpé, la demande en restitution pourra être adressée au juge d'instruction par le propriétaire, et la restitution se fera aux frais de l'État, dans le domicile du saisi. Dans le même cas, si les objets ne peuvent être restitués tels qu'ils étaient lors de la saisie, l'État devra indemniser le saisi, sur la taxe du juge d'instruction, le procureur du Roi et le saisi entendus.

De in beslag genomen voorwerpen worden den aangeklaagde vertoond ten einde ze te herkennen en met een paraaf te merken, zoo daartoe aanleiding bestaat. In geval van weigering, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal.

De rechten van den verdediger en die van den in vrijheid gelaten aangeklaagde worden geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 79.

ART. 83.

De rechter van instructie kan zich eveneens naar andere plaatsen begeven, zoo hij ernstige redenen heeft om aan te nemen dat aldaar voorwerpen voorhanden zijn, waarvan sprake is in artikel 80.

Hij verzoekt den meester des huizes, zoo deze aanwezig is op 't oogenblik van het onderzoek, de verrichting bij te wonen of zich door een gemachtigde daarbij te doen vertegenwoordigen.

Is de meester des huizes verhinderd of afwezig, dan wordt het verzoek gedaan aan een lid van zijn gezin, of, bij ontstentenis ervan, aan een huisgenoot.

ART. 84.

Beweert de aangeklaagde dat, onder de in beslag genomen voorwerpen, er zijn ten aanzien waarvan de inbeslagneming niet moet worden gehandhaafd, dan kan hij de terugbrenging van die voorwerpen naar zijne woning vragen bij verzoekschrift gericht tot den rechter van instructie, die uitspraak doet na den procureur des Konings te hebben gehoord.

Behooren de in beslag genomen voorwerpen niet aan den aangeklaagde, dan kan het verzoek om teruggave tot den rechter van instructie worden gericht door den eigenaar en geschiedt de teruggave op kosten van den Staat, ter woning van den beslagene. Indien, in hetzelfde geval, de voorwerpen niet kunnen teruggegeven worden zooals zij waren tijdens de inbeslagneming, moet de Staat den beslagene schadeloosstellen, naar de schatting van den rechter van instructie, den procureur des Konings en den beslagene gehoord.

En cas de refus du juge d'instruction d'allouer une indemnité suffisante, le saisi aura le droit de recourir au tribunal civil compétent, et si le juge refuse la restitution même, son ordonnance sera sujette à recours de la part du saisi devant la chambre du conseil.

ART. 85.

Les objets saisis seront au fur et à mesure mentionnés dans un inventaire spécial du dossier; ils seront de plus clos et cachetés, si faire se peut; ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac sur lequel le juge d'instruction attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

Si la saisie a pour objet du numéraire ou des billets de banque, le juge d'instruction pourra, de l'avis conforme du procureur du Roi, ordonner au greffier d'en faire le versement à la caisse des dépôts et consignations.

ART. 86.

Hors le cas de crime flagrant, le juge d'instruction ne pourra s'introduire dans la demeure des citoyens, pour y faire des perquisitions, avant six heures du matin ni après huit heures du soir.

Cependant il pourra continuer, durant les heures de nuit, une opération commencée pendant le jour.

ART. 87.

Il pourra s'introduire en tout temps :

Dans les maisons livrées notoirement à la débauche et désignées comme telles par la police locale;

Dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer en contravention à la loi pénale, pourvu que ces maisons soient désignées comme telles par la police locale.

Il pourra aussi faire des perquisitions dans les maisons ouvertes au public, jusqu'à l'heure

Weigert de rechter van instructie eene voldoende schadeloosstelling toe te kennen, dan heeft de beslagene het recht zich te wenden tot de bevoegde burgerlijke recht-bank, en, zoo de rechter de teruggave zelve weigert, dan kan de beslagene van zijn bevelschrift in beroep komen bij de raad-kamer.

ART. 85.

De in beslag genomen voorwerpen worden achtereenvolgens vermeld in een bijzonderen inventaris der processtukken; daarenboven worden zij, indien het mogelijk is, gesloten en verzegeld, of, zoo daarop geene schrift-teekens kunnen gesteld worden, gelegd in een vat of in een zak waarop de rechter van instructie een papierband bevestigt welken hij met zijn zegel sluit.

Worden muntspeciën of bankbiljetten in beslag genomen, dan kan de rechter van instructie, in overeenstemming met den procureur des Konings, den griffier bevelen deze over te brengen in de consignatie-kas.

ART. 86.

Buiten het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, mag de rechter van instructie de woning der burgers niet binnentreden, om er onderzoekingen te doen, vóór zes uur 's morgens of na acht uur 's avonds.

Echter mag hij eene over dag begonnen verrichting gedurende de uren van den nacht voortzetten.

ART. 87.

Te allen tijde mag hij binnentreden :

In de huizen waar men zich kenlijk aan ontucht overgeeft en die als zoodanig door de plaatselijke politie zijn aangewezen;

In de huizen waar men, de strafwet overtredende, gewoonlijk gelegenheid geeft tot spelen, mits deze huizen als zoodanig door de plaatselijke politie zijn aangewezen;

Hij mag ook onderzoekingen doen in de voor het publiek toegankelijke huizen, tot het

où elles doivent être fermées d'après les réglemens de police, et même après cette heure si, de fait, elles sont restées ouvertes.

S'il n'existe pas de règlement fixant l'heure de la fermeture de ces maisons, le droit de perquisition cesse au moment où elles sont fermées.

ART. 88.

Si les papiers ou effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où l'on pourra les trouver de procéder aux opérations prescrites par les articles précédents. Toutefois dans ce cas, le paragraphe premier de l'article 82 ne devra pas être observé.

L'acte de délégation contiendra les notes et renseignements relatifs au crime ou au délit, dont la connaissance sera nécessaire au juge délégué pour la recherche des papiers ou effets à saisir. Les articles 132 ou 133 seront au surplus observés.

ART. 89.

Le juge d'instruction pourra aussi, en cas de nécessité et par ordonnance motivée, déléguer pour les visites domiciliaires dans son arrondissement, les officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi.

Toutefois, lorsqu'il s'agira de procéder à la perquisition de papiers, titres ou documents, il ne pourra déléguer que le juge de paix, le bourgmestre, le commissaire de police et l'officier de gendarmerie dans le ressort desquels la visite doit avoir lieu.

Dans ce cas toute subdélégation est interdite.

ART. 90.

Le juge d'instruction pourra, même par voie télégraphique, transmettre au percep-

teur waarop ze, volgens de politieverordeningen, moeten gesloten zijn en zelfs na dat uur, zoo zij feitelijk zijn opengebleven.

Bestaat er geene verordening waarbij het uur van sluiting voor deze huizen wordt bepaald, dan houdt de bevoegdheid tot onderzoek op met het oogenblik waarop ze gesloten zijn.

ART. 88.

Indien de papieren of voorwerpen, welke dienen te worden onderzocht, buiten het arrondissement van den rechter van instructie zich bevinden, verzoekt hij den rechter van instructie van de plaats, waar men ze kan vinden, over te gaan tot de verrichtingen bij de voorgaande artikelen vereischt. In dit geval, echter, behoeft het eerste lid van artikel 82 niet te worden nageleefd.

De akte van lastgeving behelst de opgaven en inlichtingen betreffende de misdaad of het wanbedrijf, die de lasthebbende rechter noodzakelijk moet kennen tot het opsporen van de in beslag te nemen papieren of voorwerpen. Daarenboven worden de artikelen 132 of 133 nageleefd.

ART. 89.

In geval van noodzakelijkheid, kan de rechter van instructie ook, bij met redenen omkleed bevelschrift, de ambtenaren van gerechtelijke politie, die den procureur des Konings ter zijde staan, afvaardigen voor de huiszoekingen binnen zijn arrondissement.

Moet echter een onderzoek worden gedaan naar papieren, titels of documenten, dan kan hij alleen daartoe last geven aan den vrederechter, den burgemeester, den commissaris van politie en den officier der gendarmerie binnen wier ambtsgebied de huiszoeking moet geschieden.

In dat geval is elke ondervolmacht verboden.

ART. 90.

De rechter van instructie kan, zelfs per telegram, aan den ontvanger van een post-

teur ou distributeur d'un bureau de poste ou de télégraphe l'ordre de saisir les correspondances, lettres et télégrammes adressés à l'inculpé ou émanant de lui.

La même faculté lui appartiendra s'il résulte de l'information que des correspondances, lettres ou télégrammes adressés à un tiers sont destinés à l'inculpé. Dans ce cas, le juge d'instruction ne pourra prendre connaissance du contenu des correspondances, lettres ou télégrammes saisis, qu'en présence du destinataire ou après l'avoir convoqué.

L'ordre devra être revêtu de la signature et du sceau du juge. Il sera signé par l'employé chargé de l'expédition, et la copie sera signée par l'employé qui l'aura reçue.

ART. 91.

Quand le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera accompagné du procureur du Roi et du greffier du tribunal.

ART. 92.

Lorsque le juge d'instruction voudra se transporter d'office sur les lieux, il rendra une ordonnance dans laquelle il énoncera le but du transport et requerra le procureur du Roi de l'accompagner.

Le greffier transmettra immédiatement copie de cette ordonnance au procureur du Roi.

En cas d'empêchement ou de refus du procureur du Roi, le juge d'instruction pourra procéder régulièrement en son absence; il lui communiquera la procédure immédiatement après ses opérations.

ART. 93.

Le juge d'instruction rédigera, dans le plus bref délai possible, le procès-verbal de toutes ses opérations.

of telegraafkantoor het bevel doen geworden de stukken, brieven en telegrammen, aan den aangeklaagde gezonden of van hem uitgaande, in beslag te nemen.

Dezelfde bevoegdheid hoort hem toe, zoo uit het onderzoek blijkt, dat stukken, brieven of telegrammen, aan een derde gezonden, voor den aangeklaagde bestemd zijn. In dit geval, mag de rechter van instructie van de in beslag genomen stukken, brieven of telegrammen, alleen kennis nemen in bijzijn van hem, voor wien zij bestemd zijn of na hem te hebben ontboden.

Het bevel moet de handteekening en het zegel van den rechter dragen. Het wordt onderteekend door den beambte, die gelast is het op te zenden, en het afschrift wordt onderteekend door den beambte die het ontving.

ART. 91.

Wanneer de rechter van instructie zich naar de plaats zelve begeeft, wordt hij vergezeld door den procureur des Konings en den griffier der rechtbank.

ART. 92.

Wil de rechter van instructie zich ambtshalve begeven naar de plaats zelve, dan vaardigt hij een bevel uit, waarin hij het doel der reis aanduidt, en den procureur des Konings uitnoodigt hem te vergezellen.

De griffier doet onmiddellijk een afschrift van dit bevelschrift aan den procureur des Konings geworden.

In geval van verhindering of weigering van den procureur des Konings, kan de rechter van instructie regelmatig handelen in zijne afwezigheid; onmiddellijk na afloop van zijne verrichtingen, deelt hij hem de processtukken mede.

ART. 93.

De rechter van instructie maakt, zoo spoedig mogelijk, proces-verbaal van alle zijne verrichtingen op.

Le procès-verbal énoncera :

L'objet du transport et l'ordonnance ou la réquisition en vertu de laquelle il a été effectué ;

Le lieu où il a été dressé et la date de sa rédaction ;

Les noms et qualités du juge, de l'officier du ministère public, du greffier et des personnes qui ont assisté aux opérations ;

Les nom, prénoms, âge et profession de l'inculpé ;

Les vérifications faites, les moyens employés, leurs résultats et la description des objets saisis ;

Les noms des experts, leur prestation de serment et le but de la réquisition.

Le procès-verbal sera signé par le juge, l'officier du ministère public, les personnes qui ont assisté aux opérations, l'inculpé, s'il est présent, et par le greffier ; il sera, en outre, paraphé au bas de chaque feuillet par le juge, l'officier du ministère public et le greffier. En cas de refus ou d'impossibilité de signer, il en sera fait mention.

ART. 94.

Les pouvoirs conférés au procureur du Roi, par l'article 48, appartiennent au juge d'instruction, lors même qu'il ne s'agit pas d'un crime ou d'un délit flagrant.

Les contrevenants encourront les peines comminées par le même article.

CHAPITRE III.

Des experts.

ART. 95.

Le juge d'instruction se fera assister au besoin d'une ou de plusieurs personnes présumées, par leurs connaissances spéciales, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du crime ou du délit.

Het proces-verbaal vermeldt :

Het doel van het plaatselijk onderzoek en het bevelschrift of de vordering uit kracht waarvan het geschiedde ;

De plaats waar het is opgemaakt en den datum waarop het is gesteld ;

De namen en hoedanigheden van den rechter, van den ambtenaar van het openbaar ministerie, van den griffier en van de personen die de verrichtingen bijwoonden ;

Den naam, de voornamen, den ouderdom en het beroep van den aangeklaagde ;

De gedane nasporingen, de aangewende middelen, hare uitkomsten en de beschrijving van de in beslag genomen voorwerpen ;

De namen der deskundigen, hunne eedsaflegging en het doel van de vordering.

Het proces-verbaal wordt onderteekend door den rechter, den ambtenaar van het openbaar ministerie, de personen die de verrichtingen bijwoonden, den aangeklaagde, zoo hij aanwezig is, en door den griffier ; daarenboven wordt het op elke bladzijde, onderaan, voorzien van het verkort naammerk van den rechter, van den ambtenaar van het openbaar ministerie en van den griffier. In geval van weigering of van onmogelijkheid te teekenen, wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 94.

De bevoegdheden, bij artikel 48 aan den procureur des Konings toegekend, komen den rechter van instructie toe, zelfs wanneer het niet geldt een misdaad of een wanbedrijf ontdekt op heeter daad.

De overtreders kunnen worden gestraft met de straffen bij dat artikel bedreigd.

HOOFDSTUK III.

Van de deskundigen.

ART. 95.

De rechter van instructie doet zich, zoo noodig, vergezellen door een of meer personen die, wegens hunne bijzondere kundigheden, bekwaam worden geacht den aard of de omstandigheden van de misdaad of van het wanbedrijf te waardeeren.

ART. 96.

Le juge d'instruction pourra ordonner l'exploration corporelle des personnes inculpées et contre lesquelles il existe des indices graves.

Il pourra aussi, s'il existe des indices graves du crime ou du délit, ordonner l'exploration des victimes.

Toutefois, hors le cas de crime ou de délit flagrant, aucune exploration corporelle intéressant la pudeur, ne pourra être ordonnée, si ce n'est par la chambre du conseil, par la chambre des mises en accusation ou par le tribunal ou la cour saisis de la connaissance du crime ou du délit.

ART. 97.

Avant de commencer leurs opérations, les experts prêteront entre les mains du juge d'instruction, qui en dressera acte signé par lui, le greffier et les experts, le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience.

Toutefois, les dispositions des articles 112 et 113 seront applicables aux experts, le cas échéant.

ART. 98.

Le juge d'instruction ne pourra ordonner une expertise qu'après s'être rendu compte de l'utilité de celle-ci, par l'examen des pièces ou des faits. Il rendra une ordonnance dans laquelle il précisera les renseignements qu'il désire obtenir et les questions sur lesquelles il demande l'avis motivé des experts.

Cette ordonnance sera, aussitôt que possible, signifiée à l'inculpé et à la partie civile, à moins qu'ils ne soient présents, auquel cas leur présence sera constatée par le juge au bas de la minute.

ART. 96.

De rechter van instructie kan bevelen, dat zal worden overgegaan tot het lichamelijk onderzoek van de aangeklaagde personen, wanneer tegen hen ernstige vermoedens bestaan.

Hij kan ook, zoo er ernstige kenteekenen van de misdaad of van het wanbedrijf bestaan, bevelen dat de slachtoffers worden onderzocht.

Buiten het geval van misdaad of van wanbedrijf ontdekt op heeter daad, kan echter een lichamelijk onderzoek, dat de eerbaarheid raakt, alleen worden bevolen hetzij door de raadkamer, door de kamer van inbeschuldigingstelling of door de rechtbank of het hof die kennis moeten nemen van de misdaad of van het wanbedrijf.

ART. 97.

Alvorens hunne werkzaamheden te beginnen, leggen de deskundigen in handen van den rechter van instructie, die daarvan eene door hem, den griffier en de deskundigen ondergeteekende akte opmaakt, den eed af dat zij naar eer en geweten hun verslag zullen uitbrengen en hunne meening doen kennen.

Echter zijn, in voorkomend geval, de bepalingen der artikelen 112 en 113 van toepassing op de deskundigen.

ART. 98.

Slechts wanneer hij, tengevolge van het onderzoek van de stukken of van de feiten, overtuigd is van het nut van een onderzoek door deskundigen, kan de rechter van instructie bevelen dat daartoe zal worden overgegaan. Hij vaardigt een bevel uit, waarin hij nauwkeurig aanduidt de inlichtingen die hij verlangt te bekomen en de vragen waaromtrent hij het met redenen omkleed advies van de deskundigen vraagt.

Dit bevelschrift wordt aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij zoo spoedig mogelijk beteekend, tenzij ze aanwezig zijn; in het laatsigenoemde geval wordt hunne aanwezigheid op de minute onderaan door den rechter vermeld.

Le juge d'instruction fixera le délai dans lequel l'expertise devra être achevée. Si l'expert ou les experts n'ont pas terminé leur travail dans ce délai, ils en communiqueront la partie achevée au juge d'instruction, qui leur accordera, s'il y a lieu, un nouveau délai.

L'inculpé et la partie civile auront le droit de prendre, par eux-mêmes ou par leurs conseils, connaissance de la partie achevée du rapport et de demander qu'il soit passé outre à l'instruction de l'affaire.

Le juge d'instruction se rendra compte de la marche de l'expertise et, lorsque les renseignements recueillis lui paraîtront suffisants, il l'arrêtera par une ordonnance motivée qui sera signifiée comme il est dit ci-dessus, sous réserve du droit de l'inculpé et de la partie civile de se pourvoir auprès de la chambre du conseil.

Le même droit appartiendra définitivement à la chambre des mises en accusation dans le cas de l'article 78.

ART. 99.

L'inculpé et la partie civile pourront de leur côté, mais sans retarder l'expertise, choisir un expert, qui aura le droit d'assister à toutes les opérations, d'adresser toutes réquisitions aux experts désignés par le juge d'instruction, et qui pourra consigner ses observations à la suite du rapport ou dans un rapport séparé.

Ils ne pourront désigner qu'un médecin dans les cas prévus à l'article 96.

ART. 100.

Si l'expertise a été achevée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé ou avant la constitution de la partie civile,

De rechter van instructie bepaalt den termijn, binnen welken het onderzoek door deskundigen moet voltooid zijn. Heeft de deskundige of hebben de deskundigen hun werk binnen dezen termijn niet voleindigd, dan deelen zij het reeds afgemaakt gedeelte daarvan mede aan den rechter van instructie, die, als er aanleiding toe bestaat, hun een nieuwen termijn verleent.

De aangeklaagde en de burgerlijke partij hebben het recht, hetzij zelf, hetzij door hunne raadslieden, kennis te nemen van het afgemaakte gedeelte van het verslag en te verzoeken dat tot het onderzoek der zaak worde overgegaan.

De rechter van instructie houdt zich op de hoogte van den gang van het onderzoek door deskundigen; wanneer de ingewonnen inlichtingen hem voldoende voorkomen, maakt hij daaraan een einde bij een met redenen omkleed bevelschrift dat wordt beteekend zooals hierboven is gezegd, behoudens het recht van den aangeklaagde en van de burgerlijke partij in beroep te komen bij de raadkamer.

In het geval voorzien bij artikel 78, hoort datzelfde recht de kamer van inbeschuldigingstelling toe.

ART. 99.

Van hunnen kant mogen de aangeklaagde en de burgerlijke partij, doch zonder het onderzoek door deskundigen te vertragen, eenen deskundige kiezen; deze heeft het recht alle verrichtingen bij te wonen, alle vorderingen te richten tot de deskundigen die door den rechter van instructie zijn aangewezen, en kan zijne opmerkingen achter het verslag of in een afzonderlijk verslag plaatsen.

In de gevallen bij artikel 96 voorzien, mogen zij alleen een geneesheer aanwijzen.

ART. 100.

Is het onderzoek door deskundigen voltooid vóór dat de aangeklaagde in de zaak werd betrokken of wordt aangehouden of

ceux-ci auront le droit de choisir un expert qui examine le travail des experts commis et présente ses observations.

ART. 101.

S'il y a plusieurs inculpés, ils devront se concerter pour faire la désignation prévue aux deux articles qui précèdent. Il en sera de même des parties civiles.

ART. 102.

Les rapports d'experts doivent être tenus à la disposition des parties, quarante-huit heures après leur dépôt.

ART. 103.

L'inculpé et la partie civile ou leurs conseils auront le droit de demander une expertise sur les faits qu'ils indiqueront. Ils auront également le droit de demander que l'expertise ordonnée par le juge d'instruction porte sur ces faits.

ART. 104.

Les médecins, sages-femmes, médecins vétérinaires et autres experts qui, dans les cas prévus par la loi ou le tarif en matière répressive, auront, sans motifs légitimes, refusé ou négligé de faire les visites, le service ou les travaux pour lesquels ils auront été légalement requis, seront punis d'une amende de 26 à 500 francs. En cas de circonstances atténuantes, la peine pourra être réduite au taux de l'amende de police.

CHAPITRE IV.

De l'audition des témoins.

ART. 105.

Le juge d'instruction entendra les personnes qui lui auront été indiquées par la

vóór dat de burgerlijke partij is opgetreden, dan hebben dezen het recht eenen deskundige te kiezen, die het werk van de aangewezen deskundigen onderzoekt en zijne opmerkingen in 't midden brengt.

ART. 101.

Zijn er verscheidene aangeklaagden, dan moeten zij zich onderling verstaan tot het doen van de aanwijzing bij de twee vorige artikelen voorzien. Hetzelfde geldt ten opzichte van de burgerlijke partijen.

ART. 102.

De verslagen van deskundigen moeten ter beschikking van de partijen worden gehouden acht en veertig uren nadat zij werden neergelegd.

ART. 103.

De aangeklaagde en de burgerlijke partij of hunne raadslieden hebben het recht een onderzoek door deskundigen te vragen omtrent de feiten die zij aanduiden. Zij hebben eveneens het recht te vragen, dat het door den rechter bevolen deskundig onderzoek over die feiten loope.

ART. 104.

De geneesheeren, vroedvrouwen, veeartsen en andere deskundigen die, in de gevallen voorzien bij de wet of het tarief in strafzaken, zonder wettige redenen hebben geweigerd of verzuimd de bezoeken te brengen, het onderzoek of de werkzaamheden te verrichten waartoe zij overeenkomstig de wet werden aangezocht, worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank. Bestaan er verzachtende omstandigheden, dan kan de straf worden verminderd tot het bedrag der boete in politiezaken.

HOOFDSTUK IV.

Van het getuigenverhoor.

ART. 105.

De rechter van instructie hoort de getuigen, hem door de aangifte, de klacht of

dénonciation, par la plainte ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou du délit, soit de ses circonstances.

ART. 106.

Le procureur du Roi, l'inculpé et la partie civile auront le droit de réclamer l'audition des témoins qu'ils désirent faire entendre.

Ils devront, sous peine de nullité de la demande, articuler les faits destinés à être l'objet du témoignage.

ART. 107.

Les témoins seront cités ou appelés par un huissier, un garde champêtre ou forestier, un agent de la force publique ou de la police locale, un directeur ou gardien en chef des prisons, ou par lettre recommandée.

Ils pourront aussi comparaître volontairement ou à la suite d'un avertissement du juge d'instruction.

ART. 108.

Sauf exception établie par la loi, toute personne citée ou appelée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation.

ART. 109.

Pourront s'abstenir de déposer :

Les ministres des cultes, des faits qui leur ont été révélés dans la confession ou sous le sceau du secret professionnel ecclésiastique;

Les avocats, les avoués et les défenseurs, de ce qu'ils ont appris de leurs clients confidentiellement et en leur qualité de conseils;

Les notaires, médecins, chirurgiens, pharmaciens et sages-femmes, des faits dont ils n'ont eu connaissance que par la nécessité de leur profession et qui leur ont été confiés sous le sceau du secret;

Les agents diplomatiques, les fonctionnaires de l'État et les militaires, des faits qui

op andere wijze aangewezen als kennis hebbende hetzij van de misdaad of van het wanbedrijf, hetzij van de omstandigheden daarvan.

ART. 106.

De procureur des Konings, de aangeklaagde en de burgerlijke partij hebben het recht te verlangen, dat de getuigen, die zij wenschen te doen hooren, worden gehoord.

Op straffe van nietigheid der aanvraag, moeten zij nauwkeurig de feiten opgeven waarover de getuigenis moet loopen.

ART. 107.

De getuigen worden gedagvaard of opgeroepen door een deurwaarder, een veld- of boschwachter, een agent der openbare macht of der plaatselijke politie, een bestuurder eener gevangenis of hoofdgevangewaar, of bij aangeteekenden brief.

Zij kunnen ook vrijwillig verschijnen of ten gevolge eener kennisgeving van den rechter van instructie.

ART. 108.

Behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald, is ieder, die wordt gedagvaard of opgeroepen om getuigenis af te leggen, gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven.

ART. 109.

Van getuigenis kunnen zich onthouden :

De bedienaars der eerediensten, over de feiten die hun zijn medegedeeld in de biecht of onder het zegel der geheimhouding, waartoe het geestelijk beroep de verplichting oplegt;

De advocaten, pleitbezorgers en verdedigers over hetgeen ze van hunne clienten vertrouwelijk en als raadslieden vernamen;

De notarissen, geneesheeren, heelmeeesters, apothekers en vroedvrouwen over de feiten die enkel door den aard van hun beroep te hunner kennis zijn gekomen en hun onder het zegel van geheimhouding zijn toevertrouwd;

De diplomatieke agenten, de ambtenaren van den Staat en de militairen, over de

leur ont été révélés confidentiellement à raison de leurs fonctions ou de faits dont la révélation pourrait être nuisible aux intérêts de l'État.

ART. 110.

Ne seront pas reçues, les dépositions :

1^o Des ascendants ou descendants de la partie civile, de l'inculpé ou de l'un des inculpés compris dans la même instruction;

2^o Des frères et sœurs;

3^o Des alliés aux mêmes degrés;

4^o Des pères et fils adoptifs;

5^o Du mari ou de la femme, même après le divorce prononcé.

Néanmoins ces personnes pourront, si elles y consentent, être entendues sans prestation de serment, soit d'office, soit à la requête du ministère public ou de l'une des parties.

Le juge, avant de recevoir leur déclaration, les préviendra qu'elles peuvent s'abstenir de déposer. Il fera mention de cet avertissement dans son procès-verbal.

ART. 111.

Le juge d'instruction, avant d'interroger le témoin, constatera s'il se présente volontairement ou à la suite d'une citation ou d'un avertissement, et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

Le juge d'instruction lui fera prêter serment comme suit :

« Devant Dieu et devant les hommes, vous jurez de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité. »

« Voor God en voor de menschen, zweert gij te spreken, zonder haat en zonder vrees, gansch de waarheid en niets dan de waarheid te zeggen. »

Le témoin, ainsi interpellé, répondra en levant la main :

Je le jure.

Dat zweer ik.

feiten hun vertrouwelijk bekend gemaakt uit hoofde van hun ambt, of over feiten waarvan de openbaring schadelijk kan zijn voor de belangen van den Staat.

ART. 110.

Niet toegelaten zijn de getuigenissen :

1^o Van de bloedverwanten in de rechte, opgaande en nederdalende, lijn van de burgerlijke partij, van den aangeklaagde of van één der aangeklaagden in hetzelfde onderzoek betrokken;

2^o Van de broeders en zusters;

3^o Van de aanverwanten van denzelfden graad;

4^o Van de pleegvaders en pleegzonen;

5^o Van den man of van de vrouw, zelfs nadat echtscheiding is uitgesproken.

Niettemin kunnen deze personen, zoo zij er in toestemmen, zonder eedsaflegging worden gehoord, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie of van eene der partijen.

Alvorens hunne verklaring af te nemen, verwittigt de rechter hen dat het hun vrijstaat zich van getuigenisverklaring te onthouden. Hij vermeldt deze mededeeling in zijn proces-verbaal.

ART. 111.

Alvorens den getuige te ondervragen, stelt de rechter van instructie vast of hij vrijwillig dan wel ten gevolge eener dagvaarding of oproeping verschijnt; daarvan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

De rechter van instructie doet hem den volgenden eed afleggen :

« Voor God en voor de menschen zweert gij te spreken, zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid en niets dan de waarheid te zeggen. »

« Devant Dieu et devant les hommes, vous jurez de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité. »

De aldus toegesproken getuige antwoordt, de hand opheffende :

Dat zweer ik.

Je le jure.

ART. 112.

Si le témoin déclare qu'il appartient à un culte qui lui interdit serment, il sera admis à le remplacer par la promesse solennelle de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, en y ajoutant, le cas échéant, la formule religieuse prescrite par ce culte.

S'il déclare qu'il appartient à un culte prescrivant pour le serment une formule particulière, il sera autorisé à s'en servir.

ART. 113.

Si le témoin déclare qu'il ne croit pas en Dieu, il sera admis à remplacer la formule de l'article 111 par la promesse solennelle de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité.

ART. 114.

Les enfants âgés de moins de seize ans accomplis pourront être entendus, mais seulement par forme de renseignement, sans prestation de serment.

Il en sera de même de tout individu prévenu ou condamné comme auteur ou complice, à raison des faits qui sont l'objet de l'instruction.

ART. 115.

Le juge d'instruction demandera au témoin ses nom, prénoms, âge, état, profession, demeure; s'il est domestique, parent ou allié des parties, à quel degré. Il sera fait mention de la demande et des réponses.

ART. 112.

Verklaart de getuige, dat hij behoort tot een eeredienst die hem verbiedt den eed af te leggen, dan wordt hem toegestaan dezen te vervangen door de plechtige belofte « te spreken zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid en niets dan de waarheid te zeggen » met bijvoeging, in voorkomend geval, van de door dien eeredienst voorgeschreven godsdienstige bewoordingen.

Verklaart hij, dat hij behoort tot een eeredienst die bijzondere bewoordingen voor den eed voorschrijft, dan wordt hij gemachtigd zich daarvan te bedienen.

ART. 113.

Verklaart de getuige niet te gelooven in God, dan wordt hem toegestaan de in artikel 111 vervatte formule te vervangen door de plechtige belofte « te spreken zonder haat en zonder vrees, de geheele waarheid te zeggen en niets dan de waarheid ».

ART. 114.

Kinderen, die den leeftijd van zestien jaar niet hebben bereikt, kunnen gehoord worden, doch enkel tot inlichting, zonder eedsaflegging.

Hetzelfde geldt voor elken persoon die, ter zake van de feiten waaromtrent het onderzoek geschiedt, in staat van gerechtelijke verdenking is of veroordeeld is als dader of als medeplichtige.

ART. 115.

De rechter van instructie vraagt den getuige zijnen naam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn staat, zijn beroep, zijne woonplaats en, verder, of hij dienstbode, bloed- of aanverwant is van partijen en in welken graad. Er wordt melding gemaakt van de vraag en van de antwoorden.

ART. 116.

Les témoins seront entendus séparément et hors de la présence des parties par le juge d'instruction assisté du greffier. Il pourra être dérogé à cette règle au cours d'une descente sur les lieux.

Le juge d'instruction pourra confronter les témoins entre eux et avec l'inculpé. Le droit de demander ces confrontations appartiendra au procureur du Roi, à la partie civile et à l'inculpé.

Lorsqu'il y aura lieu de craindre que la déposition d'un témoin ne puisse plus se reproduire ultérieurement, le juge d'instruction pourra autoriser les parties et leurs conseils à y assister; et dans ce cas le procès-verbal sera signé par toutes les personnes présentes, sauf leur refus dont il sera fait mention.

ART. 117.

Au moment de commencer l'enquête et pendant qu'il y procède, le juge d'instruction prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de communiquer entre eux avant leur déposition.

ART. 118.

Les témoins déposeront après que le juge d'instruction leur aura fait connaître le sujet de l'information.

Si la déposition présente des lacunes, des contradictions ou des obscurités, le juge adressera au témoin les questions qu'il jugera nécessaires pour la compléter ou l'expliquer.

ART. 119.

Les témoins déposeront oralement.

On pourra, toutefois, leur permettre de

ART. 116.

De getuigen worden afzonderlijk en buiten de tegenwoordigheid van partijen gehoord door den rechter van instructie, bijgestaan door den griffier. Van dezen regel kan worden afgeweken in den loop eener gerechtelijke plaatsopneming.

De rechter van instructie kan de getuigen onderling en de getuigen en den aangeklaagde tegenover elkander stellen. Het recht deze getuigenvergelijkingen te vragen komt toe aan den procureur des Konings, de burgerlijke partij en den aangeklaagde.

Bestaan er redenen om te vreezen, dat de verklaring van een getuige later niet meer zou kunnen herhaald worden, dan kan de rechter van instructie partijen en hare raadslieden machtigen er bij tegenwoordig te zijn; in dat geval, wordt het proces-verbaal onderteekend door al de aanwezige personen, behoudens hunne weigering, waarvan melding wordt gemaakt.

ART. 117.

Bij den aanvang van het verhoor en terwijl hij dit houdt, neemt de rechter van instructie, zoo noodig, zijne maatregelen om te verhinderen dat de getuigen vóór het afleggen hunner verklaring met elkander in gedachtenwisseling treden.

ART. 118.

De getuigen leggen hunne verklaring af nadat de rechter van instructie hun het onderwerp, waaromtrent het onderzoek geschiedt, heeft doen kennen.

Zijn er in de verklaring leemten, tegenstrijdigheden of duistere punten, dan stelt de rechter van instructie den getuige de vragen die hij noodig acht om ze volledig te maken of op te helderen.

ART. 119.

De getuigen leggen hunne verklaring mondeling af.

Echter kan men, in aanmerking van de

recourir à des notes ou à des mémoires, eu égard à la qualité des témoins et à la nature de la cause.

ART. 120.

La déposition sera immédiatement consignée par écrit.

Dans la rédaction, le juge fera parler le témoin à la première personne, en conservant, autant que possible, les expressions dont il s'est servi.

Aucun interligne ne pourra être fait; les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin.

ART. 121.

La déposition terminée, le juge d'instruction fera donner lecture de la rédaction au témoin; il lui demandera si elle exprime fidèlement sa pensée, s'il y persiste et s'il n'a rien à y ajouter.

La déposition sera ensuite signée par le témoin, le juge et le greffier. Si le témoin ne veut ou ne sait signer, il en sera fait mention.

ART. 122.

Si le témoin déclare, sur la demande qui lui en sera faite, qu'il désire une indemnité de comparution, il sera taxé par le juge d'instruction.

ART. 123.

Les dépositions seront consignées sur des feuilles séparées et signées par le juge d'instruction et par le greffier.

ART. 124.

L'inobservation des formalités prescrites par les articles 111, 112, 113, 114, 120

hoedanigheid der getuigen en van den aard der zaak, hun toestaan zich te bedienen van aantekeningen en schriftelijke opstellen.

ART. 120.

De verklaring wordt onmiddellijk schriftelijk opgeteekend.

In het opstel, doet de rechter den getuige spreken in den eersten persoon en bedient zich zooveel mogelijk van de uitdrukkingen door hem gebezigd.

Er mag niet met tusschenruimten worden geschreven; doorschrappingen en verwijzingen worden goedgekeurd en ondertekend door den rechter van instructie, den griffier en den getuige.

ART. 121.

Wanneer de verklaring van den getuige ten einde is gebracht, doet de rechter van instructie hem het opstel voorlezen; hij vraagt hem of het getrouw zijne gedachte weergeeft, of hij daarin volhardt en er niets bij te voegen heeft.

Vervolgens wordt de verklaring ondertekend door den getuige, den rechter en den griffier. Wel of kan de getuige niet onderteekenen, dan wordt daarvan melding gemaakt.

ART. 122.

Verklaart de getuige, op de hem gedane vraag, dat hij eene vergoeding voor zijne verschijning verlangt, dan bepaalt de rechter het bedrag daarvan.

ART. 123.

De verklaringen worden op afzonderlijke bladen opgeteekend en ondertekend door den rechter van instructie en den griffier.

ART. 124.

Niet-naleving van de formaliteiten voorgeschreven door de artikelen 111, 112,

§ 2, 121 sera punie d'une amende de 10 francs à 50 francs contre le greffier, si la faute lui est imputable, et, s'il y a lieu, d'une peine disciplinaire et même de prise à partie contre le juge d'instruction.

L'amende sera prononcée par le tribunal de première instance, sur les réquisitions du ministère public, le greffier entendu ou dûment appelé.

ART. 125.

Le témoin cité ou appelé qui n'aura pas comparu, et qui n'aura pas justifié qu'il en était légitimement empêché, pourra, sur les réquisitions du procureur du Roi, et sans appel, être condamné par le juge d'instruction à une amende de 26 à 100 francs. Il sera réassigné à ses frais.

S'il ne comparait pas sur la seconde citation, il pourra être condamné à une nouvelle amende de 50 à 200 francs, et le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener.

ART. 126.

Le témoin condamné par défaut, qui produirait des excuses légitimes, pourra, le procureur du Roi entendu, être déchargé par le juge d'instruction d'une partie ou de la totalité des amendes.

ART. 127.

Le témoin qui refusera de prêter serment ou de faire sa déposition, pourra être condamné à une amende de 26 à 1,000 francs.

Cette amende sera prononcée par le tribunal correctionnel, le témoin entendu ou dûment appelé.

113, 114, 120 § 2, 121 wordt gestraft met eene boete van 10 tot 50 frank uitgesproken tegen den griffier, zoo de schuld dezen te wijten is, en, zoo er grond voor is, met eene tuchtstraf en zelfs met verhaal uitgesproken tegen den rechter van instructie.

De boete wordt uitgesproken door de rechtbank van eersten aanleg, op eisch van het openbaar ministerie, den griffier gehoord of behoorlijk geroepen.

ART. 125.

De gedagvaarde of opgeroepen getuige die niet verschijnt en niet doet blijken dat hij wettig verhinderd was, kan, op eisch van den procureur des Konings, en zonder hooger beroep, door den rechter van instructie worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 100 frank. Hij wordt andermaal, op zijne kosten, gedagvaard.

Verschijnt hij niet ten gevolge van de tweede dagvaarding, dan kan hij worden veroordeeld tot eene nieuwe boete van 50 tot 200 frank en de rechter van instructie vaardigt tegen hem een bevel tot medebrenging uit.

ART. 126.

De bij verstek veroordeelde getuige, die wettige redenen tot verschooning inbrengt, kan door den rechter van instructie, den procureur des Konings gehoord, worden ontslagen van een gedeelte of van het geheel der boeten.

ART. 127.

De getuige, die weigert den eed af te leggen of zijne verklaring te doen, kan worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 1,000 frank.

Deze boete wordt door de correctionele rechtbank uitgesproken, den getuige gehoord of behoorlijk geroepen.

ART. 128.

Si le témoin habite hors de l'arrondissement, le juge d'instruction pourra déléguer son collègue de l'arrondissement dans lequel habite le témoin, à l'effet de recevoir la déposition.

Si le témoin n'habite pas le canton du juge d'instruction délégué, celui-ci pourra commettre le juge de paix du domicile ou de la résidence du témoin.

ART. 129.

Lorsqu'il y aura lieu d'entendre des témoins domiciliés ou résidant en dehors du canton du juge d'instruction, celui-ci pourra, en usant de ce pouvoir avec réserve, déléguer tout juge de paix aux fins de recevoir les dépositions des témoins qui habitent dans son canton.

ART. 130.

Lorsqu'il paraîtra certain qu'un témoin se trouve dans l'impossibilité de comparaître, le juge d'instruction ou le juge de paix régulièrement délégué se transportera dans sa demeure pour recevoir sa déposition.

ART. 131.

S'il appert que le témoin, auprès duquel le juge d'instruction ou le juge de paix délégué se sera transporté, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître, il pourra être condamné à une amende de 26 à 100 francs et, à cet effet, le magistrat, après avoir reçu sa déposition, constatera dans un procès-verbal, qui sera transmis au procureur du Roi, les circonstances dont il induit la fausseté de l'excuse.

ART. 132.

La délégation ou commission rogatoire sera faite par écrit et accompagnée de notes

ART. 128.

Woont de getuige buiten het arrondissement, dan kan de rechter van instructie aan zijnen ambtgenoot van het arrondissement, waarin de getuige woont, opdragen den getuige te hooren.

Woont de getuige niet in het kanton van den aangewezen rechter, dan kan deze den vrederechter van de woonplaats of van het verblijf des getuigen opdracht geven.

ART. 129.

Bestaat er aanleiding, getuigen te hooren die wonen of verblijven buiten het kanton van den rechter van instructie, dan kan deze, mits hij van deze bevoegdheid een matig gebruik maakt, elken vrederechter machtigen tot het afnemen der verklaringen van de binnen zijn kanton wonende getuigen.

ART. 130.

Wordt het zeker geacht dat een getuige in de onmogelijkheid verkeert te verschijnen, dan begeeft de rechter van instructie of de behoorlijk afgevaardigde vrederechter zich naar zijne woning om zijne verklaring af te nemen.

ART. 131.

Blijkt het dat de getuige, tot wien de rechter van instructie of de afgevaardigde vrederechter zich heeft begeven, niet in de onmogelijkheid verkeerde te verschijnen, dan kan hij worden veroordeeld tot eene boete van 26 tot 100 frank; te dien einde stelt de rechter, nadat hij zijne verklaring heeft afgenomen, in een aan den procureur des Konings over te zenden proces-verbaal, de omstandigheden vast waaruit hij de ongegrondheid der verschooning afleidt.

ART. 132.

De afvaardiging of lastgeving tot onderzaging geschiedt schriftelijk en is vergezeld

et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer.

ART. 133.

Le juge qui aura reçu les dépositions en conséquence des articles 128 et 129 ci-dessus, les renverra closes et cachetées au juge d'instruction qui l'a délégué.

ART. 134.

Si le témoin et le juge d'instruction ne parlent pas la même langue, celui-ci nommera un interprète, âgé de seize ans au moins, étranger ou Belge, et lui fera prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre lui et le témoin.

L'interprète ne pourra être pris parmi les témoins.

Après la consignation par écrit de la déposition, l'interprète la traduira au témoin et lui demandera si elle exprime fidèlement sa pensée, s'il y persiste et s'il n'a rien à y ajouter.

Il sera fait mention, au procès-verbal, des noms, qualités, âge et demeure de l'interprète, de sa prestation de serment et de l'accomplissement de la formalité qui précède. La déposition sera signée par l'interprète.

ART. 135.

Si le témoin est sourd-muet et ne sait pas écrire, le juge d'instruction nommera un interprète.

Le surplus des dispositions de l'article précédent sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet sait écrire, le greffier écrira les questions que formulera le juge d'instruction; elles seront remises au témoin qui donnera par écrit ses réponses.

Il sera fait du tout mention dans le procès-verbal, comme il est dit à l'article précédent.

van aantekeningen en onderrichtingen die de feiten, waarover de getuigen moeten gehoord worden, doen kennen.

ART. 133.

De rechter, die de verklaringen afdam uit kracht van bovenstaande artikelen 128 en 129, verzendt ze, gesloten en verzegeld, naar den rechter van instructie die hem afvaardigde.

ART. 134.

Spreken getuige en rechter van instructie niet dezelfde taal, dan benoemt laatstgenoemde een tolk, vreemdeling of Belg, die ten minste zestien jaar oud is en doet hem onder eede bevestigen, dat hij het tusschen den rechter en den getuige te wisselen gesprek getrouwelijk zal weergeven.

De tolk mag niet uit de getuigen worden genomen.

Nadat de verklaring schriftelijk is opgeteekend, vertaalt de tolk ze voor den getuige en vraagt hem of zij getrouwelijk zijne gedachte weergeeft, of hij daarin volhardt en of hij er niets bij te voegen heeft.

In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van de namen en hoedanigheden, van den ouderdom en de woonplaats des tolks, van zijne eedsaflegging alsmede van het naleven der formaliteit die ze voorafgaat. De verklaring wordt door den tolk onder-teekend.

ART. 135.

Zoo de getuige doofstom is en niet kan schrijven, benoemt de rechter van instructie een tolk.

Voor het overige zijn de bepalingen van het voorgaand artikel van toepassing.

Kan de doofstomme schrijven, dan schrijft de griffier de vragen op, die de rechter van instructie in woorden brengt; zij worden den getuige ter hand gesteld en deze geeft zijne antwoorden schriftelijk.

Van dat alles wordt in het proces-verbaal melding gemaakt, zooals is bepaald in het vorig artikel.

Art. 136.

Si le témoin est atteint de surdité complète, on procédera comme à l'égard des sourds-muets, avec la différence que le témoin devra répondre oralement.

Art. 137.

Le témoin contraignable par corps, ou qui se trouve sous le coup d'un ordre d'arrestation, ne pourra être arrêté, s'il est porteur d'un sauf-conduit délivré par le juge d'instruction.

Le sauf-conduit sera motivé et fixera la durée de son effet.

CHAPITRE V.*Des mandats et de l'interrogatoire de l'inculpé.***PREMIÈRE SECTION.***Des mandats de comparution et d'amener et de l'interrogatoire de l'inculpé.***Art. 138.**

Le juge d'instruction pourra décerner contre l'inculpé un mandat de comparution ou un mandat d'amener.

Toutefois, si l'inculpé a sa résidence en Belgique, et si le fait n'est pas passible d'une peine criminelle, le mandat d'amener ne sera décerné, en premier lieu, que dans des circonstances graves et exceptionnelles.

Art. 139.

Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera interrogé aux jour et heure indiqués dans le mandat.

Dans le cas de mandat d'amener, il sera interrogé de suite, ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures qui suivent le moment où il a été mis à la disposition du juge d'instruction.

Dans l'intervalle, l'inculpé sera déposé dans un local destiné à cet usage.

Art. 136.

Is de getuige geheel doof, dan wordt er gehandeld als ten opzichte van de doofstommen, met dit verschil dat de getuige mondeling moet antwoorden.

Art. 137.

De getuige die aan lijfswang is onderworpen of tegen wien een bevel tot aanhouding bestaat, kan niet worden aangehouden zoo hij in het bezit is van een door den rechter van instructie afgegeven vrijgeleide.

Het vrijgeleide wordt met redenen omkleed en bepaalt hoe lang het van kracht is.

HOOFDSTUK V.*Van de bevelschriften en het verhoor des aangeklaagden.***EERSTE AFDEELING.***Van de bevelschriften tot verschijning en medebrenging en van het verhoor des aangeklaagden.***Art. 138.**

De rechter van instructie kan tegen den aangeklaagde een bevel tot verschijning of een bevel tot medebrenging uitvaardigen.

Echter zal, indien de aangeklaagde zijn verblijf in België heeft en op het feit geen lijfstraf is gesteld, het bevel tot medebrenging slechts in ernstige en buitengewone omstandigheden worden verleend.

Art. 139.

In geval van bevel tot verschijning, wordt de aangeklaagde ondervraagd op den dag en het uur in het bevel aangeduid.

In geval van bevel tot medebrenging, wordt hij onmiddellijk ondervraagd, of, uiterlijk, binnen vier en twintig uren volgende op het oogenblik waarop hij ter beschikking van den rechter van instructie werd gesteld.

Inmiddels wordt de aangeklaagde in bewaring gehouden in een daartoe bestemd lokaal.

Art. 140.

L'inculpé sera interrogé par le juge d'instruction, sans autre assistance que celle du greffier.

Cependant, le juge pourra retenir dans son cabinet un ou plusieurs agents de la force publique.

Art. 141.

Le juge d'instruction demandera à l'inculpé ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure.

Il lui fera connaître la nature du crime ou du délit qui fait l'objet de l'instruction et lui demandera de s'expliquer sur les faits et circonstances qui s'y rattachent.

Il pourra faire ensuite à l'inculpé les questions qu'il jugera convenables pour éclaircir ou compléter ses déclarations ou pour en contrôler l'exactitude, et il lui fera connaître les charges que révèle l'instruction.

Art. 142.

Les réponses de l'inculpé seront immédiatement consignées par écrit, à la suite des questions du juge.

Dans la rédaction de ces réponses, le juge d'instruction se conformera aux dispositions des articles 120 et 121.

Art. 143.

Le procès-verbal de l'interrogatoire sera signé, à chaque feuillet, par l'inculpé, par le juge et par le greffier.

Si l'inculpé ne sait ou ne veut pas signer, il en sera fait mention.

Chaque interrogatoire sera consigné sur des feuilles séparées.

Art. 140.

De aangeklaagde wordt door den rechter van instructie ondervraagd, in tegenwoordigheid alleen van den griffier.

Evenwel kan de rechter één of meer agenten der openbare macht in zijn kabinet doen blijven.

Art. 141.

De rechter van instructie vraagt den aangeklaagde zijn naam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn staat, zijn beroep en zijne woonplaats.

Hij maakt hem bekend den aard van de misdaad of van het wanbedrijf waaromtrent het onderzoek wordt gedaan en vraagt hem zich te verklaren nopens de feiten en omstandigheden die daarmede in verband staan.

Vervolgens kan hij den aangeklaagde de vragen stellen die hij gepast acht om zijne verklaringen op te helderen of aan te vullen of de juistheid daarvan na te gaan, en maakt hij hem bekend met de bezwaren die uit het onderzoek voortvloeien.

Art. 142.

De antwoorden van den aangeklaagde worden onmiddellijk schriftelijk opgeteekend, achter de vragen van den rechter.

Bij het op schrift brengen van deze antwoorden, handelt de rechter van instructie overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 120 en 121.

Art. 143.

Het proces-verbaal van ondervraging wordt, op elke bladzijde, ondertekend door den aangeklaagde, den rechter en den griffier.

Kan of wil de aangeklaagde niet onderteekenen, dan wordt daarvan melding gemaakt.

Elke ondervraging wordt op afzonderlijke bladen opgeteekend.

Art. 144.

S'il y a plusieurs inculpés, ils seront interrogés séparément. Il pourra être dérogé à cette règle dans le cas de descente sur les lieux.

Le juge d'instruction pourra ensuite les confronter.

Art. 145.

L'interrogatoire et la confrontation pourront être renouvelés aussi souvent que le juge d'instruction le jugera nécessaire.

Art. 146.

Lorsqu'il y aura lieu d'interroger un inculpé domicilié ou résidant dans l'arrondissement, mais en dehors du canton où réside le juge d'instruction, celui-ci pourra déléguer le juge de paix du canton où l'inculpé se trouve.

Art. 147.

Lorsqu'il y aura lieu d'interroger un inculpé en dehors de l'arrondissement où se fait l'instruction, le juge pourra déléguer son collègue de l'arrondissement où se trouve l'inculpé. Si l'inculpé n'habite pas le canton du juge d'instruction délégué, celui-ci pourra commettre le juge de paix du domicile ou de la résidence de l'inculpé.

Art. 148.

L'acte de délégation contiendra un état des faits et questions sur lesquels doit porter l'interrogatoire et les renseignements dont la connaissance peut être nécessaire au magistrat.

Les articles 132 et 135 seront observés.

Art. 144.

Zijn er verscheidene aangeklaagden, dan worden ze afzonderlijk ondervraagd. In het geval van gerechtelijke plaatsopneming, kan van dezen regel worden afgeweken.

De rechter van instructie kan ze vervolgens tegenover elkander stellen.

Art. 145.

Het ondervragen en tegenover elkander stellen kan zoo dikwijls worden herhaald als de rechter van instructie noodig acht.

Art. 146.

Moet er worden overgegaan tot de ondervraging van een aangeklaagde die zijne woonplaats of zijn verblijf heeft in het arrondissement, maar buiten het kanton waar de rechter van instructie verblijft, zoo kan deze aan den vrederechter van het kanton, waar de aangeklaagde zich bevindt, de ondervraging opdragen.

Art. 147.

Moet er tot de ondervraging van een aangeklaagde worden overgegaan buiten het arrondissement waar het onderzoek geschiedt, dan kan de rechter zijnen ambtgenoot van het arrondissement, waar de aangeklaagde zich bevindt, daartoe machtigen. Woont de aangeklaagde niet in het kanton van den afgevaardigden rechter van instructie, dan kan deze den vrederechter van de woonplaats of van het verblijf des aangeklaagden opdracht geven.

Art. 148.

De akte van lastgeving behelst eene opgave van de feiten en vragen waarover het verhoor moet loopen, alsmede de inlichtingen waarvan de kennis noodig kan zijn voor den rechter.

De artikelen 132 en 133 worden nageleefd.

ART. 149.

Les dispositions des articles 134 et suivants, concernant les témoins qui ne parlent pas la même langue que le juge d'instruction et les témoins sourds ou sourds-muets, sont communes aux interrogatoires des inculpés.

ART. 150.

L'aveu de l'inculpé ne dispense pas le juge d'instruction de rechercher d'autres éléments de preuve.

ART. 151.

Dans son premier interrogatoire, l'inculpé sera averti de son droit de choisir un conseil ou de s'en faire désigner un conformément à l'article 14 de la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire. Il pourra user de ce droit à tout moment de l'instruction. Les noms et demeure du conseil ainsi choisi ou désigné seront portés par lui à la connaissance du juge d'instruction et mentionnés au dossier de la procédure.

SECTION II.

Du mandat d'arrêt.

ART. 152.

Après l'interrogatoire ou en cas de fuite de l'inculpé, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt, lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave.

Si l'accusé a sa résidence en Belgique et n'est pas en fuite, le juge d'instruction ne décernera ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut emporter la

ART. 149.

De bepalingen van de artikelen 134 en volgende, betreffende de getuigen die niet dezelfde taal spreken als de rechter van instructie en de doove of doofstomme getuigen, zijn van toepassing op de ondervragingen der aangeklaagden.

ART. 150.

De bekentenis van den aangeklaagde ontslaat den rechter van instructie niet van de verplichting andere gronden van bewijs op te sporen.

ART. 151.

De aangeklaagde wordt bij zijne eerste ondervraging verwittigd, dat hij het recht heeft een raadsman te kiezen of er zich een te doen aanwijzen overeenkomstig artikel 14 der wet van 30 Juli 1889 op den gerechtelijken bijstand. Van dat recht kan hij op elk oogenblik van het onderzoek gebruik maken. De namen en woonplaats van den aldus gekozen of aangewezen raadsman worden door hem ter kennis van den rechter van instructie gebracht en in de processtukken vermeld.

AFDEELING II.

Van het bevel tot aanhouding.

ART. 152.

Na de ondervraging van den aangeklaagde of wanneer deze op de vlucht is, kan de rechter van instructie een bevel tot aanhouding uitvaardigen, wanneer het feit van dien aard is dat het eene gevangenisstraf van drie maanden of eene zwaardere straf ten gevolge kan hebben.

Heeft de beschuldigde zijn verblijf in België en is hij niet voortvluchtig, dan vaardigt de rechter van instructie dat bevel slechts in ernstige en buitengewone omstandigheden uit, wanneer het belang van de openbare veiligheid dien maatregel vereischt.

Indien evenwel op het feit is gesteld

peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grave, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

ART. 153.

Le mandat d'arrêt, dans le cas prévu au § 2 de l'article précédent, spécifiera les circonstances graves, exceptionnelles et intéressant la sécurité publique sur lesquelles l'arrestation est motivée.

ART. 154.

L'inculpé sera mis en liberté si, dans les cinq jours, depuis le jour de l'interrogatoire, le mandat n'est pas maintenu par la chambre du conseil, sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus.

Si l'inculpé a fait connaître son conseil conformément à l'article 151, le président de la chambre appelée à statuer fera indiquer, vingt-quatre heures au moins d'avance, sur un registre spécial tenu au greffe, les lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donnera avis, par lettre recommandée, au conseil désigné.

ART. 155.

Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le délai d'un mois à compter du premier interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que cette chambre, par une ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Il en sera de même successivement de mois en mois, si la chambre du conseil n'a

de straf van dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar of eene zwaardere straf, mag de rechter van instructie den aangeklaagde alleen in vrijheid laten op het overeenkomstig advies van den procureur des Konings.

ART. 153.

In het geval voorzien bij § 2 van het vorig artikel, duidt het bevel tot aanhouding nauwkeurig de ernstige, buitengewone en voor de openbare veiligheid van belang zijnde omstandigheden aan waarop de aanhouding berust.

ART. 154.

De aangeklaagde wordt in vrijheid gesteld wanneer, binnen vijf dagen volgende op zijne ondervraging, het bevel niet wordt gehandhaafd door de raadkamer, na het verslag van den rechter van instructie, den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

Heeft de aangeklaagde, overeenkomstig artikel 151, zijnen raadsman doen kennen, dan doet de voorzitter van de kamer, die geroepen is uitspraak te doen, ten minste vier en twintig uren te voren, op een bijzonder ter griffie gehouden register, de plaats, den dag en het uur der verschijning aanduiden.

De griffier geeft daarvan, bij aangeteekenden brief, kennis aan den gekozen raadsman.

ART. 155.

Heeft de raadkamer niet beslist over de betichting binnen den tijd van ééne maand na de eerste ondervraging, dan wordt de aangeklaagde in vrijheid gesteld, tenzij deze kamer, bij met redenen omkleed bevel, na den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn raadsman te hebben gehoord, eenparig verklaart dat, met het oog op 't openbaar belang, de voorloopige hechtenis moet worden gehandhaafd.

Hetzelfde geldt van maand tot maand, zoo de raadkamer over de betichting niet

point statué sur la prévention à la fin d'un nouveau mois.

Les dispositions des § 2 et 3 de l'article précédent seront observées.

Art. 156.

Le juge d'instruction et, dans le cas de crime flagrant, le procureur du Roi, pourront, par voie télégraphique, transmettre l'ordre d'arrêter un inculpé.

Cet ordre, revêtu de la signature du juge et de l'empreinte de son sceau, devra contenir les nom, prénoms, qualité, âge, demeure et signalement de l'inculpé, s'ils sont connus, sinon, des désignations équivalentes, aussi précises que possible. Il sera signé par l'employé chargé de l'expédier, et la copie sera revêtue de la signature de l'employé qui l'aura reçue.

L'ordre d'arrestation sera exécuté comme mandat d'amener.

Art. 157.

Dans le cours de la procédure, le juge d'instruction pourra, le procureur du Roi entendu en son avis, par une ordonnance motivée, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure, dès qu'il en sera requis.

Toutefois, le procureur du Roi pourra suspendre l'exécution de cette ordonnance par un appel en conformité de l'article 193.

Dispositions générales.

Art. 158

Le juge d'instruction ne peut déléguer le pouvoir de décerner les mandats d'amener ou d'arrêt.

bij het einde van eene nieuwe maand uitspraak heeft gedaan.

De bepalingen van §§ 2 en 3 van het vorig artikel moeten nageleefd worden.

Art. 156.

De rechter van instructie, en de procureur des Konings in het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, kunnen, door middel van de telegraaf, het bevel tot aanhouding van een aangeklaagde overseinen.

Dit bevel, door den rechter onderteekend en een afdruk van zijn zegel dragende, moet behelzen den naam, de voornamen, de hoedanigheid, den ouderdom, de woning en het signalement des aangeklaagden, als zo bekend zijn, anders, zoo nauwkeurig mogelijke aanwijzingen van gelijken aard. Het wordt onderteekend door den beambte, die belast is met de verzending, en het afschrift wordt voorzien van de handteekening van den beambte die het ontving.

Het bevel tot aanhouding wordt als bevel tot medebrenging ten uitvoer gelegd.

Art. 157.

In den loop der rechtspleging kan de rechter van instructie, na de zienswijze te hebben ingewonnen van den procureur des Konings, bij met redenen omkleed bevelschrift, opheffing van het bevel tot aanhouding verleenen, met verplichting voor den aangeklaagde zich bij alle verrichtingen der rechtspleging weder te vertoonen, zoodra hij daartoe wordt ontboden.

Echter kan de procureur des Konings de tenuitvoerbrenging van dat bevel schorsen door zich, overeenkomstig artikel 193, in beroep te voorzien.

Algemeene bepalingen.

Art. 158.

De bevoegdheid, bevelen tot medebrenging of tot aanhouding te verleenen, kan door den rechter van instructie niet aan anderen worden opgedragen.

SECTION III.

De l'interdiction de communiquer.

ART. 159.

Immédiatement après l'interrogatoire, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

ART. 160.

Le juge d'instruction pourra, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. Il rendra à cette fin une ordonnance motivée, qui sera transcrite sur les registres de la prison.

Cette interdiction ne s'appliquera pas au conseil de l'inculpé.

ART. 161.

L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de huit jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 162.

L'inculpé ou, pour lui, un de ses parents ou amis, pourra demander par requête, à la chambre du conseil, la mainlevée de l'interdiction.

La requête sera déposée au greffe ou reçue dans les mêmes formes que les déclarations d'appel. Elle sera inscrite sur le registre des appels correctionnels.

La chambre du conseil y statuera, dans les trois jours du dépôt ou de la réception de la requête, le juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé ou son défenseur entendus.

AFDEELING III.

Van het verbod met iemand gemeenschap te hebben.

ART. 159.

Onmiddellijk na de ondervraging, mag de aangeklaagde vrijelijk gemeenschap hebben met zijnen raadsman.

ART. 160.

Wanneer de loop van het onderzoek dit eischt, kan de rechter van instructie bevelen dat er geen gemeenschap mag plaats hebben. Te dien einde verleent hij een met redenen omkleed bevel, dat in de registers van de gevangenis wordt overgeschreven.

Dit verbod is niet van toepassing op den raadsman van den aangeklaagde.

ART. 161.

Het verbod kan niet langer worden verlengd dan acht dagen, te rekenen van het eerste verhoor. Het mag niet hernieuwd worden.

ART. 162.

De aangeklaagde of, in zijne plaats, een zijner bloedverwanten of vrienden, kan, bij verzoekschrift tot de raadkamer gericht, vragen dat het verbod worde opgeheven.

Het verzoekschrift wordt ter griffie neergelegd of ontvangen met inachtneming van dezelfde vormen als voor de aanteekening van beroep. Het wordt ingeschreven in het register van beroep in correctioneele zaken.

De raadkamer doet daarover uitspraak binnen drie dagen na de nederlegging of na de ontvangst van het verzoekschrift, den rechter van instructie, den procureur des Konings en den aangeklaagde of zijn verdediger gehoord.

Art. 163.

Si l'inculpé a fait connaître son défenseur conformément à l'article 151, le président de la chambre du conseil fera indiquer, sur le registre prescrit par l'article 154, au moins vingt quatre heures d'avance, les lieu, jour et heure auxquels l'inculpé sera entendu.

Le défenseur sera averti par le greffier du tribunal, au plus tard la veille, suivant le mode indiqué à l'article 154.

SECTION IV.

De la forme et de l'exécution du mandat.

Art. 164.

Le mandat d'amener contiendra :

La date des jour, mois et an ;

La qualité de celui qui l'a décerné, sa signature et l'empreinte de son sceau ;

Les nom, prénoms, âge, profession, signalement et demeure de l'inculpé, s'ils sont connus; sinon, des désignations équivalentes aussi précises que possible et la mention du fait.

Le mandat d'arrêt contiendra, de plus, la qualification du fait et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou un délit.

Art. 165.

Le mandat de comparution contiendra les nom, profession et demeure de l'inculpé et la mention du fait. Il y sera exprimé que la personne citée qui n'y déférera pas pourra être contrainte par la voie du mandat d'amener.

Art. 163.

Heeft de aangeklaagde, overeenkomstig artikel 151, zijn verdediger doen kennen, dan doet de voorzitter der raadkamer, op het bij artikel 154 voorgescreven register, ten minste vier en twintig uren te voren, aanduiden de plaats, den dag en het uur waarop de aangeklaagde zal gehoord worden.

De verdediger wordt door den griffier der Rechtbank, uiterlijk den dag te voren, gewaarschuwd op de wijze in artikel 154 voorgescreven.

AFDEELING IV.

Van den vorm en de tenuitvoerbrenging van het bevel.

Art. 164.

Het bevel tot aanhouding behelst :

De aanduiding van den dag, van de maand en van het jaar ;

De hoedanigheid van hem die het uitvaardigde, zijne handteekening en het afdruk van zijn zegel ;

Den naam, de voornamen, den ouderdom, het beroep, het signalement en de woning des aangeklaagden, als ze bekend zijn, anders, zoo nauwkeurig mogelijke aanwijzingen van gelijken aard, benevens de vermelding van het feit.

Daarenboven behelst het bevel tot aanhouding de strafrechterlijke benaming van het feit, alsmede de aanhaling van de wet die verklaart dat dit feit eene misdaad of een wanbedrijf is.

Art. 165.

Het bevel tot verschijning behelst den naam, het beroep en de woning des aangeklaagden, alsmede de vermelding van het feit. Daarin wordt te kennen gegeven, dat de persoon die er niet aan voldoet, kan worden gedwongen door een bevel tot medebrenging.

ART. 166.

L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats pourra donner lieu à des mesures disciplinaires contre le juge d'instruction et le procureur du Roi et même à prise à partie.

ART. 167.

Les mandats sont exécutoires dans tout le territoire du royaume.

Ils seront notifiés par un huissier, un garde champêtre ou forestier, un agent de la force publique ou de la police locale, un directeur ou gardien en chef des prisons.

Les mandats seront exhibés à l'inculpé au moment de l'arrestation, et il lui en sera délivré copie, au plus tard dans les vingt-quatre heures.

ART. 168.

L'inculpé qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besoin, la force publique du lieu le plus voisin; elle sera tenue de marcher sur la réquisition contenue dans le mandat.

ART. 169.

Néanmoins, lorsque, après plus de deux jours depuis la date du mandat d'amener, l'inculpé aura été trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui a délivré ce mandat et à une distance de plus de 5 myriamètres, il sera conduit, s'il le demande, devant le procureur du Roi de l'arrondissement où il aura été trouvé. Ce magistrat pourra soit prescrire l'exécution immédiate du mandat d'amener, soit décerner un mandat d'arrêt en vertu duquel l'inculpé sera retenu dans

ART. 166.

Het niet naleven van de formaliteiten, voor de bevelen voorgeschreven, kan aanleiding geven tot maatregelen van tucht tegen den rechter van instructie en den procureur des Konings en zelfs tot verhaal op hen.

ART. 167.

De bevelen zijn uitvoerbaar binnen het grondgebied van het geheele koninkrijk.

Zij worden beteekend door een deurwaarder, een veld- of boschwachter, een agent der openbare macht of der plaatselijke politie, een bestuurder van gevangenis of een hoofdgevangenenbewaarder.

De bevelen worden den aangeklaagde vertoond op 't oogenblik der aanhouding en uiterlijk binnen vier en twintig uren wordt hem daarvan een afschrift gegeven.

ART. 168.

De aangeklaagde, die weigert te gehoorzamen aan het bevel tot medebrenging, of die, na te hebben verklaard dat hij bereid is te gehoorzamen, tracht te ontvluchten, wordt tot gehoorzaamheid gedwongen.

De houder van het bevel tot medebrenging maakt, zoo noodig, gebruik van de openbare macht der dichtstbijgelegen plaats; op vordering, in het bevel vervat, is zij gehouden bijstand te verleen.

ART. 169.

Wanneer echter, meer dan twee dagen na de dagteekening van het bevel tot medebrenging, de aangeklaagde wordt gevonden buiten het arrondissement van den ambtenaar die het bevel uitvaardigde en op een afstand van meer dan 5 myriameter, wordt hij, zoo hij het verlangt, gebracht voor den procureur des Konings van het arrondissement waar hij gevonden werd. Deze magistraat kan, hetzij het bevel tot medebrenging onmiddellijk doen uitvoeren, hetzij verlee-

la maison d'arrêt pendant quarante-huit heures au plus.

Le mandat d'amener devra être exécuté, si l'inculpé a été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instruments qui font présumer qu'il est auteur ou complice du crime ou du délit pour lequel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé.

ART. 170.

Le procureur du Roi qui aura délivré le mandat d'arrêt visé à l'article précédent, en informera immédiatement le juge d'instruction qui a décerné le mandat d'amener, et lui communiquera les observations de l'inculpé ainsi que les renseignements qu'il aura pu recueillir.

Le juge d'instruction décidera si le mandat d'amener doit être exécuté et fera connaître sa décision, par voie télégraphique, au procureur du Roi qui a décerné le mandat d'arrêt.

ART. 171.

Si l'inculpé a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener délivré, dans le cas de crime flagrant, par le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire auxiliaire de ce magistrat, la communication prescrite par le § 1^{er} de l'article précédent sera adressée directement au juge d'instruction saisi de l'affaire, lequel statuera conformément au § 2 dudit article.

Le juge d'instruction donnera avis de la réception des pièces au procureur du Roi près lequel il exerce.

nen een bevel tot aanhouding, krachtens hetwelk de aangeklaagde in het huis van arrest gedurende ten hoogste acht en veertig uren wordt gehouden.

Vindt men op den aangeklaagde voorwerpen, papieren of werktuigen die doen veronderstellen, dat hij de dader of medeplichtige is van de misdaad of van het wanbedrijf waarvoor hij werd opgespoord, dan moet het bevel tot aanhouding worden uitgevoerd, binnen welken termijn en op welken afstand hij ook werd gevonden.

ART. 170.

De procureur des Konings die het bij 't vorig artikel bedoeld bevel tot aanhouding uitvaardigde, geeft daarvan onmiddellijk kennis aan den rechter van instructie die het bevel tot medebrenging uitvaardigde en deelt hem mede de opmerkingen van den aangeklaagde alsook de door hem ingewonnen inlichtingen.

De rechter van instructie beslist of het bevel tot medebrenging moet worden uitgevoerd en brengt, per telegram, zijne beslissing ter kennis van den procureur des Konings, die het bevel tot aanhouding uitvaardigde.

ART. 171.

Is de aangeklaagde aangehouden uit kracht van een bevel tot aanhouding, in het geval van misdaad ontdekt op heeter daad, uitgevaardigd door den procureur des Konings of een ambtenaar der gerechtelijke politie, die dezen magistraat ter zijde staat, dan wordt de bij het 1^{ste} lid van het vorig artikel vereischte mededeeling rechtstreeks gezonden aan den rechter van instructie bij wien de zaak aanhangig is; deze doet uitspraak overeenkomstig § 2 van genoemd artikel.

De rechter van instructie bericht den procureur des Konings van de rechtbank bij welke hij werkzaam is, dat hij de stukken heeft ontvangen.

ART. 172.

Si l'inculpé, contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, ne peut être trouvé, le mandat sera notifié à sa dernière habitation; la copie de l'acte de notification sera laissée aux parents ou serviteurs de l'inculpé, trouvés dans sa demeure; en leur absence, au bourgmestre, à l'un des échevins ou au commissaire de police de la commune.

Le mandat sera exhibé au bourgmestre, à l'échevin ou au commissaire de police, et l'original de l'acte de notification sera revêtu de son visa.

ART. 173.

L'agent chargé de l'exécution du mandat d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que l'inculpé ne puisse pas se soustraire à la loi.

Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat devra s'exécuter, et elle sera tenue de marcher, sur la réquisition directement faite au commandant et contenue dans le mandat.

ART. 174.

Si l'inculpé est trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui aura délivré le mandat d'arrêt, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le bourgmestre ou l'un des échevins, ou devant le commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution.

ART. 175.

L'inculpé saisi en vertu d'un mandat d'arrêt, sera conduit, sans délai, dans la maison d'arrêt de l'arrondissement du juge d'instruction qui a décerné le mandat.

ART. 172.

Kan de aangeklaagde, tegen wien een bevel tot medebrenging werd uitgevaardigd, niet worden gevonden, dan wordt het bevel te zijner laatste woning beteekend; het afschrift der akte van beteekening wordt gelaten aan de bloedverwanten of dienstboden van den aangeklaagde, die men in zijne woning aantreft, en, bij hunne afwezigheid, aan den burgemeester, aan een der schepenen of aan den commissaris van politie der gemeente.

Het bevel wordt den burgemeester, den schepenen of commissaris van politie vertoond; het origineel der akte van beteekening wordt door dezen voor gezien geteekend.

ART. 173.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van het bevel tot aanhouding, doet zich vergezellen van eene macht sterk genoeg om te beletten, dat de aangeklaagde zich aan de wet onttrekt.

Deze macht wordt genomen ter plaatse die het dichtst is gelegen bij degene waar het bevel moet worden uitgevoerd; op de vordering, den commandant rechtstreeks gedaan en in het bevel vermeld, is zij gehouden bijstand te verleen.

ART. 174.

Vindt men den aangeklaagde buiten het arrondissement van den ambtenaar die het bevel tot aanhouding uitgevaardigde, dan wordt hij gebracht voor den vrederechter of zijn plaatsvervanger, en bij hunne ontstentenis, voor den burgemeester of een der schepenen, of voor den commissaris van politie der plaats die het bevel voor gezien teekent, zonder de uitvoering daarvan te kunnen beletten.

ART. 175.

De aangeklaagde, die uit kracht van een bevel tot aanhouding gevat is, wordt, zonder verwijl, gebracht naar het huis van arrest gelegen in het arrondissement van den rechter van instructie die het bevel uitgevaardigde.

ART. 176.

L'agent chargé de l'exécution du mandat d'arrêt remettra l'inculpé au gardien de la maison d'arrêt, qui lui en donnera décharge.

Il portera ensuite au greffe du tribunal correctionnel les pièces relatives à l'arrestation et en prendra une reconnaissance.

Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt-quatre heures, au juge d'instruction; celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son visa, qu'il datera et signera.

ART. 177.

Si l'inculpé contre lequel il a été décerné un mandat d'arrêt, ne peut être saisi, le mandat sera notifié comme dans le cas de l'article 172 et il sera dressé procès-verbal de perquisition.

Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins de l'inculpé que le porteur du mandat pourra trouver; ils le signeront, ou, s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui en aura été faite.

Si l'habitation de l'inculpé est isolée ou si les voisins refusent d'assister à la perquisition, il sera fait mention de ces circonstances au procès-verbal.

Le porteur du mandat fera ensuite viser son procès-verbal par le bourgmestre, l'un des échevins ou le commissaire de police du lieu et lui en laissera copie.

Le mandat et le procès-verbal seront remis au greffe du tribunal dans le ressort duquel le procès-verbal aura été dressé.

ART. 176.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van het bevel tot aanhouding, levert den aangeklaagde over aan den gevangenebewaarder van het huis van arrest; deze geeft hem een bewijs van de overlevering.

Vervolgens brengt hij de stukken die betrekking hebben op de aanhouding naar de griffie der correctionele rechtbank alwaar hem een bewijs van ontvangst wordt afgegeven.

Die bewijzen van overlevering en ontvangst laat hij, binnen vier en twintig uren, zien aan den rechter van instructie; deze stelt op beide stukken zijn visa, 't welk hij dagteekent en onderteekent.

ART. 177.

Kan de aangeklaagde, tegen wien een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd, niet worden gevat, dan wordt het bevel betekend zooals voor het geval voorzien bij artikel 172 is bepaald en van de opsporing proces-verbaal opgemaakt.

Dit proces-verbaal wordt opgemaakt in tegenwoordigheid van de twee naaste buurlieden van den aangeklaagde die de houder van het bevelschrift kan vinden. Zij onderteekenen het, of, zoo zij het niet kunnen of willen onderteekenen, wordt daarvan melding gemaakt evenals van het daartoe gedane aanzoek.

Is de woning van den aangeklaagde van andere afgezonderd of weigeren de bureu de huiszoeking bij te wonen, dan wordt van deze omstandigheden in het proces-verbaal melding gemaakt.

De houder van het bevelschrift doet vervolgens zijn proces-verbaal voor gezien teekenen door den burgemeester, een der schepenen of den commissaris van politie der plaats en laat hem daarvan een afschrift.

Bevelschrift en proces-verbaal worden afgegeven ter griffie van de rechtbank binnen welker gebied het proces-verbaal is opgemaakt.

ART. 178.

L'agent chargé de l'exécution d'un mandat d'amener ou d'arrêt est autorisé à pénétrer, pendant le jour, dans la demeure de l'inculpé contre lequel ils sont décernés. Il ne pourra y pénétrer, pendant la nuit, que dans les cas prévus aux articles 86 et 87 de ce Code.

L'agent ne pourra s'introduire, même pendant le jour, dans la maison d'un citoyen autre que l'inculpé, si ce n'est en vertu d'un ordre de perquisition donné par l'officier de police judiciaire qui a décerné le mandat.

ART. 179.

Tout dépositaire de la force publique et même tout citoyen sera tenu de saisir et de conduire devant le procureur du Roi ou devant un officier de police auxiliaire, tout individu surpris en flagrant délit, si le fait constitue un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la personne ou la propriété d'un citoyen.

CHAPITRE VI.

De la mise en liberté provisoire.

ART. 180.

Dans le cas où le juge d'instruction n'a pas donné mainlevée du mandat d'arrêt, la mise en liberté provisoire peut être accordée sur requête adressée au tribunal correctionnel, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la chambre des appels correctionnels, depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre, pendant l'instance en règlement de juges; à la cour d'assises, ou si celle-ci n'est pas en session, à la chambre des mises en accusation, depuis la notification de l'arrêt de

ART. 178.

De ambtenaar, belast met de uitvoering van een bevel tot medebrenging of tot aanhouding, is gemachtigd, bij dag, binnen te treden in de woning van den aangeklaagde tegen wien ze zijn uitgevaardigd. Bij nacht, mag hij er alleen binnentreden in de gevallen bij de artikelen 86 en 87 van dit Wetboek voorzien.

Zelfs bij dag, mag de ambtenaar de woning van een anderen burger dan den aangeklaagde niet binnentreden, tenzij hij handelt uit kracht van een bevel tot huiszoeking, afgegeven door den ambtenaar van gerechtelijke politie die het bevel uitvaardigde.

ART. 179.

Elke agent van de gewapende macht en zelfs elke burger is gehouden te vatten en voor den procureur des Konings of voor een hulpambtenaar van gerechtelijke politie te brengen iederen persoon die op heeter daad wordt betrapt, wanneer het feit een aanslag hetzij op de openbare veiligheid, hetzij op den persoon of op den eigendom van een burger uitmaakt.

HOOFDSTUK VI.

Van de voorloopige invrijheidstelling.

ART. 180.

In geval de rechter van instructie het bevel tot aanhouding niet heeft opgeheven, kan voorloopige invrijheidstelling worden toegestaan, op verzoekschrift gericht tot de correctioneele rechtbank, van het bevel tot verwijzing af tot het vonnis toe; tot de kamer voor correctioneele zaken in hooger beroep, van het beroep af tot het arrest toe; tot de Kamer van inbeschuldigingstelling, van het bevel tot verwijzing af tot de beteekening van het arrest toe; tot dezelfde kamer, gedurende het geding tot regeling van rechtsgebied; tot het assisenhof, of zoo dit niet zit, tot de kamer van inbeschuldiging-

renvoi; à la même chambre, depuis le recours en cassation jusqu'à l'arrêt.

ART. 181.

La requête sera déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer et y sera inscrite au registre mentionné dans l'article 154.

Il y sera statué, en chambre du conseil, dans les cinq jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son défenseur entendus.

Le défenseur sera averti, par les soins du greffier, d'après le mode indiqué à l'article 154.

ART. 182.

Le juge d'instruction pourra, en tout état de cause, nonobstant la mise en liberté de l'inculpé, décerner un nouveau mandat d'arrêt, si des circonstances nouvelles, graves et intéressant la sécurité publique, rendent cette mesure nécessaire. Ce mandat spécifiera les circonstances nouvelles, graves et intéressant la sécurité publique, sur lesquelles l'arrestation est motivée.

Il devra être confirmé, dans les cinq jours de son exécution, par la chambre du conseil, en la forme prescrite par l'article 154.

ART. 183.

Dans les cas prévus aux articles 154, 155, 157, 180 et 182 § 2, la mise en liberté provisoire pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Le cautionnement garantit la représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution de la peine corporelle, aussitôt qu'il en sera requis.

stelling, van de beteekening van het arrest van verwijzing af; tot dezelfde kamer, van de voorziening in cassatie af tot het arrest toe.

ART. 181.

Het verzoekschrift wordt ingediend ter griffie van het gerecht dat uitspraak moet doen en aldaar ingeschreven in het register waarvan artikel 154 melding maakt.

Daarover wordt in raadkamer uitspraak gedaan binnen vijf dagen na de indiening, het openbaar ministerie en den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

De verdediger wordt, door de zorg van den griffier, op de in artikel 154 aangeduide wijze gewaarschuwd.

ART. 182.

De rechter van instructie kan, in elken stand der zaak, ondanks de invrijheidstelling van den aangeklaagde, een nieuw bevel tot aanhouding uitvaardigen wanneer deze maatregel noodzakelijk wordt gemaakt door nieuwe ernstige omstandigheden, die van belang zijn voor de openbare veiligheid. Dit bevel zet de nieuwe ernstige en voor de openbare veiligheid belangrijke omstandigheden uiteen waarop de aanhouding gegrond is.

Binnen vijf dagen na zijne ten uitvoerbrenging, moet het door de raadkamer worden bevestigd op de wijze voorgeschreven bij artikel 154.

ART. 183.

In de gevallen voorzien bij de artikelen 154, 155, 157, 180 en 182 § 2, kan de voorloopige invrijheidstelling afhankelijk worden gemaakt van de verplichting eene waarborgsom te storten.

De waarborgsom strekt tot zekerheid, dat de aangeklaagde bij alle verrichtingen der rechtspleging alsmede bij de tenuitvoerbrenging der lichamelijke straf zal verschijnen zoodra hij daartoe wordt opgeroepen.

ART. 184.

Le cautionnement sera fourni en espèces ou en titres de la Dette nationale belge, soit par l'inculpé, soit par un tiers, et le montant en sera déterminé par la juridiction saisie au moment de la demande.

Il sera versé à la caisse des dépôts et consignations, et le ministère public, sur le vu du récépissé, fera exécuter l'ordonnance ou l'arrêt de mise en liberté.

ART. 185.

Préalablement à la mise en liberté, avec ou sans cautionnement, le détenu devra, par acte reçu au greffe ou par déclaration signée, remise au directeur de la prison, élire domicile, s'il est inculpé, dans le lieu où siège le juge d'instruction; s'il est prévenu ou accusé, dans celui où siège la juridiction saisie du fond de l'affaire.

ART. 186.

Le cautionnement sera restitué, si l'inculpé s'est présenté à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

Si la condamnation est conditionnelle, il suffira que l'inculpé se soit présenté à tous les actes de la procédure.

Il sera également restitué si, dans le cours de la procédure, les juges compétents aux termes de l'article 180 pour ordonner la mise en liberté provisoire, estiment que la restitution peut avoir lieu sans inconvénient.

En cas de contestation, les demandes en restitution, dirigées contre l'agent de la caisse des consignations, seront déferées aux tribunaux civils.

ART. 184.

De waarborgsom wordt in geld of in titels van de Belgische Staatsschuld gestort, hetzij door den aangeklaagde, hetzij door een derde; het bedrag daarvan wordt bepaald door den rechter bij wien, op het oogenblik der aanvraag, de zaak ahangig is.

Zij wordt in de consignatiekas gestort; op vertoon van het ontvangstbewijs, doet het openbaar ministerie het bevel of arrest tot invrijheidstelling uitvoeren.

ART. 185.

Vóór de invrijheidstelling, met of zonder borgtocht, moet de in verzekerde bewaring gehoudene, bij akte ter griffie gedaan of bij schriftelijke verklaring aan den bestuurder der gevangenis ter hand gesteld, woonplaats kiezen, zoo hij is aangeklaagd, in de plaats waar de rechter van instructie zitting heeft; zoo hij is betichte of beschuldigde, in die waar de rechter zitting houdt, bij wien de hoofdzaak ahangig is.

ART. 186.

De waarborgsom wordt teruggegeven, zoo de aangeklaagde bij alle verrichtingen der rechtspleging en voor de tenuitvoerlegging van het vonnis is verschenen.

Betreft het eene voorwaardelijke veroordeeling, dan is het voldoende dat de aangeklaagde is verschenen bij alle verrichtingen der rechtspleging.

Zij wordt insgelijks teruggegeven, indien, gedurende de rechtspleging, de rechters die, naar luid van artikel 180, bevoegd zijn de voorloopige invrijheidstelling te bevelen, van oordeel zijn dat de teruggaaf zonder bezwaar kan geschieden.

In geval van betwisting, worden de tegen den agent der consignatiekas gerichte aanvragen om teruggaaf bij de burgerlijke rechtbanken ahangig gemaakt.

ART. 187.

Le cautionnement sera attribué à l'État, dès que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, sera constitué en défaut de se présenter à un acte quelconque de la procédure ou pour l'exécution du jugement prononçant une peine corporelle.

Néanmoins, en cas de renvoi des poursuites, d'acquiescement, d'absolution ou de condamnation conditionnelle, le jugement ou l'arrêt en ordonnera la restitution, sauf prélèvement des frais extraordinaires auxquels le défaut de se présenter aura pu donner lieu.

ART. 188.

Le défaut par l'inculpé de s'être présenté à un acte de la procédure sera constaté par le jugement ou l'arrêt de condamnation, lequel déclarera, en même temps, que le cautionnement est acquis à l'État.

ART. 189.

Le défaut par l'inculpé de se présenter pour l'exécution d'un jugement correctionnel qui prononce une peine corporelle, sera constaté, sur les réquisitions du ministère public, par le tribunal qui a rendu le jugement.

Si la condamnation émane d'une cour d'appel ou d'une cour d'assises, le défaut sera constaté par le tribunal correctionnel du lieu où l'instruction préparatoire a été faite.

Dans tous les cas, le jugement déclarera que le cautionnement est acquis à l'État.

ART. 190.

Les actes auxquels le cautionnement donnera lieu seront enregistrés et visés pour timbre en débet.

Les droits ne seront dus que pour autant qu'il aura été prononcé une condamnation définitive.

ART. 187.

De waarborgsom wordt den Staat toegekend zoodra de aangeklaagde, zonder wettige reden van verschooning, in gebreke wordt bevonden te verschijnen bij eenige verrichting van de rechtspleging of voor de uitvoering van het vonnis dat eene lichamelijke straf uitspreekt.

Evenwel wordt, in geval van ontslag van vervolging, vrijspraak, vrijverklaring wegens niet strafbaarheid of voorwaardelijke veroordeeling, door het vonnis of het arrest de teruggaaf daarvan bevolen, behoudens korting ter zake van de buitengewone kosten waartoe het niet-verschijnen aanleiding gaf.

ART. 188.

Het niet-verschijnen van den aangeklaagde bij eene verrichting der rechtspleging wordt vastgesteld door het vonnis of het arrest van veroordeeling, hetwelk terzelfdertijd verklaart dat de waarborgsom aan den Staat is vervallen.

ART. 189.

Is de aangeklaagde in gebreke zich aan te bieden voor de tenuitvoerlegging van een correctioneel vonnis dat eene lichamelijke straf uitsprak, dan wordt dit, op vordering van het openbaar ministerie, vastgesteld door de rechtbank die het vonnis heeft gewezen.

Gaat de veroordeeling uit van een hof van beroep of van een assisenhof, dan wordt het niet-verschijnen vastgesteld door de correctionele rechtbank van de plaats waar het voorloopig onderzoek is gedaan.

In elk geval, verklaart het vonnis dat de waarborgsom aan den Staat is vervallen.

ART. 190.

De akten, waartoe de borgtocht aanleiding geeft, worden geregistreerd en in debet voor zegel gevisceerd.

De rechten zijn alleen verschuldigd voor zooveel er eene onherroepelijke veroordeeling wordt uitgesproken.

ART. 191.

Si, après avoir obtenu sa liberté provisoire, l'inculpé cité ou ajourné ne comparait pas, le juge d'instruction, le tribunal ou la Cour, selon les cas, pourront décerner contre lui un mandat d'arrêt ou une ordonnance de prise de corps.

Le mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction devra être confirmé, dans les cinq jours de son exécution, par la chambre du conseil, en la forme prescrite par l'article 154.

*Dispositions communes aux chapitres
V et VI.*

ART. 192.

L'inculpé et le ministère public pourront appeler, à la chambre des mises en accusation, des ordonnances de la chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les articles 154, 155, 182, 185, 191 § 2, et de la décision rendue par le tribunal correctionnel en conformité de l'article 180.

ART. 195.

L'appel devra être interjeté dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le ministère public, à compter du jour de la décision, et contre l'inculpé à compter du jour où la décision lui aura été signifiée.

Cette signification sera faite dans les vingt-quatre heures.

L'exploit contiendra avertissement à l'inculpé du droit qui lui est accordé d'interjeter appel et du terme dans lequel ce droit est circonscrit.

La déclaration d'appel sera faite au greffe du tribunal de première instance et consignée au registre des appels en matière correctionnelle.

ART. 191.

Indien de aangeklaagde, na zijne voorloopige invrijheidstelling te hebben verkregen, gedagvaard of opgeroepen zijnde niet verschijnt, kunnen de rechter van instructie, de rechtbank of het Hof, naarmate van het geval, tegen hem een bevel tot aanhouding of een bevel tot inhechtenisneming uitvaardigen.

Het door den rechter van instructie verleende bevel tot aanhouding moet, binnen vijf dagen na zijne tenuitvoerlegging, door de raadkamer worden bekrachtigd op de wijze als bij artikel 154 is voorgeschreven.

*Bepalingen aan hoofdstukken
V en VI gemeen.*

ART. 192.

De aangeklaagde en het openbaar ministerie kunnen bij de kamer van inbeschuldigingstelling in beroep komen van de bevelschriften door de Raadkamer verleend in de gevallen voorzien bij de artikelen 154, 155, 182, 185, 191 § 2, alsmede van de beslissing door de correctioneele rechtbank verleend naar luid van artikel 180.

ART. 195.

Het beroep moet worden aangeteekend binnen een termijn van vier en twintig uren, loopende tegen het openbaar ministerie te rekenen van den dag waarop de beslissing is gegeven, en tegen den aangeklaagde te rekenen van den dag waarop de beslissing hem is beteekend.

Deze beteekening geschiedt binnen vier en twintig uren.

Het exploit herinnert aan den aangeklaagde het hem toekomende recht hooger beroep aan te teekenen alsmede aan den termijn binnen welken dat recht is beperkt.

De aantekening van hooger beroep wordt gedaan ter griffie der rechtbank van eersten aanleg en ingeschreven in het register voor hooger beroep in correctioneele zaken.

Les pièces seront transmises par le procureur du Roi au procureur général.

La chambre des mises en accusation statuera, toutes affaires cessantes, le ministère public et l'inculpé ou son conseil entendus.

L'avis au conseil de l'inculpé sera donné par les soins du greffier de la cour, suivant le mode indiqué à l'article 154.

Jusqu'à la décision sur l'appel, les choses resteront en état.

La chambre des mises en accusation ne pourra réformer qu'à l'unanimité de ses membres une décision favorable à l'inculpé.

TITRE III.

De la procédure devant les juridictions d'instruction.

CHAPITRE PREMIER.

Attributions de la chambre du conseil.

ART. 194.

Aussitôt que l'instruction sera complète, le juge transmettra au procureur du Roi les pièces de la procédure, accompagnée d'un inventaire signé par le greffier.

Le procureur du Roi devra retourner les pièces au juge d'instruction, avec ses réquisitions écrites, dans le plus bref délai.

ART. 195.

Le juge d'instruction rendra compte de l'affaire à la chambre du conseil, le plus tôt possible.

ART. 196.

A moins qu'ils n'y aient formellement renoncé au cours de l'instruction, l'inculpé

De stukken worden door den procureur des Konings overgemaakt aan den procureur-generaal.

De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak, vóór alle andere zaken, het openbaar ministerie, den aangeklaagde of zijn raadsman gehoord.

Het bericht wordt den raadsman van den aangeklaagde gegeven door tussenkomst van den griffier van het hof, op de wijze in artikel 154 aangeduid.

Totdat over het beroep is beslist, wordt de zaak gelaten zooals zij is.

Slechts bij eenparigheid harer leden kan de kamer van inbeschuldigingstelling eene voor den aangeklaagde gunstige beslissing veranderen.

TITEL III.

Van de rechtspleging voor de rechts-machten van onderzoek.

EERSTE HOOFDSTUK.

Bevoegdheden van de raadkamer.

ART. 194.

Zoodra het onderzoek volledig is, doet de rechter van instructie de stukken van het geding, met een door den griffier onteekenden inventaris, aan den procureur des Konings geworden.

De procureur des Konings moet de stukken aan den rechter van instructie, met zijne schriftelijke vorderingen binnen den kortst mogelijken tijd terugzenden.

ART. 195.

De rechter van instructie doet, zoo spoedig mogelijk, verslag van de zaak aan de raadkamer.

ART. 196.

Zoo zij daarvan niet in den loop van het onderzoek uitdrukkelijk afstand hebben

et la partie civile seront informés, trois jours au moins à l'avance, à la diligence du greffier et par lettres recommandées adressées au domicile élu par la partie civile et à la résidence indiquée par l'inculpé lors de son dernier interrogatoire, du jour et du lieu où le juge d'instruction fera son rapport.

Ils pourront adresser à la chambre du conseil tel mémoire qu'ils jugeront convenable.

ART. 197.

Les pièces de la procédure seront déposées au greffe, avec les réquisitions écrites du procureur du Roi, trois jours au moins avant la présentation du rapport.

L'inculpé, la partie civile et leurs conseils pourront en prendre connaissance sans déplacement.

ART. 198.

La chambre du conseil sera composée de trois juges, y compris le juge d'instruction.

Elle siège à huis clos.

Le procureur du Roi et le greffier n'assistent ni au rapport ni aux délibérations.

ART. 199.

Le juge d'instruction ne prendra jamais part au jugement des affaires qu'il aura instruites.

Dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, les juges qui ont voté sur le renvoi d'une affaire ne peuvent en connaître pour le jugement.

ART. 200.

La chambre du conseil se réunira sur la convocation de son président et sur la demande du juge d'instruction, toutes les

gedaan, wordt aan den aangeklaagde en de burgerlijke partij, ten minste drie dagen te voren, door de zorg van den griffier en bij aangeteekende brieven, gezonden ter woonplaats door de burgerlijke partij gekozen en ter verblijfplaats door den aangeklaagde bij zijne laatste ondervraging aangewezen, kennis gegeven van den dag waarop en de plaats waar de rechter van instructie zijn verslag zal uitbrengen.

Zij kunnen zulke memorie als ze gepast achten, bij de raadkamer indienen.

ART. 197.

De stukken van het geding worden, met de schriftelijke vorderingen van den procureur des Konings, ten minste drie dagen vóór het aanbieden van het verslag, ter griffie neergelegd.

De aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden kunnen er kennis van nemen zonder ze te verplaatsen.

ART. 198.

De raadkamer is samengesteld uit drie rechters, de rechter van instructie daaronder begrepen.

Zij houdt zitting met gesloten deuren.

De procureur des Konings en de griffier zijn noch bij het verslag noch bij de beraadslagingen tegenwoordig.

ART. 199.

De rechter van instructie neemt nooit deel aan de behandeling van de zaken die hij heeft onderzocht.

Bij de uit verscheidene kamers samengestelde rechtbanken mogen de rechters, die over de verwijzing eener zaak stemden, daarvan niet kennis nemen voor het vonnis.

ART. 200.

De raadkamer vergadert wanneer haar voorzitter ze bijeenroept en op verzoek van den rechter van instructie, zoo dikwijls als

fois qu'il sera nécessaire, pour entendre le rapport de ce magistrat et pour l'examen des pièces de la procédure.

ART. 201.

Si l'action publique n'est pas recevable,

Si le fait n'est prévu par aucune loi pénale,

Ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé,

La chambre du conseil déclarera qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, annulera le mandat d'arrêt et ordonnera la mise en liberté de l'inculpé, s'il est détenu, et s'il n'est pas détenu, le greffier l'avertira immédiatement, par lettre recommandée, de l'ordonnance rendue en sa faveur.

Il en sera de même lorsque la chambre du conseil estimera que l'inculpé, âgé de moins de seize ans accomplis ou sourd-muet, a agi sans discernement et ne doit pas être mis à la disposition du Gouvernement.

ART. 202.

Si le fait est une contravention, ou un délit dont la connaissance appartient au tribunal de police, et si les charges sont suffisantes, elle renverra l'inculpé au tribunal de police qu'elle désignera, et ordonnera sa mise en liberté s'il est détenu.

ART. 203.

Si le fait constitue un délit et s'il existe des charges suffisantes, elle renverra l'inculpé devant le tribunal correctionnel et ordonnera sa mise en liberté s'il est détenu.

Néanmoins, s'il existe encore des motifs légaux d'arrestation pouvant justifier la déli-

dit mocht noodig zijn om het verslag van dezen magistraat te hooren en de stukken van het geding te onderzoeken.

ART. 201.

Is de openbare rechtsvordering niet ontvankelijk,

Is het feit niet door eenige strafwet voorzien,

Of bestaan er geene genoegzame bezwaren tegen den aangeklaagde,

Dan verklaart de raadkamer dat er geen grond is voor vervolging, doet het bevel tot aanhouding te niet en beveelt de invrijheidstelling van den aangeklaagde, zoo deze in verzekerde bewaring is gesteld; is hij niet in verzekerde bewaring gesteld, dan geeft de griffier hem onmiddellijk, bij aangeteekenden brief, kennis van het ten zijnen voordeele uitgebracht bevel.

Hetzelfde geldt wanneer de raadkamer van gevoelen is dat de aangeklaagde, die den ouderdom van zestien jaar nog niet heeft bereikt of doofstom is, zonder oordeel des onderscheids heeft gehandeld en niet ter beschikking van de Regeering dient te worden gesteld.

ART. 202.

Maakt het feit eene overtreding uit of een wanbedrijf waarvan de politie-rechter behoort kennis te nemen en zijn de bezwaren voldoende, dan verwijst zij den aangeklaagde naar de politierechtbank, welke zij aanduidt, en beveelt zijne invrijheidstelling zoo hij in verzekerde bewaring is gesteld.

ART. 203.

Maakt het feit een wanbedrijf uit en bestaan er genoegzame bezwaren, dan verwijst zij den aangeklaagde naar de correctionele rechtbank en beveelt zijne onmiddellijke invrijheidstelling zoo hij in verzekerde bewaring is gesteld.

Bestaan er echter alsnog wettelijke redenen tot aanhouding, dit het uitvaardigen van een

vrance d'un mandat d'arrêt, la chambre pourra maintenir le prévenu en état de détention, en spécifiant les motifs sur lesquels cette décision est fondée.

ART. 204.

Dans le cas de renvoi, soit au tribunal de police, soit au tribunal correctionnel, le procureur du Roi, après avoir coté et paraphé les pièces, les renverra, dans les trois jours au plus tard, au greffe du tribunal qui doit connaître de la prévention.

ART. 205.

Si le fait constitue un crime et s'il existe des charges suffisantes contre l'inculpé, la chambre du conseil ordonnera que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit et un état des pièces servant à conviction, ainsi que les mémoires produits par les parties, soient transmis, sans délai, par le procureur du Roi au procureur général, pour être procédé ainsi qu'il est dit au chapitre suivant.

ART. 206.

Dans le cas de l'article précédent, le mandat d'arrêt décerné contre l'inculpé conservera sa force exécutoire jusqu'à ce qu'il ait été statué par la chambre des mises en accusation.

ART. 207.

La chambre du conseil pourra, avant de statuer, exiger que le juge d'instruction procède à un supplément d'instruction sur les points qu'elle indiquera.

Cette instruction supplémentaire terminée, il sera procédé conformément aux articles 194 et suivants.

nieuw bevel kunnen rechtvaardigen, dan kan de kamer den aangeklaagde in verzekerde bewaring houden, mits zij de redenen, waarop deze beslissing is gegrond, nauwkeurig opgeeft.

ART. 204.

In geval van verwijzing hetzij naar de politierechtbank, hetzij naar de correctionele rechtbank, worden de stukken door den procureur des Konings, nadat hij ze heeft genummerd en gewaarmerkt, uiterlijk binnen drie dagen teruggezonden aan de griffie der rechtbank die kennis van de betichting moet nemen.

ART. 205.

Maakt het feit eene misdaad uit en bestaan er genoegzame bezwaren tegen den aangeklaagde, dan beveelt de raadkamer dat de stukken van het onderzoek, het proces-verbaal houdende vaststelling van het *corpus delicti* én eene lijst van de stukken van overtuiging, benevens de memoriën door partijen ingediend, zonder verwijl door den procureur des Konings worden toegezonden aan den procureur-generaal opdat er worde gehandeld zooals het volgende hoofdstuk zegt.

ART. 206.

In het bij het vorig artikel voorziene geval, kan het tegen den aangeklaagde uitgevaardigde bevel tot aanhouding zijn kracht behouden totdat de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak heeft gedaan.

ART. 207.

Alvorens uitspraak te doen, kan de raadkamer eischen dat de rechter van instructie overga tot een aanvullend onderzoek nopens de door haar opgegeven punten.

Is dit aanvullend onderzoek geëindigd, dan wordt er gehandeld overeenkomstig de artikelen 194 en volgende.

ART. 208.

La chambre du conseil statuera par une seule ordonnance sur les crimes et les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps devant elle, et ordonnera, s'il y a lieu, le renvoi de toute la procédure au procureur général, comme il est dit à l'article 203.

Si l'instruction comprend des contraventions connexes à un délit, elle prononcera, pour le tout, le renvoi au tribunal correctionnel.

ART. 209.

Les ordonnances de la chambre du conseil seront rendues en présence du procureur du Roi.

Elles contiendront les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession du prévenu, la qualification du fait avec les circonstances aggravantes légales et la déclaration qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes.

Elles seront datées et signées, séance tenante, par les juges et le greffier et seront signifiées à l'inculpé, dans les cas des articles 203 et 203, et à la partie civile, dans ceux de l'article 201.

ART. 210.

Le procureur du Roi pourra interjeter appel des ordonnances de la chambre du conseil, pour incompétence et dans les cas prévus aux articles 201, 202, 203.

L'inculpé pourra interjeter appel pour incompétence et dans le cas prévu à l'article 203.

La partie civile pourra interjeter appel pour incompétence et dans les cas prévus à l'article 201.

ART. 208.

De raadkamer doet bij één en zelfde bevel uitspraak over de samenhangende misdaden en wanbedrijven waarvan de stukken haar terzelfdertijd zijn voorgelegd en beveelt, zoo er grond voor is, dat de geheele rechtsvordering wordt verwezen naar den procureur-generaal, zooals is gezegd in artikel 203.

Omvat het onderzoek overtredingen die nauw samenhangen met een wanbedrijf, dan verwijst zij de geheele zaak naar de correctionele rechtbank.

ART. 209.

De bevelschriften van de raadkamer worden uitgevaardigd in tegenwoordigheid van den procureur des Konings.

Zij behelzen den naam, de voornamen, den ouderdom, de geboorteplaats, de woonplaats en het beroep van den betichte, de strafrechtelijke benaming van het feit, met de wettelijke verzwarende omstandigheden, en de verklaring dat er al dan niet genoegzame bezwaren bestaan.

Zij worden staande de zitting gedagteekend en ondertekend door de rechters en den griffier en worden beteekend : aan den aangeklaagde, in de gevallen voorzien bij de artikelen 203 en 203, en aan de burgerlijke partij in die voorzien bij artikel 201.

ART. 210.

De procureur des Konings kan in hooger beroep komen van de bevelschriften door de raadkamer uitgevaardigd wegens onbevoegdheid alsmede in de gevallen voorzien bij de artikelen 201, 202, 203.

De aangeklaagde kan in hooger beroep komen wegens onbevoegdheid alsmede in het geval voorzien bij artikel 203.

De burgerlijke partij kan in hooger beroep komen wegens onbevoegdheid alsmede in de gevallen voorzien bij artikel 201.

ART. 211.

L'appel devra être interjeté au greffe du tribunal de première instance dans un délai de vingt-quatre heures qui courra, contre le procureur du Roi, à compter du jour de l'ordonnance; contre le prévenu et contre la partie à civile, compter du jour de la signification de cette ordonnance.

Il sera porté devant la chambre des mises en accusation qui statuera, toutes affaires cessantes.

Les pièces seront transmises ainsi qu'il est dû à l'article 203.

Le prévenu gardera prison jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel, et, dans tous les cas, jusqu'à l'expiration du délai d'appel.

Toutefois l'appel de la partie civile ne peut arrêter l'exécution d'une ordonnance de mise en liberté.

CHAPITRE II.

Attributions de la Chambre des mises en accusation.

ART. 212.

Le procureur général est tenu de remettre la procédure, avec ses réquisitions motivées, au président de la chambre des mises en accusation dans les dix jours, au plus tard, de la réception des pièces qui lui ont été transmises en exécution des articles 203 et 211.

ART. 213.

Le président de la chambre des mises en accusation désignera aussitôt un conseiller qui devra présenter son rapport à l'audience dans les cinq jours, à moins que pour des motifs graves ce délai ne soit prolongé par le président.

ART. 211.

Hooger beroep moet worden aange teekend ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg binnen een termijn van vier en twintig uren die loopt: tegen den procureur des Konings, te rekenen van den dag waarop het bevel is verleend, tegen den aangeklaagde en tegen de burgerlijke partij te rekenen van den dag waarop dat bevel is beteekend.

Het wordt gebracht voor de kamer van inbeschuldigingstelling die, vóór alle andere zaken, uitspraak doet.

De stukken worden overgemaakt zooals is gezegd in artikel 203.

De beschuldigde moet in de gevangenis blijven totdat er over het hooger beroep uitspraak is gedaan, en, in elk geval, totdat de termijn voor hooger beroep is verstreken.

Het door de burgerlijke partij aangeteekende hooger beroep kan echter de tenuitvoerlegging van een bevel tot invrijheidstelling niet tegenhouden.

HOOFDSTUK II.

Beroegdheden der Kamer van inbeschuldigingstelling.

ART. 212.

De procureur-generaal is gehouden de stukken van het geding met zijne met redenen omkleede vorderingen aan den voorzitter der kamer van inbeschuldigingstelling ter hand te stellen uiterlijk binnen tien dagen na ontvangst van de hem, ter uitvoering van de artikelen 203 en 211, toegezonden stukken.

ART. 213.

De voorzitter der kamer van inbeschuldigingstelling wijst onmiddellijk een raadsheer aan, die, binnen vijf dagen, zijn verslag ter terechtzitting moet uitbrengen, tenzij deze termijn door den voorzitter om ernstige redenen wordt verlengd.

ART. 214.

Lorsque la chambre des mises en accusation est saisie par une ordonnance rendue conformément à l'article 205 ou par un appel du procureur du Roi ou de la partie civile fondé sur ce que le fait constitue un crime, si le prévenu n'a pas fait connaître son défenseur ainsi qu'il est dit à l'article 151, le président lui en désignera un au moment où il commet le conseiller rapporteur.

Cette désignation, faite à peine de nullité de tout ce qui suit, sera comme non avenue si l'accusé choisit un conseil.

ART. 215.

L'inculpé, la partie civile et leurs conseils pourront prendre communication des pièces sans déplacement; ils auront le droit d'adresser à la chambre des mises en accusation tel mémoire qu'ils jugeront convenable. Le greffier les avertira du jour de l'audience, trois jours au moins d'avance, par lettre recommandée.

ART. 216.

Une section de la cour d'appel, spécialement désignée à cet effet comme chambre des mises en accusation, sera tenue de se réunir sur la convocation de son président ou à la demande du procureur général, toutes les fois qu'il sera nécessaire, pour statuer sur les réquisitions de ce magistrat.

ART. 217.

Les conseillers qui ont connu de l'affaire dans la chambre des mises en accusation, ne pourront en connaître pour le jugement.

ART. 214.

Wanneer de zaak bij de kamer van inbeschuldigingstelling aanhangig is gemaakt door een bevel verleend overeenkomstig artikel 205 of ten gevolge van hooger beroep, door den procureur des Konings of de burgerlijke partij aangetekend op grond dat het feit eene misdaad uitmaakt, wijst de voorzitter, zoo de beschuldigde zijnen verdediger niet heeft doen kennen zooals is gezegd in artikel 151, er hem eenen aan op 't oogenblik dat hij den raadsheer-verslaggever aanstelt.

Deze aanwijzing, gedaan op straffe van nietigheid van al hetgeen volgt, wordt als ongedaan beschouwd zoo de beschuldigde eenen raadsman kiest.

ART. 215.

De aangeklaagde, de burgerlijke partij en hunne raadslieden mogen kennis nemen van de stukken zonder deze te verplaatsen; zij hebben het recht tot de kamer van inbeschuldigingstelling zoodanige memorie te richten als zij gepast achten. De griffier geeft hun, ten minste drie dagen te voren, bij aangeteekenden brief, kennis van den dag der terechtzitting.

ART. 216.

Eene afdeeling van het hof van beroep, daartoe bijzonderlijk als kamer van inbeschuldigingstelling aangewezen, is gehouden te vergaderen wanneer haar voorzitter ze bijeenroept of op verzoek van den procureur-generaal, zoo dikwijls als dit noodig mocht zijn om uitspraak te doen over de vorderingen van dezen magistraat.

ART. 217.

De raadsheeren die van de zaak kennis hebben genomen in de kamer van inbeschuldigingstelling, mogen daarvan geen kennis nemen voor het vonnis.